courant alternatif

MENSUEL EDITE PAR

L'Organisation Communiste Libertaire

N°23 FEVRIER 1983 10 frs

ISSN 0249-3195

DOSSIER : Intoxications policières et journalistiques

Les réformes de l'enseignement

POLOGNE, IRAN, R.F.A.

Interviews de sidérurgistes de la Chiers

CONFIDENTIEL :

LE P.S. MANIPULÈ

PAR LE K.G.B. ?

Notre document : L. Jospin s'entrainant quelque part dans une Municipalité de Gauche...

Depot Legal 4793
Com. Par 63627
Dir.Pub. C. Maynard

S'ABONNER A C.A

Courant Alternatif à ses débuts ronéotés, tirait à 600 exemplaires ; puis imprimé il est passé à 1000 et maintenant à 1500. 500 de ces exemplaires sont diffusés par des messageries locales ou par les NMPP Paris, ce qui couvre les lieux suivants : **Poitiers, Rennes, St Nazaire, Côte basque, Reims, La Rochelle, Aix en Provence, Grenoble, Toulouse, Bordeaux,** soit environ 1 million 500.000 habitants.

A ce point précis il ne se pose pas pour nous de problème financier majeur... pour l'instant. Mais notre objectif est d'en diffuser davantage...

Ce numéro sera envoyé à 220 abonnés (ceux qui ont plus d'un numéro de retard ne reçoivent plus le canard !). 1 numéro de C.A nous revient maintenant à 7000 F (nous maintenons les deux couleurs et les 32 pages). On pourrait continuer comme ça, pensez-vous.

Oui, mais notre projet, maintenant que notre fonctionnement est rôdé, et que le contenu s'améliore petit à petit d'après le courrier que nous recevons, c'est d'augmenter le tirage en octobre 83 (3000 ou 5000). Or 1000 exemplaires en plus, c'est environ 1400 en plus à débourser. Sur 1000 exemplaires en NMPP on ne peut raisonnablement espérer vendre plus de 15% soit 150 exemplaires desquels on ne retire que 5 F soit 750 F. Donc un déficit de 6 à 700 F par 1000 à prévoir. De plus l'encartage et l'agraphage est assuré gratuitement par des camarades de Reims, et leurs capacités maximum se situent au niveau actuel de 1500. Au delà il faudra payer un façonneur. N'ayant aucune intention d'augmenter le prix du journal, il n'y a qu'une solution :

L'ABONNEMENT

Certains sont encore sur la réserve du fait que nous soyons une organisation... Et qui sait ce qui se cache derrière ces bêtes là ! Nous pensons que sans l'OCL, le journal n'aurait pas existé avec ce fonctionnement qui est justement le plus ouvert, le plus collectif et rotatif possible. Tout dépend de ce qu'on appelle organisation... En tous les cas le nombre de gens participant au journal s'accroît. Et puis un groupe, non « organisé » nationalement, sans l'étiquette d'organisation peut parfaitement être fermé... Il n'ya pas de relation de cause à effet, mais plutôt le résultat d'une démarche, et d'un projet.

Beaucoup lisent le journal régulièrement en l'achetant dans un kiosque... Cessez donc de soutenir les petits commerçants et Hachette ! Il y a mieux à faire que de leur donner une souscription mensuelle de 5 francs.

Beaucoup ne s'abonnent pas par oubli, par flemme... Donc, si ce n'est pas une question de manque de fric à sortir d'un coup, ou de non intérêt pour le journal, prenez tout de suite votre carnet de chèque... Ou est-il ? Là, sur le buffet ou le frigo... Un stylo ?... sur la table ou dans le tiroir... Ecrivez : **100 francs à l'ordre de Denis Jean...** Prenez une enveloppe et écrivez : **OCL/Egregore, BP 1213, Reims cédex.** Mettez un timbre et posez la lettre bien en vue sur la table pour ne pas oublier de la poster demain matin à l'issu d'un sommeil profond dû au sentiment d'avoir enfin fait ce que vous vouliez faire depuis longtemps.

Et puis n'oubliez pas que si vous vous abonnez à 2 C.A, vous en laissez un traîner chez vous bien en vue (l'autre rejoint votre collection après lecture sur une étagère) et il y aura bien quelqu'un de passage qui vous l'achètera !

Et puis encore, si vous avez des copains que vous ne voyez pas régulièrement et que CA peut intéresser, envoyez nous leur adresse, il recevront 3 ancien CA gratuits de votre part (vous pouvez envoyer un petit mot pour eux). Cela peut faire un nouvel abonné ensuite.

POUR OCTOBRE 82, 400 ABONNES ET UN TIRAGE A 5000 EXEMPLAIRES...

EDITO

Une fois de plus le bon peuple sera bientôt appelé à aller remplir ses devoirs électoraux. Doucement la campagne pour les municipales se met en place avec tous les personnages, les parlottes, les pseudo-désaccords nécessaires au grand jeu de la démocratie.

On sait depuis longtemps que ce type de consultations locales est toujours favorable à l'opposition, quelle qu'elle soit. Et, si aujourd'hui Jospin admet la perte probable de quelques villes, il se peut fort que demain la gauche sous toutes ses formes fasse une fois de plus le coup du chantage à la droite et du vote utile pour recomposer son électorat qui n'a pas très bien survécu à l'état de grâce. Outre l'ineptie politique de ce genre de raisonnement, l'enjeu de ces élections est de toute façon bidon : le choix à faire par les électeurs ne portant en fait que sur la gestion plus ou moins bonne d'une municipalité. Or cette gestion, de gauche comme de droite, échappe de fait aux principaux concernés : les habitants d'un environnement précis, somme d'individus composant un tissu social déterminé. D'une part parce que le pouvoir réel reste entre les mains de quelques-uns : techno-bureaucrates, spécialistes de tous ordres et en dernier recours, maire ou préfet. D'autre part par ce que le partage formel de celui-ci avec la population n'est que de la poudre aux yeux : qui ira, qui pourra prendre part à des décisions après une journée de boulot dans la tête ? Tout au plus pourra-t-il être présent pour donner l'impression d'une participation à des débats réglés d'avance, débats suffisamment cloisonnés pour qu'ils ne puissent plus être de fait que la propriété de quelques personnes ayant les informations nécessaires dans un domaine précis. Et quand il arrive que des gens veulent réellement et collectivement prendre leurs affaires en mains, comme à Roubaix par exemple (école la « Limace bleue » quartier de l'Alma Gare...), alors là, quand la démocratie échappe à ses représentants institutionnels, rien ne va plus. Les municipalités font tout pour empêcher la vie, les projets, les innovations quand ils ne sont pas l'aboutissement de dossiers sérieux mais celui de la démocratie directe.

Or donc, et pour être clair, on s'en tape de cette guignolerie qui ne changera jamais rien à notre quotidien...

Il nous semble plus utile de nous interroger, entre autres, sur un aspect différent et pourtant complémentaire du grand spectacle des métropoles : ce bon vieux terrorisme qui fait frissonner les foules, épouvantail toujours utile et simplification médiatisée de tout ce qui est « autre », donc bien souvent amené à être en opposition radicale avec le système. Tels les Corses que l'Etat français divise arbitrairement en deux camps antagonistes, ceux qui acceptent la voie légaliste et ceux qui posent les bombes. Ou tous ceux qu'on fait passer, comme C.H. Mathais, pour des manipulés du Grand Complot International. Dépossession subtile du contenu d'une lutte, moyen de criminaliser donc de dépolitiser pour les médias tout mouvement qui cherche une alternative ne passant pas par les urnes.

C'est pourquoi il nous a semblé utile de faire un dossier sur un exemple concret de ce genre de tentatives d'étouffement politique, tout en ouvrant par ailleurs un débat sur la lutte armée. Parce qu'il nous faut apprendre aussi par l'échange de nos pratiques et de nos informations à combattre le capital non seulement sur le terrain politique mais également sur celui de la répression sournoise et du détournement de nos luttes au profit des scoops « d'information ».

DIJON le 12-01-83

VOUS VOULEZ NOUS CONTACTER ?

BOURGOGNE
OCL/Librairie Oblique
25 rue Joubert
89000 Auxerre

CENTRE
La Commune
BP 1228
45002 Orléans Cédex

CHAMPAGNE/ARDENNES NORD/EST
OCL/Egregore
B.P. 1213
51058 Reims Cédex

NORMANDIE
ASTEVMU
B.P 170
Caen Cédex

PAYS DE LOIRE/CENTRE OUEST
OCL/La Taupe
2 quai Lalande
72000 Le Mans

POITOU - CHARENTES
C.R.I.C.
BP n 227
86006 Poitiers cédex

REGION PARISIENNE
FL. 33 rue des Vignoles
75020 Paris

SEINE et MARNE
RUPTURES
B.P. 1
94501 Champigny/Marne cédex.

SUD OUEST
Acratie, BP 25
40300 Peyrehorade

—

La Gasalhada (OCL)
BP 71
47400 Tonneins

Réformes de crise pour l'enseignement

« Une politique de gauche ne saurait se concevoir sans un projet éducatif, sans une vision de l'école et de ceux qui la servent. Cette idée a nourri, au XIXème siècle, toute la pensée républicaine et a pris corps dès la naissance de la IIIème République. Le Front Populaire et la période de la Libération l'ont aussi illustrée. Le gouvernement a d'autant moins l'intention d'être infidèle à cette conception qu'il a trouvé, à son arrivée au pouvoir, de graves problèmes tant matériels que moraux dans le domaine éducatif ».

6 Septembre 1982
Lettre d'Alain Savary aux enseignants.

I) — L'appel au peuple

La seconde rentrée scolaire depuis l'arrivée de la gauche sur le trône républicain a valu son pesant de spectaculaire. Si la précédente rentrée baignait encore dans l'Etat de grâce et l'euphorie des syndicats, cette année, le coup de massue de l'austérité avait plutôt mis du mou dans les cordages. Restriction budgétaire et revirement quant à certaines promesses, en particulier pour les créations de postes et la réduction des effectifs scolaires ont rapidement entraîné la désillusion, la grogne et la morosité. Néanmoins, là encore, les appareils syndicaux ont su faire passer le message gouvernemental en douceur, à savoir : « *Savary est plein de bonne volonté, mais la crise est méchante avec lui, espérons, on a l'habitude* ». Le spectaculaire de cette rentrée-ci tient en fait à l'appel au peuple qu'a lancé Savary dès les premiers beaux jours de septembre. Quelque chose de simple, net, carré, sensé aller droit au cœur de ces braves enseignants et de ces pauvres parents désorientés, quelque chose où flotte le mythe merveilleux de « Super-Laïc », le fantôme de l'Instituteur vaillant et missionnaire pondu par Jules Ferry, vieux cheval de bataille de la gauche aussi bien chez Guesde que chez Jaurès, quelque chose en bref qui ressemble à : « on n'a pas grand chose mais on doit faire avec ! ». Donc, en avant pour la République, Savary prétendait installer, courant 82-83, la base d'un train de réformes « vitales » pour sauver l'institution de la faillite, réformes où nous retrouvons des mots clés comme « autonomie - responsabilité - initiatives pédagogiques - audace - créativité - décloisonnement - concertation ». Ah ! la belle chose que la concertation ! Que c'est bon de se sentir responsable, au coude à coude et la moustache frémissante pour barrer la route à ce que le ministre a bien vu comme étant la tare n° 1, le grain de sable qui n'arrête pas de faire dérailler le pot aux roses : « *les inégalités et l'échec scolaire* ». L'appel au peuple, l'appel à la concertation étaient, dans les lycées, bornés par deux dates fatidiques : le 6 octobre et le 13 décembre.

II) — La concertation coincée

Le 6 octobre, sur la base de textes ministériels préparatoires, s'est déroulée dans les lycées, une première journée de concertation exclusivement consacrée à la corporation enseignante. Dans chaque établissement se sont réunies plusieurs commissions sur des thèmes pré-établis. Il était cependant subtilement rappelé que cette journée n'avait pour but ni d'avaliser, de cautionner un projet de réforme déjà préparé en secret, ni surtout, oh horreur !, de « contourner » les syndicats dans le dialogue avec l'Etat par cet appel direct à la base anxieuse. Les thèmes de ces commissions étaient au nombre de sept : Fonctions des lycées et objectifs des formations ; Temps et rythmes scolaires ; Valorisation des aptitudes et évaluation des élèves ; Contrat social (tiens, Rousseau !), et relations éducatives dans l'établissement ; Equilibre des disciplines et des sections ; Questions générales. A partir des discussions et travaux des diverses commissions de tous les lycées, une synthèse nationale fut établie en vue de préparer la seconde journée de consultation du 13 décembre, celle-ci devant être élargie aux parents et aux élèves et devant déboucher sur certaines propositions « concrètes » de réformes, voire même de mesures immédiates à proposer aux Conseils d'Etablissements. Nous ne nous apesantirons pas sur le contenu de la synthèse nationale sur les sept thèmes évoqués, mais on peut y retrouver les traces précises de la crise que traverse l'institution scolaire au travers du malaise même des enseignants : un mélange de revendications corporatistes « ont touche pas aux vacances » ou « pouvoir absolu des conseils de classe pour le passage ou le non passage de l'élève » et d'inquiétude quant au mal vivre et à l'isolement dans la relation enseignant-enseigné. A de rares exceptions près, pas de critique réellement politique de l'insertion et du décalage de l'institution par rapport à la société, pas non plus d'aspects économiques évoqués quant à la crise et à ses retombées sur les jeunes et leur vécu.

Bien sûr, malgré la « largesse de vue » de la consultation, ces remarques auraient fait mauvais effet dans la synthèse nationale. Pourtant, à la base, dans les LEP en particulier, l'interrogation et la remise en cause dépassaient souvent ce jour-là les murs de l'établissement, peut-être parce que chez ces derniers, la liaison avec le monde du travail est un état de fait, et l'effondrement de l'autonomie des jeunes face à la crise, une vérité souvent pesante.

Là encore, les syndicats se sont réjouis de l'initiative révolutionnaire de Savary : « *c'est la première fois qu'on* ***nous*** *demande ce que l'on pense* ». En fait, loin d'être contournés, ils étaient bien là pour maîtriser le navire de la « libre parole ».

Le 13 décembre, le malaise s'est encore plus manifesté lorsqu'il s'est agi de déterminer des ébauches de solutions concrètes, toujours sur la base du : on n'a « pas grand'chose mais faut faire avec ». La désillusion était encore plus lourde au vu de la faible participation des parents et des élèves. Mais choisir un jour ouvrable (un lundi) pour demander aux parents de quitter leur boulot était sans doute une mauvaise idée. Les élèves ont profité du jour de congé, et l'institution, plus précisément la corporation enseignante, a, une fois de plus, fait le constat de son isolement. Les grands thèmes d'idées qui revenaient souvent tournaient autour de l'idée d'équipe pédagogique soudée, de groupes de niveaux et de soutien aux élèves en difficultés, de professeur « tuteur » chargé des relations enseignants-enseignés et parents-enseignants, d'allègement des programmes et des horaires, d'ouverture des lycées sur l'extérieur et d'interdisciplinarité. Un thème très important, car présent dans un grand nombre de discussions, est l'idée de développer **l'adaptabilité** générale des jeunes à un futur emploi ou à plusieurs emplois ainsi que son auto-évaluation dans le travail, l'apprentissage du travail personnel autonome et du travail en groupe. L'idée de polyvalence et d'adaptabilité est fondamentale et nous allons y revenir. Bref, dans ces deux

journées, l'appel au peuple semble avoir fait peu de vagues et peu dérangé la myopie et la grisaille collective de l'institution bien que sa fonction première et démagogique ait été de rassurer les enseignants dans la panade et les parents qui ne savent plus à quel Savary se vouer.

III) — Legrand abrégé

Les thèmes évoqués le 6 octobre et le 13 décembre sont indissociables des grands axes du projet Legrand de réforme des collèges, qui vient d'être déposé sur le bureau du ministre. Pour autant, tout ceci manifeste qu'il s'agit là d'un vaste projet à long terme de la gauche, un projet qui lui tient tout autant à cœur que la transformation de l'appareil industriel, les deux étant d'ailleurs sur la voie de la cohésion mutuelle malgré les à-coups et les modulations imposés par la crise. La réforme de l'enseignement mise en route par Savary touche en effet tous les secteurs de l'éducation, y compris et surtout, les filières techniques et la formation professionnelle, ceci de la 6ème à la terminale, avec à la clé, une réforme de l'enseignement supérieur et la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans, avant ou avec l'armée, et avant ou avec tous les stages de perfectionnement et d'insertion qui se mettent en place conjointement. Le projet Legrand, qui fait beaucoup de bruit sur les médias et provoque une certaine levée de boucliers des syndicats sur le problème des temps de travail et la hiérarchie des traitements, est un projet qui vise, en gros, à unifier ou a réunifier les quatre années qui vont de la 6ème à la 3ème, en modifiant le découpage des matières enseignées et la composition même des classes. Au sein de ce tronc commun de quatre ans, les enseignants travailleraient en équipe et l'on parlerait plutôt « d'ensembles » et de « groupes de niveaux » qui se modifieraient à mesure des progrès des élèves, l'interdisciplinarité étant la règle, et le but, l'acquisition d'une **aptitude** générale à la fin de la 3ème. Les professeurs, en dehors de leurs heures d'enseignement, seraient chargés de missions de concertation parents-enseignant et d'un « tutorat » sur de petits groupes d'élèves, ce qui remplacerait le rôle des anciens « profs principaux ». Ceci, toujours pour pallier « les inégalités et l'échec scolaire » et éviter que les 15 % de jeunes fatidiques quittent le circuit en 5ème vers les C.A.P. et les impasses telles que les CPPN (seize ans et hop ! la porte !). Tout ce joli brain-trust fait grincer des dents la corporation, puisque ceci entraînerait une augmentation des obligations de service. Ce système s'accompagnerait de redoublements limités et déboucherait, après la 3ème, soit vers une seconde et une première indifférenciées jusqu'à 18 ans, la spécialisation vers le supérieur s'opérant en terminale uniquement, soit vers les LEP et la préparation d'un BEP en deux ans. Les retombées directes de ce système « nouveau » (on parlera de « nouveaux collèges ») sur la formation professionnelle se manifestent d'abord par une suppression plus ou moins rapide (dans trois ans vraisemblablement) des C.A.P. maintenus provisoirement après la 5ème comme porte de sortie aux échoués du système. Les CPPN seront par contre supprimées.

Resteraient les B.E.P. dont beaucoup, et c'est grave, ne sont toujours pas reconnus comme diplômes par les conventions collectives. Voie royale de la déqualification pour les uns, resterait pour les autres l'accès aux Bacs scientifiques et techniques puis, pour un petit nombre, l'I.U.T. ou la Faculté. Le renforcement de l'enseignement technologique prendrait racine dès la 6ème et la 5ème, avec un ensemble d'initiations **polytechniques** et **polyvalentes** au détriment de l'enseignement général. Polyvalence et adaptabilité semblent encore être là, les nouveaux critères du profil de l'adolescent type-Savary, conjoncture oblige. On concilie la crise et les idéaux éducatifs traditionnels de la gauche. Dans les LEP, peut-être provisoirement maintenus donc, les CAP se verraient allongés à 4 ans et non plus trois, avec des groupes de niveaux et des méthodes renforcées dans les deux premières années ; de même, les stages en entreprise seraient accru., ainsi que les liens enseignants-entreprises locales. L'ampleur du projet est donc de taille et, même si de ce dernier ne prendra vraiment effet qu'à la rentrée 84, il manifeste simplement et clairement une réinsertion de l'école dans les enjeux économiques d'une gauche gestionnaire d'un capitalisme frileux. Mais ses motivations politiques ne sont pas moins importantes à préciser.

IV) — Trop "poly" pour être honnête

Sur le plan économique tout d'abord, le contenu implicite de ce redéploiement scolaire est de fabriquer, à moyen terme, tout un ensemble de travailleurs répondant à un profil général adaptable aux nécessités fluctuantes d'un marché de l'emploi en mutation obligée. Pour cela, les diplômes professionnels obtenus en cycle court impliqueront à la fois une certaine culture générale centrée au mieux au niveau de la première indifférenciée, et aussi, une qualification polytechnique au niveau du métier, un éventail d'aptitudes débouchant d'abord, pour le jeune, sur des capacités de recyclages multiples et répétés dans sa vie professionnelle. La véritable formation, l'acquisition (temporaire) d'une qualification se fera donc de plus en plus, mais c'est déjà le cas, à l'entrée dans l'entreprise. Cette « polyvalence floue », délivrée par l'institution enseignante à la place d'une spécialisation pré-établie, va donc tout-à-fait dans le sens d'une souplesse du marché de l'emploi aussi bien que vers une généralisation des contrats courts employeur-salarié. Là encore, nous remarquons que l'extension du salariat se conjugue avec l'uniformisation et la déqualification (plutôt la fin de la qualification unique) de ceux qui produisent. L'école Savary, après les ballons d'essai de Haby et de Beullac, recherche toujours plus l'adéquation la plus souple possible avec les entreprises. Les mesures visant à instaurer plus de stages des enseignants dans les entreprises et à favoriser la pénétration des entreprises locales dans les lycées et les universités vont aussi dans ce sens. Cela ne va pas, bien sûr, sans « traumatiser » la corporation enseignante frileusement installée comme une grenouille inquiète sur l'échelle des traitements et jusqu'ici si bien à l'abri du monde du travail.

Sur le plan politique ensuite, se retrouvent encore les nécessités du marché de l'emploi ainsi que la vision propre que le pouvoir a de « l'expérience de la gauche » dans sa manière de résorber artificiellement le chômage des jeunes. La prolongation de la scolarité obligatoire à 18 ans, la symbiose école-armée, les stages 16-18 ans, constituent un train de mesures dont le dénominateur commun est de tenter d'ici à 1988 de gommer de l'ANPE toute une masse de jeunes jusqu'ici en situation effective d'échec scolaire et d'éjection prématurée de l'institution. Pas de réponses tangibles du pouvoir dans les retombées de la crise et face au sous-emploi, restent les décors factices et le replâtrage pour sauvegarder le prestige. Tout jeune « occupé » par ces gadgets scolaires ou para (si l'on peut dire en pensant à Hernu) scolaires ne sera pas comptabilisé comme demandeur d'emploi.

Double impératif donc : adapter les formations à la restructuration, malgré les hoquets et les aléas de cette dernière (poor lonesone Chevènement) et retarder l'explosion des trois millions de chômeurs sur le graphique des températures de l'ANPE.

V) — Conclusion : Savary, mais ça ne change pas !

Malgré tout ce qui vient d'être énoncé, la belle stratégie que manifeste le projet éducatif de la gauche, les appels à la base de Savary, le projet Legrand, et toutes les concertations du monde n'empêcheront nullement l'institution scolaire de rester ce qu'elle est logiquement depuis un certain temps déjà : un édifice anachronique qui perd ses boulons sous le souffle de la crise.

Il y a fort à parier, sans être le mage Libertariamus, que ces réformes de crise finiront par une crise de la réforme. L'école est un lieu de conservatisme forcené, habité par des gens qui n'ont jamais connu d'autre réalité et qui, à force, peureusement, de se répéter que l'institution scolaire était un sanctuaire à préserver (d'abord par un réflexe de « classe » si l'on peut dire), quelque chose de pur, de « neutre », ne se sont pas rendus compte que cette institution a toujours été ouverte à tous les vents de toutes les crises, véritable auberge espagnole de l'idéologie ambiante, aussi bien de la part des jeunes que des adultes qui s'y abritent, quelque chose en bref et malgré tout, comme un reflet de la société. Mais ce reflet a toujours été figé dans ses structures, ses hiérarchies et ses habitudes, et par là même, de plus en plus en retard sur les bouleversements sociaux, de plus en plus inadapté à ceux-ci.

Il ne faut jamais sous estimer la capacité d'immobilisme et de réaction des enseignants, car pour une grande majorité de ces derniers, l'école leur sert d'abord à rester de grands enfants protégés du monde extérieur et des contradictions sociales auxquelles ils sont pourtant confrontés, coincés dans leur rôle de pouvoir et la hiérarchie de l'institution. Dans l'école, rien ne bouge jamais vraiment. Elle n'est nullement une institution à part des autres, à part de la vie, elle n'est pas non plus, magiquement, un lieu de subversion ex-nihilo dans la « pureté de l'enfance ». Elle est simplement, aujourd'hui un peu plus qu'avant, un lieu qui s'essouffle et dérape dans la grisaille et le découragement sous la pression de l'extérieur, un lieu **périphérique** d'éducation, car la culture est aujourd'hui dans la rue et dans les médias, du moins, le **matériau** culturel.

Les réformes de Savary vont coûter, de plus, fort cher au PS, le projet Legrand nécessitant, à priori, des milliers de créations de postes et, quoi qu'en dise le ministre quand il parle d'utiliser au maximum les moyens déjà existants par un surcroît d'initiative locale et une réorganisation des structures, l'immobilisme de la corporation enseignant, son goût de la hiérarchie et les renâclements syndicaux, SNES en tête, auront raison de ses savants calculs. Il semblerait plutôt que nous puissions tabler à moyen terme, sur une accélération de la décrépitude de l'institution scolaire, véritable planète Mars qui s'effrite, barbotant dans l'anachronisme et le doute. L'école, en bref, comme les médicaments qu'on lui injecte, ou le maquillage qu'on lui applique, n'est jamais que le baromètre de la crise générale.

Reims - Le 14 Janvier

LA CORSE

« Rien ne doit être toléré de ce qui attente à l'unité de la république ».

« Lorsque la communauté nationale est en cause, il n'y a pas de compromis possible ».

De qui sont ces citations, et de quand datent-elles ?

La première est de Mitterrand Ministre de l'Intérieur en décembre 1954. La seconde est de Mitterrand Président de la république, en Janvier 1983.

Une bien belle obstination à dire toujours les mêmes conneries même si les faits les démentent quelques années après. La mémoire courte de l'électeur se complète harmonieusement avec la pérennité des méthodes de gouvernement.

Dans un premier temps, et en attendant d'autres articles plus complets voici quelques réflexions que nousavons eue sur le problème corse. Par ailleurs nous avons donné la parole à ceux qui luttent et dont la pensée est très souvent déformée par les médias, mais aussi par des a-priori parfois doctrinaires y compris chez les libertaires...

L'échec des socialistes

Le plus frappant dans cette histoire c'est la belle assurance du gouvernement, Defferre en tête, pour assurer au lendemain du 10 mai que le problème corse pouvait se règler assez vite et qu'en tout cas la violence, les attentats allaient cesser. Quelques mois de calme, et Defferre se pavanait sur les médias pour vanter l'efficacité des socialistes. Hélas pour lui... !

Les carottes offertes n'ont pas suffit ; ce fut la libération des prisonniers politiques, qui ne fut totale que parce que de nombreux corses ont continué à se battre pour l'amnistie. Ce fut l'Assemblée corse dont tout le monde s'accorde à dire qu'elle est bidon, qu'elle ne fonctionne pas, qu'elle n'a aucun moyen, qu'elle est paralysée par l'emprise des politiciens des clans, et que bien qu'élue, elle ne représente qu'elle même.

Après les carottes, eh bien c'est le bâton. Le PS n'hésite pas à créer des postes spéciaux pour la répression. On ne s'étendra pas là dessus, tout a été dit. Rappelons juste qu'ils sont coutumiers du fait, c'est Jules Moch, ministre socialiste qui a créé les C.R.S. !

Tous ces échec étaient d'ailleurs prévisibles puisqu'ils reposent sur la non reconnaissance de la cause du problème : **la colonisation.**

La Corse colonisée

En 1900 la Corse comptait plus de 300.000 habitants avec seulement 5% de non corses. A l'heure actuelle il n'y a plus que 230.000 habitants (presqu'autant d'inscrits sur les listes électorales !) dont plus de 120.000 étrangers (80.000 français et 60 % du reste sont des maghrébins). Il ne reste donc guère plus de 100.000 autochtones en passe de devenir minoritaire si ce n'est déjà le cas.

On comprend dès lors ce que le FNLC appelle « Colonie de peuplement ». Il est un fait qu'au fur et à mesure que des français s'installaient, avec des emplois réservés dans l'administration,l'enseignement, l'encadrement, des corses partaient.

Il ne faut pas oublier non plus qu'une partie de ces français sont des pieds noirs venus d'Algérie à qui le gouvernement donna d'autres terres coloniales (Plaine d'Aléria).

Lorsque Stella (voir encart) parle des français comme un front de classe, c'est donc en grande partie vrai.

Mais ce qui change en Corse depuis quelques années, c'est que de nombreux jeunes ne suivent plus le chemin de l'exil comme leurs aînés ; la crise économique aidant, le continent n'offre plus les mêmes charmes (illusoires souvent). Ils essaient de rester en Corse et dès lors une prise de conscience s'opère, et qui sert de fondement au mouvement corse.

Le F.N.L.C.

« Je suis convaincu que l'URSS est en train de se servir de façon indirecte du nationalisme corse comme levier pour déstabiliser la région... De même que l'URSS s'était servie du nationalisme en Algérie pour soutenir le FLN, de même elle tentera de le faire en France, avec les Basques, les Bretons et aujourd'hui les corses »

F. Léotard secrétaire général du PR.

Dans une interview à Sud Ouest, Y.Stella répond :

« M. Léotard gratte les fonds de table de M. Bonnet et si le FNLC recevait des armes de l'étranger, pourquoi lever l'impôt révolutionnaire ?. ».

Il est évident que le FNLC est plus ancré dans la population qu'on le pense généralement, même si un certain flou, certaines ambiguités, entraîne parfois des réserves même au sein du mouvement. D'ailleurs ce mouvement, ce n'est pas seulement le FNLC. Ce sont aussi les Comités Nationalistes, proches du FNLC, mais plus clairs, qui se sont créé spontanément en Corse après les évènement de Bastelica en 1980 et qui se sont ensuite fédérés entre eux. Avec plus de 700 militants, c'est la première force militante de l'île. Des mobilisations pour la libération des prisonniers ont rassemblé jusqu'à 25.000 personnes. Mais il y a aussi bien d'autres collectifs : culturels, coopératives, associations diverses, qui sont le témoin de la vigueur du mouvement. Dans l'opinion publique on a souvent présenté le FNLC comme étant lié à la tradition de maffiosi, de bandits. Image traditionnelle et racisme vis à vis des corses. Le FNLC lutte justement contre les clans. Ce sont les jeunes qui restent au Pays qui refusent le système des clans (sans que cela soit d'ailleurs toujours facile).

le tourisme

C'est un autre aspect du colonialisme contre lequel le mouvement lutte. On entend fréquemment dire que les corses en vivent. Or rien n'est plus faux. Seul les commerçants en profitent réellement, et encore, pas n'importe lesquels. Le tourisme entraîne une augmentation du prix des terrains, au détriment de l'agriculture, et une diminution du travail régulier, au profit du travail saisonnier encore plus exploité. En corse comme ailleurs, c'est la désertification qui guette une région vouée au tourisme (sauf à devenir un lieu de villégiature permanent pour les riches, au détriment des autochtones). Avec en prime la transformation en « réserve » où quelques corses subsistent pour la couleur locale et les emplois saisonniers.

Le racisme

C'est l'un des problèmes qui est au centre des discussions. Alibi pour ceux qui de toute façon rejettent toute revendication du mouvement corse. Débat et problème réel et fondamental pour ceux qui le soutiennent.

Il faut d'abord remarquer que traditionnellement l'étranger était très bien accueilli et accepté en Corse, et qu'encore aujourd'hui dans les villages de l'intérieur, des maghrébins vivent avec leurs spécificités sans heurts avec le reste du village ; ce sont des non corses, c'est tout.

C'est bien en grande partie la situation coloniale qui a exacerbé un racisme qui par ailleurs existe comme partout (parle-t-on souvent de celui des français qui voient le corse « fainéant », « truant », « douteux »).

les maghrébins, contrairement aux français, n'ont pas choisi de vivre là. leurs emplois sont ceux de l'économie coloniale le plus souvent : viticulture, bâtiment. Assurément d'un point de vue de classe, ce n'est pas le même « front » que celui des français, et de ce point de vue, ils sont du même côté qu'une large majorité des corses.

Dès lors il serait inacceptable que des corses reproduisent avec une autre communauté ce qu'ils refusent pour eux-mêmes. La lutte contre le colonialisme passe par une lutte contre le racisme qui lui est lié. En ce sens, nous ne pouvons être d'accord avec le membre des CCN interwievé qui déclare inacceptable qu'il y ait en corse une communauté immigrée et qui soit respectée en tant que communauté. Ce qui peut être refusé aux français, ne peut l'être aux maghrébins, et pour la même logique de classe. Les deux communautés, corses et maghrébines ont des intérêts objectifs communs contre la double oppression culturelle et sociale. Encore faut-il que se dégage, au fil des luttes et des débats dans le mouvement, une position qui parvienne à allier lutte de classe et Libération Nationale, ce qui entraîne une autre question :

Quel système social pour une Corse indépendante ?

YVES STELLA A SUD-OUEST

Ne craignez-vous pas que l'actuelle campagne anti-française n'apparaisse comme carrément raciste ?

Il n'y a aucun racisme dans notre attitude, d'abord parce que les français ni les corses ne sont une race. Cette lutte contre ce que nous appelons la colonisation de peuplement est une simple conséquence d'une situation démographique catastrophique, se défendre ce n'est pas être raciste. Les français forment un front de classe. Ils sont les premiers porteurs et bénéficiaires du fait colonial. Si racisme il y a, c'est contre notre peuple à qui on refuse d'être un peuple. Et ce refus va de droite à gauche.

Interview d'un militant de la C.C.N.

(Cet interview a été réalisée cet été aux rencontres de Corte par un camarade...)

Depuis le 10 Mai 81, y-a-t-il eu des changements importants dans la politique colonialiste française en Corse ?

CCN : Je ne pense pas que la politique coloniale pratiquée par la France à l'égard de la Corse ait fondamentalement changée depuis le 10 Mai. Nous avons eu une mesure ponctuelle qui a été prise, la libération des emprisonnés et l'amnistie totale qui, je dois ajouter, n'a été arrachée que par la lutte populaire car elle n'était au départ que partielle. Cela dit, au niveau des mesures de fond et notamment des points fondamentaux qui avaient été avancés par le mouvement révolutionnaire à savoir : Départ de la Légion étrangère, réalisation d'une véritable université en Corse à Corte, application du bilinguisme minimal à tous les niveaux de l'enseignement, corsification des emplois, à ce jour, rien n'a été fait. Au contraire, l'assemblée régionale ne fait que renforcer le pouvoir des clans qui sont la courroie de transmission du colonialisme en Corse, et on peut dire que l'assemblée régionale a été une création mise en place par le pouvoir pour tenter de désamorcer la montée du mouvement national. Nous disons donc que rien de fondamental a changé en Corse, que la situation coloniale n'a été aucunement remise en cause et que ceux qui parlent de restauration de la démocratie sont des imposteurs. La démocratie ne peut être restaurée en Corse que par la restitution totale au peuple Corse des moyens de maîtriser son destin, moyens politiques, économiques et culturels de s'autodéterminer.

Quelle est la position de la C.C.N. au sujet des attentats racistes qui visent la population maghrébine ? Et plus largement quelle est votre position par rapport aux immigrés qui vivent en Corse ?

Alors là, à ce point de vue, je suis très à l'aise pour répondre parce que notre position est sans ambiguité aucune et ce fait a d'ailleurs été souligné par un quotidien parisien tout récemment ; la C.C.N est actuellement en Corse, le seul mouvement qui ait pris position sans ambiguité contre les attentats racistes qui se déroulent, qui sont commis principalement à Bastia et contre la campagne anti-arabe qui se développe en Corse et à laquelle les éléments, qui soutiennent en Corse le colonialisme, ne sont pas étrangers. C'est l'occasion rêvée pour détourner l'opinion sur ce problème et de trouver un exutoire à la lutte qui est actuellement en Corse. Les arabes sont actuellement le bouc émissaire rêvé ; il est certain que dans certaines villes un problème réel se pose, par exemple : dans le quartier de la citadelle à Bastia, nous ne le nions pas mais les arabes ne sont que les instruments de cette politique et les victimes ; ils n'en sont absolument pas les coupables, les responsables, parce que si les arabes viennent en Corse, c'est parce que les structures coloniales de notre économie font que nous avons besoin de cette main-d'œuvre sous-payée, mal logée, et on peut dire au niveau du travail mal traités. Ils occupent actuellement, au quartier de la citadelle à Bastia, des appartements dont personne ne voudrait, insalubres, sans électricité, sans eau, qui ne sont pas aérés et cela donne lieu à une spéculation immobilière scandaleuse. Ce sont les responsables de cette politique qu'il faut mettre en cause. D'ailleurs on observe que les arabes sont les plus nombreux dans les secteurs qui sont ceux de l'économie coloniale, à savoir la viticulture et le bâtiment. Quant à dire d'où viennent ces attentats, on pense à l'extrême droite, mais enfin il est certain qu'ils trouvent un certain écho dans la population mal informée, qui est victime d'un matraquage et d'une propagande anti-immigrée depuis plusieurs mois. Et nous nous étonnons que certains comme l'UPC, aient cru, par démagogie, utile de compter au nombre des points actuellement les plus brillants en Corse, le problème de l'immigration. Nous ne comprenons pas qu'un mouvement qui se dit progressiste n'ait pas de position beaucoup plus claire et beaucoup plus tranchée sur ce phénomène.

Et dans une Corse qui ne serait plus sous domination française...

Là justement, nous voulons nous élever contre certaines propositions qui ont été faites et notamment par la Ligue des Droits de l'Homme et par le P.S. du Sud qui ont dit qu'il devait y avoir en Corse une communauté immigrée qui ait des droits et qui soit respectée en tant que communauté ; pour nous, notre position est très claire, il n'y a en Corse qu'une communauté, **c'est la communauté historique Corse.** Il n'est pas question d'aboutir à une « libanisation » de la Corse et de tolérer que des commnautés s'érigent en communautés nationales et veuillent avoir des droits sur la Corse. Sur la Corse il n'y a qu'une communauté qui a des droits, c'est le peuple de Corse. Cela dit respectons les autres individus, les étrangers, nous leur demandons de se conformer à nos coutumes, à nos traditions, dans cette mesure nous les acceptons comme nôtre.

Quelle est la signification de votre mot d'ordre " I Francesi Fora_" ?

Ce mot d'ordre nous est bien souvent reproché ; on nous taxe volontier de raciste, s'il nous faut l'expliquer, c'est assez simple. C'est bien la France, qui, il y a 200 ans, à conquit militairement la Corse et y a mené une répression des plus dures ; c'est bien la colonisation française qui est aujourd'hui la plus forte en Corse ; ce sont bien les français qui arrivent en Corse avec la culture dominante, avec la langue dominante, avec des emplois réservés notamment dans les secteurs les plus qualifiés, ce sont eux qui occupent les emplois de cadre et qui contraignent le peuple Corse à l'exil. Donc, pour nous, notre position est sans ambiguité sur cette question. Nous assumons totalement le mot « I Francesi Fora ». Ce n'est pas un mot d'ordre raciste, nous affirmons et nous répétons que tous les étrangers qui en Corse acceptent de s'intégrer, d'apprendre notre langue, de participer à nos luttes sont nos frères ; nous ne pratiquons aucune ségrégation à leur égard. cela dit, nous sommes aujourd'hui en passe d'être minoritaire chez nous, dans certaines villes la communauté française est déjà plus nombreuse que la communauté corse. Il nous faut donc poser la problème clairement : les français qui arrivent actuellement, qui continuent de s'installer en Corse, sont les porte-drapeaux de la colonisation. Ils doivent être conscients de leur responsabilité qu'ils prennent dans la colonisation de la Corse ; et ceux qui veulent réellement soutenir notre lutte, doivent le faire chez eux, en restant en France, en animant en France des mouvements de soutien à notre lutte ou doivent choisir en Corse le terrain de la lutte de Libération Nationale. Il ne saurait y avoir en Corse, actuellement, pour les français de neutralité politique. Le français qui arrive, qui s'installe en Corse et qui est neutre, est un ennemi objectif de notre lutte. Il impose sa culture, il impose sa langue et il contribue à l'écrasement culturel et bientôt démographique de notre peuple.

Comment vois-tu la continuité de votre combat ?

Je crois que dans les mois à venir, le sens de notre combat sera très clair. il faut accentuer la lutte de libération nationale sur le terrain public, expliquer quotidiennement au peuple ce qu'est l'auto-détermination, battre en brèche la propagande du pouvoir qui cherche à nous enfermer dans le clivage étroit institutionnel autonomiste - indépendantiste, cherchant à marginaliser les indépendantistes ; nous, nous disons que le clivage n'est pas en Corse entre autonomistes et indépendantistes mais entre ceux qui veulent imposer au peuple corse une solution institutionnelle venue de l'extérieur ou colportéepar quelques états-majors, fussent-ils corses et ceux qui affirment que c'est le peuple corse et lui seul qui, par la lutte, en prenant chaque jour en mains ses luttes quotidiennes, s'auto-déterminera.

" LEGIONE FORA " UN SLOGAN CONTINU DEPUIS 1962...

Il y a en Corse deux régiments de la légion étrangère c'est à dire 2300 militaires soit près du tiers des effectifs de cette arme.

Ce sont : le deuxième régiment étranger (RE) avec une double garnison à Bonifacio.

Le 2eme REP : 1300 hommes à Calvi. Ce régiment fut présent à Kolwesi. Sinistre épisode du giscardisme que Hernu réintègre à l'épopée nationale. Ce 2eme REP fait de fréquents séjours à Djibouti (comme cela il ne quitte jamais le terrain colonial !).

A cela il faut ajouter toute une infrastructure de centres de repos et de maisons familiales sur la côte et dans les villes.

Courant Alternatif

Interview de sidérurgistes de la Chiers

Au cours de la fête mensuelle du « 1er Samedi de Chooz » qui s'est déroulée le 8 Janvier, nous avons rencontré trois sidérurgistes de la CHIERS. Cette rencontre s'est faite dans les locaux de « Radio la Pointe », dans une situation où règne l'incertitude concernant le plan de reconversion sociale, actuellement en discussion dans l'usine.

Cet interview ne prétend pas faire le tour de toutes les questions que l'on peut se poser concernant la résistance des Ardennais de la Pointe de Givet. Ce ne sont que des éléments de réponse.

• Question : On a pu remarquer que dans le disque de la lutte de Chooz édité en 1980, on parlait déjà de problèmes à la « Chiers », car il n'y avait plus d'investissements dans l'achat de matériel.

Puis nous avons entendu parler par les médias de l'éventuelle fermeture de la Chiers lors du vol des urnes aux élections cantonales en Mars 1982...

Comment la lutte a-t-elle débuté ? Peux-tu faire un historique de cette lutte ?

Sidérurgiste 1 :

Personnellement, je suis sidérurgiste et antinucléaire, donc au sujet de Chooz, nous sommes depuis 5 ans dans la lutte.

Le problème de « Vireux » n'est pas nouveau car voici plusieurs années, il y avait eu des manifestations organisées par la C.G.T... Mais les problèmes n'ont pas été pris en compte par l'ensemble du personnel parce qu'il semblait que la fermeture de l'usine n'était pas possible ; puis au fil des années, tout le personnel a été obligé de se rendre à l'évidence. On sait maintenant que notre usine fermera fin 83.

Concernant ce que l'on peut appeler « la lutte dure de Vireux », celle-ci a débuté voici un an et il s'en est suivi des actions de plus en plus radicales (barrage sur la RN 51, actions coup de poing, affrontements violents avec les forces de l'ordre).

Les affrontements sont venus du fait que les flics devaient passer à Vireux pour se rendre dans le secteur de Chooz où devaient se dérouler les manifestations (car les manifestations antinucléaires n'ont jamais pu se dérouler à Chooz depuis que le maire les avait interdites).

Chooz était en état de siège et Vireux le lieu de passage des troupes. C'était un véritable régiment qui passait par chez nous.

De là, les luttes de Chooz et de la Chiers se sont naturellement rapprochées ; même si tous les sidérurgistes ne sont pas antinucléaires, il y en avait une bonne partie qui avait compris que le problème de Vireux était en partie lié à celui de Chooz.

Il faut dire que le tracé du périmètre de la première centrale a été effectué voici une vingtaine d'années, date à partir de laquelle il n'y a plus eu d'investissement lourd à la Chiers.

• Il y a eu différents groupes qui sont intervenus au sein de la lutte :

— Vireux vivra (VV)
— L'intersyndicale
— La C.G.T
— Et un groupe qui s'appelle « les ouvriers conscients ».

Est-ce que tu peux en parler ?

Sidérurgiste 2 :

VV est un groupe qui est intervenu à plusieurs reprises sur des actions relativement dures (pylône de Haute-Tension qui conduisait l'électricité en Belgique détruit, relais endommagés, explosion d'un centre d'impôts, postes de douanes dynamités).

Au niveau syndical, au départ, il y a eu des essais d'unité entre la CGT, la CFDT, FO et la CGC. Cette unité ne s'est pas faite car il y avait des divergences de personnes au sein des sections de l'entreprise qui se sont transformées ensuite en divergences syndicales.

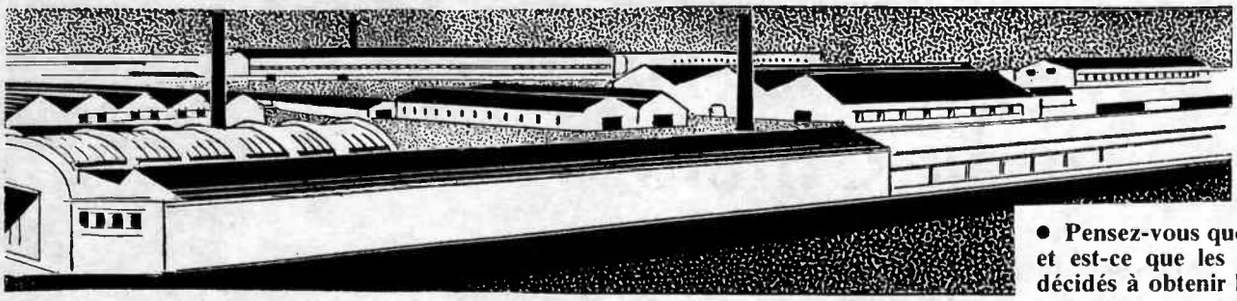
Une intersyndicale s'est tout de même constituée entre la CFDT, FO et la CGC mais sans la CGT.

Elle s'est battue au départ sur la continuité de la fabrication d'acier à Vireux.

Un plan avait été élaboré par des membres de l'intersyndicale, des cadres de la société et je pense aussi qu'il y avait eu une participation de la direction locale. Ce plan acier consistait à installer à Vireux une coulée horizontale continue.

Des propositions ont été faites dans ce sens à la direction générale d'Usinor (et au gouvernement), qui ont été assez rapidement refusées (investissement lourd, fabrication nouvelle entraînant des problèmes de mise au point), si bien que ce projet a été abandonné alors qu'il y a tout de même des usines de même type qui ont été installées, depuis, aux USA et en Allemagne.

Donc, on peut se poser certaines questions...



• Quelles étaient alors les propositions de la CGT, exclue de fait de l'intersyndicale ?

Sidérurgiste 2 :
(délégué CGT au CE)
Cela a toujours été : « pour un plan industriel permettant de travailler au pays »

• Comment a pu se faire la rencontre entre la lutte de la Chiers et la lutte des antinucléaires ?

Sidérurgiste 3 :
Au départ, l'intersyndicale ne prenait pas en compte la centrale, elle s'en moquait pourvu que l'usine de la Chiers continue sa production... Comme l'ouverture du chantier et la fermeture de l'usine étaient liées, que les flics passaient à Vireux... on a commencé à édifier des barrages...

• Est-ce que cela n'a pas posé de problèmes, que deux luttes se rencontrent et mènent des actions communes ?

Sidérurgiste 3 :
Cela a posé beaucoup de problèmes concernant la population de Vireux... mais, je suis allé me promener sur le parking de la centrale en construction, et des « 08 » (numéro d'immatriculation des Ardennes), pour les voitures des gars qui y travaillent, il n'y en a pas beaucoup.... des 37, 54, 76, 95, il y en a tant que l'on veut, alors les habitants ne voient pas pourquoi ils seraient chômeurs alors que ceux qui viennent de l'extérieur trouvent du travail **chez nous.**

• Il y a eu des propositions de faites aux sidérurgistes de la Chiers concernant les reconversions. Qu'est-ce que vous en pensez ?

A Longwy, il semble que les sidérurgistes licenciés n'ont pas obtenu autant que ce que l'on vous propose. Pensez-vous continuer la lutte pour obtenir plus ?

Sidérurgiste 3 :
On ne sait pas. A Longwy, ils ont mené des actions violentes, mais ils n'ont pas tenu le coup comme nous. Ils ont explosé sur le coup, mais ensuite la situation s'est trop calmée pour qu'ils obtiennent quelque chose de valable. On a un petit peu plus qu'eux. Mais le plan social qui nous est proposé n'est pas valable car tout est basé sur la construction de la centrale. Une fois qu'elle sera construite, ils peuvent nous envoyer « sur les roses ».
Sidérurgiste 2 :
Pour moi, le plan social de Longwy de 79 est identique à celui de Vireux de 82. Quand on voit ce qui se passe à Longwy où il y a des ouvriers en recyclage depuis 4 ans qui n'ont rien. Concernant les grandes lignes du plan social de Vireux, on ne peut pas être d'accord car il n'y a rien de concret... On parle d'industrialisation... On a eu une réunion avec M. Jouet (le M. qui s'est occupé du cas de Denain !...) qui nous promet des industries tout en nous affirmant franchement que sur 10 boîtes qui vont se monter, il y en a 7 qui vont se casser la gueule d'ici 3 ans ! 3 ans, c'est la durée que prévoit actuellement notre couverture sociale!.. alors au bout de 3 ans... on voudrait nous faire recommencer à zéro !

• Pensez-vous que le plan social va passer et est-ce que les gens de la Chiers sont décidés à obtenir beaucoup plus ?

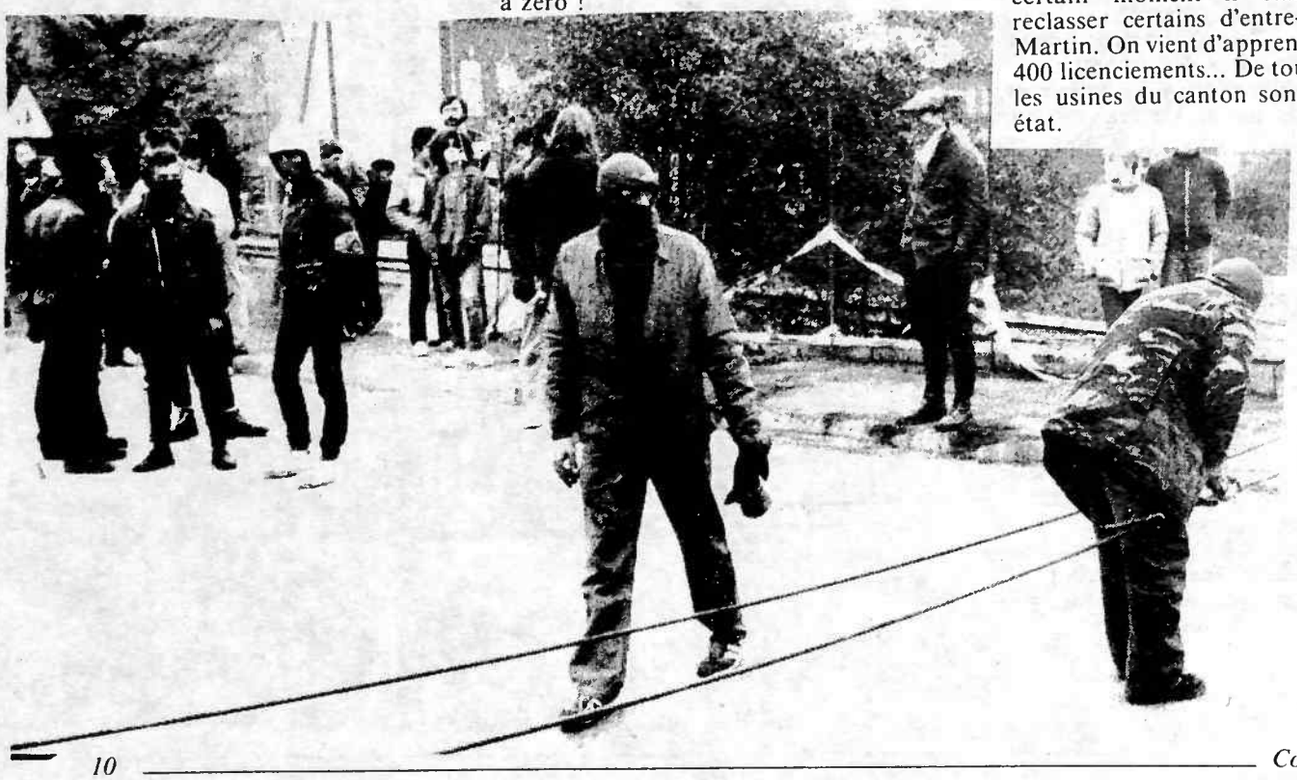
Sidérurgiste 3 :
On ne sait pas encore si ce plan social va passer. On vote à partir du 20 janvier. Mais si tous les points de l'intersyndicale sont acceptés par Usinor et le gouvernement, pour nous, ce plan social sera un véritable auto-licenciement !
Sidérurgiste 1 :
Il est pratiquement acquis que la direction d'Usinor ne proposera pas aux sidérurgistes connus aussi pour être antinucléaires une quelconque reconversion sur le chantier de Chooz.
Sidérurgiste 2 :
La CGT a toujours demandé le gel de la situation... On veut continuer à travailler à l'usine, que l'on fasse gagner de l'argent à la direction **ou pas,** on s'en fout, elle en a assez gagné sur notre dos !... C'est leur problème... Tant qu'il n'y a pas d'industrie nouvelle, on veut continuer à être payé !

Patron de gauche ou patron de droite ?

• Dans la Pointe, on parle aussi de licenciements chez Arthur Martin à Revin.

Y a-t-il des contacts entre les sidérurgistes qui luttent à la Chiers et ces travailleurs ?

Sidérurgiste 2 :
Oui. On a des contacts. De plus, à un certain moment il était question de reclasser certains d'entre-nous à Arthur Martin. On vient d'apprendre qu'il y aurait 400 licenciements... De toute façon, toutes les usines du canton sont dans le même état.



Intervenant belge de la région :

Il y a tout de même quelque chose d'original ici. A Longwy, la CGT était complètement noyautée par le PCF alors que dans la Pointe il s'est créé un vide politique important. Tous les partis ont perdu tout crédit vis-à-vis de la population (trahison du PS vis-à-vis de Chooz)... C'est cela qui, à mon avis, fait la force des gens ici, car ils ont beaucoup plus d'autonomie vis-à-vis des organisations politiques, en conséquence, ils sont beaucoup plus redoutables !

Sidérurgiste 2 :

C'est absolument vrai. En réunion, le Préfet nous a demandé en tant qu'organisation syndicale d'essayer de reprendre « nos hommes en mains » car beaucoup « partaient » d'eux-mêmes, se réunissaient eux-mêmes et envoyaient tout balader...

Sidérurgiste 3 :

Pour parler du groupe « ouvriers conscients », ils n'ont pas été grand chose sous le nom d'ouvriers conscients car ils n'ont fait que des tracts dans l'usine, mais l'intersyndicale s'est souvent sentie débordée... Puis il s'est formé un autre groupe : « survie de la Chiers » (une vingtaine d'ouvriers), qui poussait l'intersyndicale et la CGT pour faire quelque chose de dur et pour faire parler de nous.

• Même si le plan social est voté le 20 janvier, comment envisagez-vous l'avenir quant aux luttes dans l'usine ?

Sidérurgiste 3 :

Les luttes dans l'usine vont devenir de plus en plus difficiles. Ils dispersent de plus en plus les ouvriers, il y en a encore 5 qui doivent partir en pré-retraite, d'autres sont reclassés directement, d'autres doivent partir en formation d'ici peu. Ils divisent au maximum, mais le gros point noir du plan social est basé sur la construction de la centrale.

Jusqu'à la fin de cette construction en 1989, tout est à peu près prévu, mais après, il n'y a plus rien de clair...

• L'un des slogans qui est repris très souvent ici est « vivre au pays ». Comment cela est-il ressenti, comment cela est-il véhiculé ?

Sidérurgiste 2 :

Vivre au pays est le slogan de tous les ouvriers qui travaillent à la Chiers... Sur les 800 ouvriers, il y en a plus de 600 qui ont ici leur maison, leurs parents, et qui ont toujours vécu ici... Il y a des petites choses qui se rattachent à cela. C'est le jardin, c'est la part de bois..., c'est toute la vie... Personne ne veut quitter cela.

• C'était aussi un slogan de Longwy, mais lorsqu'il y a eu une proposition de la direction qui donnait 5 M^{lion} pour quitter l'usine et la région, beaucoup ont pris les 5 millions pour s'installer ailleurs... Depuis certains sont revenus...

Avez-vous le sentiment que cela peut se passer aussi ici ?

Sidérurgiste 2 :

Fort de ce résultat, en en ayant entendu parler, je ne sais pas si cela va se passer de la même façon. Il faut savoir que 5 millions, cela ne représente pas une année de travail... Alors après, qu'est-ce que l'on fait ?

• Vireux a été occupé militairement pendant plus d'une semaine. Comment la population a-t-elle ressenti la répression ?

Sidérurgiste 2 :

Très mal ! On était vraiment en pays occupé. Il fallait entendre les vieux qui discutaient : « c'est pire qu'en 40, on n'a jamais vécu ça ! »

Les flics se permettaient de dire aux ouvriers qui reprenaient le travail à 6h du matin : « Allez, bande de fainéants... le travail c'est la santé ».

• Il y a un projet au niveau de l'Etat de mettre en place un vaste fichier anti-terroriste... Est-ce que vous pensez qu'éventuellement les gens de la Chiers ou de Chooz qui luttent pourraient s'y retrouver ?

Sidérurgiste 2 :

Que l'on soit sur le fichier ou pas, on en a rien à froutre ! Une boutade court actuellement dans l'usine. Il paraît que dans le nouveau Larousse 83, terrorisme serait synonyme de sidérurgiste !

• Depuis 2 mois sont nés deux nouveaux outils importants. Le journal « La Pointe » et la radio. Quels sont leurs impacts ? Qu'est-ce que cela a apporté à la lutte ?

Sidérurgiste 3 :

Il y a beaucoup d'ouvriers de la Chiers qui ne connaissaient pas ce qui se passait dans le fond aussi bien sur le nucléaire que sur les problèmes politiques... Beaucoup de vieux, toujours leurrés, ont réfléchi suite à ce qui s'est dit à la radio et dans le journal. Cela a un impact important, car nous sommes fort écoutés. Il y a beaucoup de gens qui ont changé d'avis suite à tout cela.

• Y a-t-il des problèmes de cohabitation au sein de la radio entre anti-nucléaires et sidéurgistes ? Est-ce qu'il n'y a pas de petits problèmes du type « la radio profite plus à l'un qu'à l'autre » ?

Sidérurgiste 2 :

Non, non... Aussi bien pour le journal que pour la radio, c'est une équipe bien soudée... (petit sourire).

• Pourquoi la radio et le journal ont-ils été mis en place ?

Sidérurgiste :

Si le journal et la radio ont été montés, c'est à cause des médias ; quand on voit les journalistes aller chercher leurs renseignements directement auprès des gardes mobiles ou dans les gendarmeries... on ne peut pas dire qu'ils soient objectifs. La radio et le journal sont bien accueillis, car on parle surtout des événements de la Pointe des Ardennes.

R.F.A : Période de transition

Au début je voulais faire une analyse de la situation globale en R.F.A depuis le changement de pouvoir. Je me suis très vite rendu compte que je n'en serais pas capable ; dix jours de vacances à Cologne, ce n'est pas assez. Je vais donc essayer de limiter mon article sur les conséquences socio-économiques qui commencent à se montrer et l'impact du développement actuel pour le mouvement alternatif en Allemagne de l'Ouest.

Père Noël du capital

Le changement était voulu depuis longtemps et on l'a préparé soigneusement ; dommage que M. Schmidt n'ait pas voulu jouer ce jeu. Genscher (1) et Kohl, les promoteurs du changement, avaient eu des réunions avec les « rois de la presse » ouest-allemande pour s'assurer une propagande favorable. Immédiatement après ce changement c'était différent : Schmidt était le grand vainqueur. Une grande partie de la gauche, elle même, avait oublié les problèmes posés par ce « Chancelier d'acier », mais ces ovations ressemblaient déjà à une ovation funèbre.

Dès le début, Kohl et son gouvernement n'ont pas été seulement soutenus par la majorité étouffante de la presse, malgré de drôles d'histoires sur la naiveté de M. Kohl et son langage archaïque et désuet, qui sont de plus remplacés par des commentaires admiratifs et reconnaissants ; les industriels ont sauté de joie et prêchent l'investissement alors qu'ils avaient essayé de freiner le plus possible l'économie sous les social-libéraux.

Même les services secrets de la police étaient bien contents et n'avaient subitement plus de problème pour arrêter Christian Klar, terroriste le plus recherché de RFA. Un secrétaire d'Etat, Carl Dieter Spranger de la CSU, a ouvertement déclaré que les organes de sécurité sont « motivés plus positivement » depuis le changement.

Kohl et les siens peuvent être satisfaits ; ils le montrent bien par les cadeaux faits aux industriels : il faut donner à ceux qui peuvent investir. En fait, cette politique n'est pas le « changement » proclamé. La politique du SPD est poursuivie avec quelques retouches et on essaye de tromper encore mieux les gens. Par exemple, on annonce une réduction de 5% des salaires du gouvernement mais on crée en même temps de nouveaux postes qui coûtent 1,4 millions de D.M de plus.

De vrais changements

Il n'y en a que deux. Premièrement la phraséologie horrible, déjà point fort de la CDU/CSU dans l'opposition. M. Worner, Ministre de la défense, souhaite que le service militaire redevienne un « service de mérite » (2).

On entend beaucoup plus souvent des mots comme « Volk » (peuple), « Waherheit » (Vérité), et « Trene » (fidélité) qui ont un sens plus total et plus amer en allemand qu'en français. Ce ne sont pas seulement des mots ; ils marquent une tendance angoissante. Le nouveau gouvernement réduit beaucoup les dépenses des assurances pour chômeurs, santé publique, retraités, étudiants.... Il est dans ce domaine, sensiblement plus sévère qu'un gouvernement social-libéral aurait pu l'être. Précédemment il y avait déjà 48% des ménages qui avaient droit à l'aide sociale mais qui ne le revendiquaient pas. De plus en plus de gens se trouvent confrontés à une pauvreté, niée par la majorité des allemands de l'Ouest, qui est beaucoup moins visible que dans d'autres pays... Reste le nombre grandissant de jeunes chômeurs. Les syndicats attaquent verbalement mais restent bien sages ; pas de lutte, pas de question fondamentale. Les marginalisés se sentent sûrement oubliés par les grands partis à Bonn. Le SPD n'avait également pas changé fondamentalement leur situation. Les verts, avec leurs exigences écologiques et leur base plutôt étudiante et bourgeoise les repoussent ou leur sont très étrangers. Il y en a de plus en plus qui rêvent d'un homme fort, d'un nouveau Hitler, qui luttent contre les travailleurs étrangers et polémiquent contre les grands patrons. On y retrouve le même mélange qui a marqué le national-socialisme allemand : haine envers la grande bourgeoisie exploitante ; mépris envers les intellectuels ; racisme ; sentiment d'impuissance envers un système, un appareil incompréhensible et menaçant ; sentiment de pouvoir que donne le groupe, désir d'être soi-même, désir aussi de suivre une morale petite bourgeoise, très rigide ; tout ceci sans que soit ressentie la moindre contradiction. Ce développement n'est pas consciemment voulu par le gouvernement Kohl/Genscher, mais il est la conséquence logique de sa politique. M.Kohl nie totalement ce développement alors qu'il ne cesse de prêcher son idéal de famille que par ailleurs, il se refuse a vivre lui-même : dans ce cas la vie privée d'un politicien devient importante car elle démontre le mensonge profond qui représente un des piliers fondamentaux de cette politique chrétienne démocrate.

1) Chef du FDP et ministre de l'extérieur.

2) terme utilisé sous le Kaiser qui considérait le service militaire comme l'honneur le plus grand.

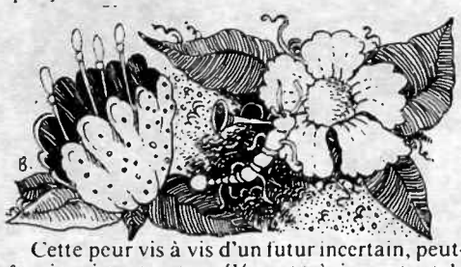
Dans cette situation, que représente le mouvement alternatif ?

Pour une grande partie de la gauche française, le mouvement alternatif ouest-allemand est devenu un mythe : réalisation de l'esprit d'une société plus libre, plus humaine, et dans les interviews, les interlocuteurs allemands aiment caresser cette image.

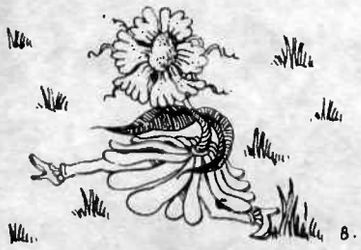
D'abord, il n'est pas possible de faire une analyse qui explique vraiment le phénomène du mouvement alternatif en RFA (l'expression « mouvement alternatif » est beaucoup moins utilisée en RFA qu'en France). Trop de sociologues ont déjà échoué. Je ne veux montrer que quelques aspects qui me semblent sous représentés dans la discussion actuelle en France, surtout parmi ceux qui s'y sentent proches.

Le mouvement alternatif a une de ses sources dans les essais et les échecs des révoltes à la fin des années 60. L'analyse marxiste s'est montrée insuffisante, trop économique. La propre force du mouvement était trop faible, les liens avec le mouvement ouvrier presqu'inexistants. Par la suite chacun cherchait son chemin : un nouveau parti communiste, la lutte dans les institutions, la méditation.

Dans la première moitié des années 70, une nouvelle menace s'est montrée ouvertement : la pollution, la destruction de l'environnement. De plus en plus d'initiatives étaient créées. On avait peur, on voulait résister. Une telle résistance est dure et souvent décevante. L'Etat et l'Industrie ont utilisé des moyens de plus en plus violents.



Cette peur vis à vis d'un futur incertain, peut-être inexistant, est un élément très important de ce mouvement. Il est né en même temps que les sectes, l'orientation vers la méditation asiatique, la reconnaissance de l'occultisme. Il n'y a pas de limites claires entre le mouvement alternatif et d'autres courants sociaux. De nombreuses personnes bien établies rêvent d'une existence plus heureuse à la campagne, sur un bateau dans l'océan indien ou d'aventures dans des territoires peu atteints par la civilisation. Ainsi, le mouvement n'est pas limité à certains groupes politiques. Des social-démocrates, des libéraux s'y mêlent aussi bien que des communistes de n'importe quelle couleur, des écolos, des anars, des chrétiens, des protestants y jouent un rôle important dans la lutte anti-militariste, et plusieurs prêtres servent d'intermédiaires comme à l'aéroport de Francfort ou aux squatts berlinois. Beaucoup d'actions sont paralysées à cause des disparités entre ces différents groupes. Le SPD, en particulier, essaie de plus en plus de canaliser le mécontentement dans une direction plus controlable. Pour l'instant ils ont du succès ; la peur de voir Strauss à Bonn est toujours très vivante et le système parlementaire commence juste à être remis en question.



Un point particulier du mouvement est qu'il y a des activités dans tous les domaines de la société. Malheureusement plusieurs groupes deviennent eux-même des sectes ; comme les macrobiotes qui voient tout le salut dans une alimentation plus saine... mais très souvent les réflexions dans un domaine précis débouchent sur des questions plus générales. C'est surtout vrai pour ceux qui subissent personnellement les résultats de la politique étatique et capitaliste. C'est ainsi que les gens du Kaiserstuhl (Centrale de Whyl), de Gorleben (stockage et retraitement des débris nucléaires), et de Francfort (aéroport), étaient profondément politisés. Le désir de voir des résultats rapides et concrets dans les luttes a mené à la fondation des « verts », représentation parlementaire du mouvement ; objectif nouveau qui n'existait pas à la création du mouvement où la volonté était un contrôle direct du parlement sans se mêler aux histoires de pouvoir parlementaire.

Or c'est justement ce désir de se sentir soi-même constructeur d'une société nouvelle qui représente le danger principal pour les « verts » et le mouvement alternatif dans son ensemble. Les députés commencent à critiquer l'influence de la base qui est souvent insuffisamment informée. Bien sûr, ces gens là ne sont pas du même niveau que les politiciens professionnels des partis établis, mais est-ce vraiment la conséquence logique du désir de vouloir s'en rapprocher ? On commence à parler de compromis. Pas d'arme militaire, pas de centrale nucléaire, c'est entendu ; discuter des forêts qui crèvent partout, ça pourrait aller.

L'influence de plusieurs anciens maoïstes semble grandir. Ils étaient des professionnels du métier depuis longtemps ; à présent ils voient leur chance de faire de la grande politique et la presse bourgeoise se montre satisfaite. Le « Spiegel » reconnaît les nouveaux réalistes et pragmatiques que sont les « verts » et se moque de Rudolf Bahro (3), penseur parfois étrange mais toujours avocat de l'idée d'une démocratie directe.

Le développement politique des derniers mois a joué aussi pour pousser les « verts » dans cette direction. Subitement beaucoup dépendait d'eux. Les politiciens établis exigeaient d'eux de se montrer responsables : en Hessè et pendant quelques mois à Hambourg, une majorité sans leur contribution était impossible. Il n'ont pas refusé d'entrer dans ce jeu

Finalement, ils n'ont pas collaboré mais ils n'ont jamais dit ouvertement ne rester que les représentants des initiatives de la base et rejeter les compromis. Au contraire, certaines personnes importantes commencent à vouloir gérer le capitalisme le mieux possible.

3) Rudolf Bahro avait été arrêté puis expulsé de RDA après avoir publié son livre « L'alternative » qui avait eu un grand succès en RFA. Par la suite, il devait devenir un des leaders idéologiques des verts qui étaient en train de se former.

Les verts : le futur SPD ?

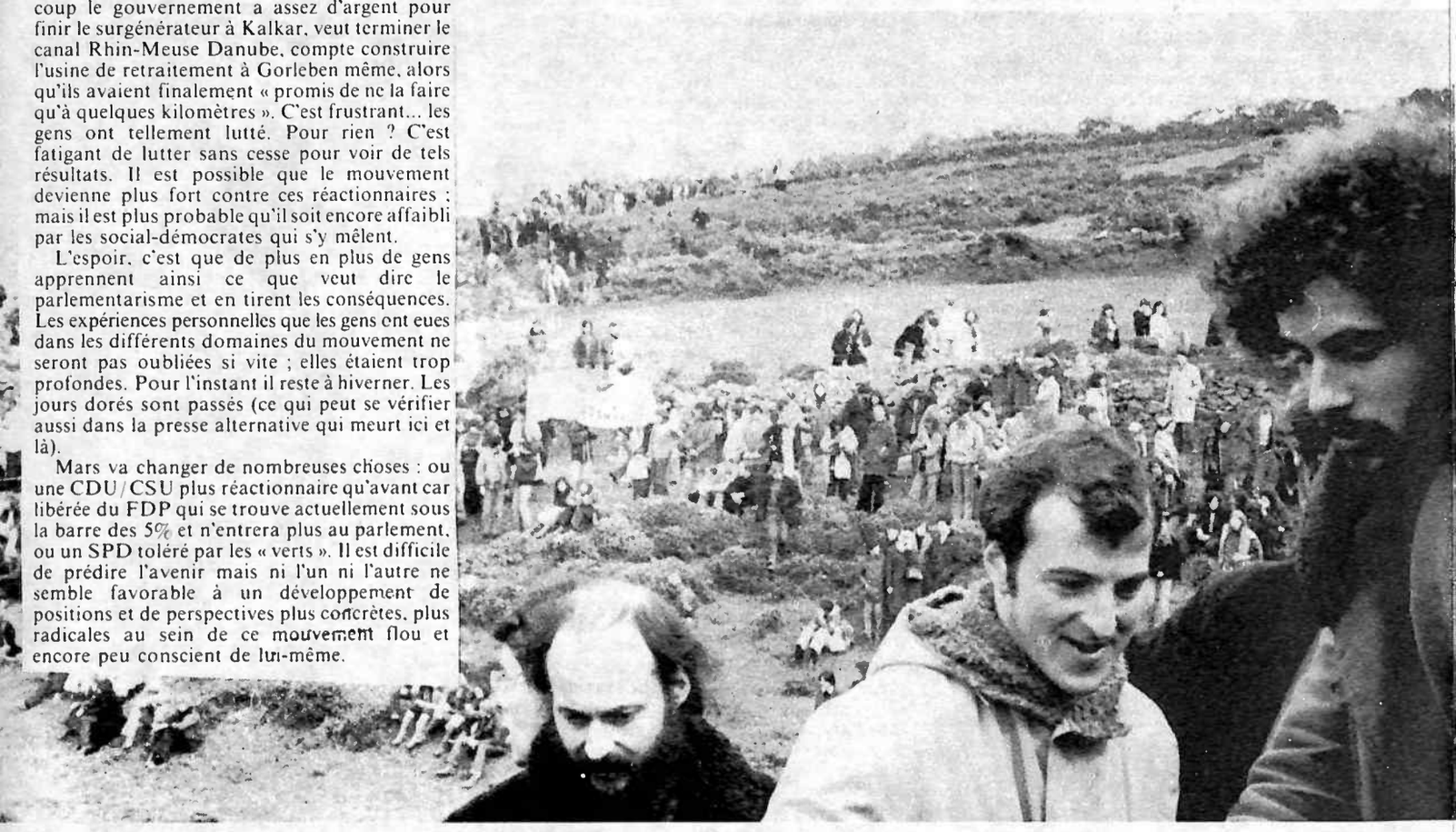
Le SPD dans l'opposition. Le coup génial de son chef suffit pour laisser oublier toute la crise au sein du parti. En quelques semaines on regagne plus de membres qu'on en avait perdu au cours des 2 dernières années. Le parti déchiré se montre réuni et réconcilié avec une figure idéale d'intégration, M. Vogel. Subitement, on peut se montrer anti-militariste, écologiste... Les « verts » ont perdu des voix dans toutes les élections depuis le changement de pouvoir si on se réfère aux sondages pré-électoraux. L'économie, toujours le grand problème des verts montre bien la nouvelle direction : le nouveau programme est très proche de celui du SPD. Il y a peut-être encore une différence : on sait bien que les social-démocrates se foutent de leur programme, on ne le sait pas encore des verts. Points principaux : diminution du temps de travail, aide pour le développement d'énergies souples, recherches pour des technologies alternatives, augmentation de la cogestion par les ouvriers.

Des luttes plus dures, plus difficiles

La CDU/CSU attaque et affaiblit le mouvement alternatif d'un autre côté. les victoires d'hier sont en question. Tout d'un coup le gouvernement a assez d'argent pour finir le surgénérateur à Kalkar, veut terminer le canal Rhin-Meuse Danube, compte construire l'usine de retraitement à Gorleben même, alors qu'ils avaient finalement « promis de ne la faire qu'à quelques kilomètres ». C'est frustrant... les gens ont tellement lutté. Pour rien ? C'est fatigant de lutter sans cesse pour voir de tels résultats. Il est possible que le mouvement devienne plus fort contre ces réactionnaires ; mais il est plus probable qu'il soit encore affaibli par les social-démocrates qui s'y mêlent.

L'espoir, c'est que de plus en plus de gens apprennent ainsi ce que veut dire le parlementarisme et en tirent les conséquences. Les expériences personnelles que les gens ont eues dans les différents domaines du mouvement ne seront pas oubliées si vite ; elles étaient trop profondes. Pour l'instant il reste à hiverner. Les jours dorés sont passés (ce qui peut se vérifier aussi dans la presse alternative qui meurt ici et là).

Mars va changer de nombreuses choses : ou une CDU/CSU plus réactionnaire qu'avant car libérée du FDP qui se trouve actuellement sous la barre des 5% et n'entrera plus au parlement, ou un SPD toléré par les « verts ». Il est difficile de prédire l'avenir mais ni l'un ni l'autre ne semble favorable à un développement de positions et de perspectives plus concrètes, plus radicales au sein de ce mouvement flou et encore peu conscient de lui-même.



Au début de chaque mois, une Commission Journal (CJ) est organisée dans une ville, différente pour chaque numéro. Peuvent y participer des sympathisants ou des gens intéressés, au même titre que les militants OCL de la ville ou région et les représentants des autres villes.

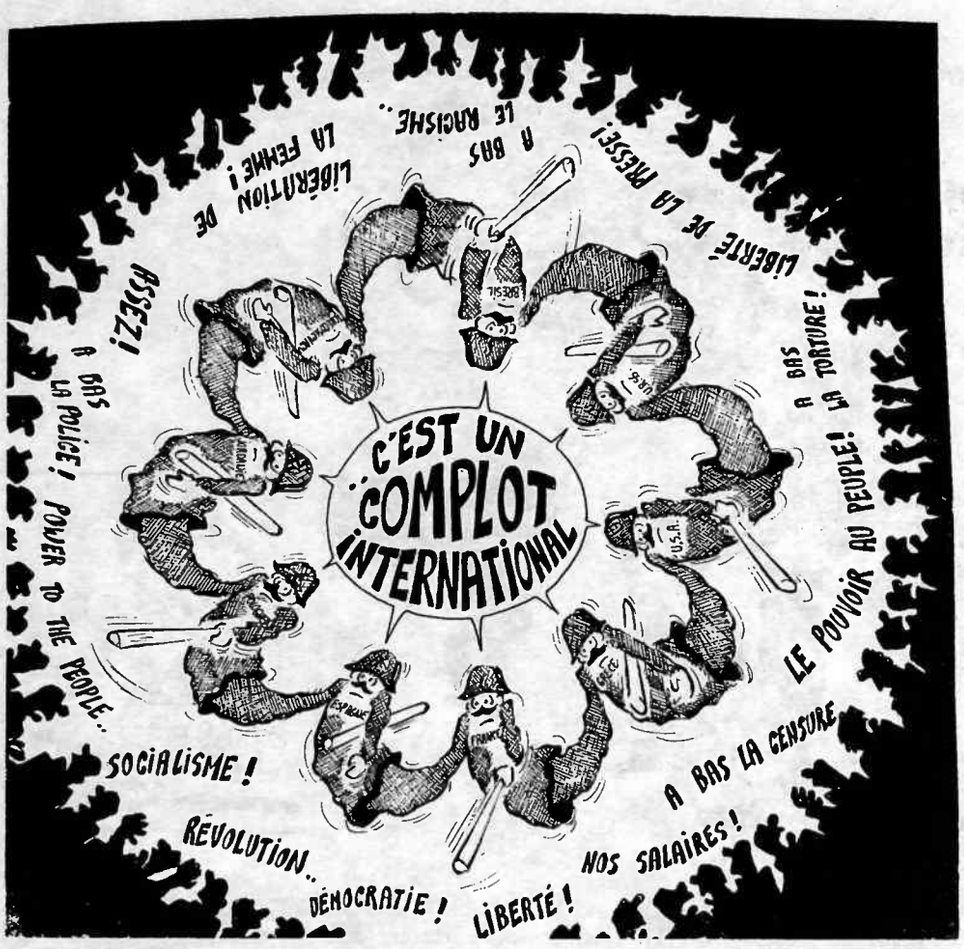
Le groupe qui organise la CJ a la charge de collecter les articles proposés, réaliser la maquette, écrire l'édito juste avant la parution en fonction de la discussion de la CJ et de la situation politique du moment.

Chaque CJ critique le numéro précédent et discute des articles proposés par des individus ou des groupes (présents ou pas) et en suscite d'autres.

Les numéros précédents ont été préparés à Forcalquier, à Reims, à Peyrehorade, celui-ci à Dijon,

Celui de Mars le sera à Aix en Provence, d'Avril à Auxerre.

Si vous voulez assister à une CJ proche de chez vous,écrivez à Reims. Elles ont lieu le premier week end du mois précédent la parution.



INTOXICATIONS POLICIERES ET JOURNALISTIQUES...

Les différents éléments de ce dossier peuvent paraître à première vue assez éloignés. Et pourtant ils nous ont amené à toucher du doigt certains aspects concrets de la manière dont les Etats, donc les polices, s'y prennent pour criminaliser et marginaliser non seulement des luttes, mais des franges entières du corps social. le relais indispensable à ces stratégies étatiques c'est la presse (une certaine presse ?) et des journalistes. Journalistes, flics, nous l'avons déjà dit, la frontière s'estompe tant les uns ont besoins des autres : les uns pour faire passer dans l'opinion publique leur version de l'évènement, les autres pour s'alimenter en informations et conforter leur idéologie.

Si tous les flics sont en cause, tous les journalistes ne le sont certes pas. Mais un système pourri et faussé à la base laisse peu d'espace à ceux qui ne marchent pas dans la combine.

Cette stratégie de criminalisation ne vise pas seulement l'opinion publique et une auto justification juridique ; elle a aussi des effets au sein des milieux militants et libertaires en particulier ; elle provoque paranoïa et peur ; elle peut entraîner également à entrer dans le jeu de la guéguerre qui consiste à jouer au plus malin. Sur ce terrain nous serions perdants !

Ce dossier n'a pas la prétention, loin de là, de faire le tour de la question, avec que des choses justes. Nous sommes partis de quelques éléments pour amorcer une réflexion qui touche en fait des tas d'autres choses et en particulier le militantisme, la stratégie libertaire et les formes de ripostes aux intoxications policières.

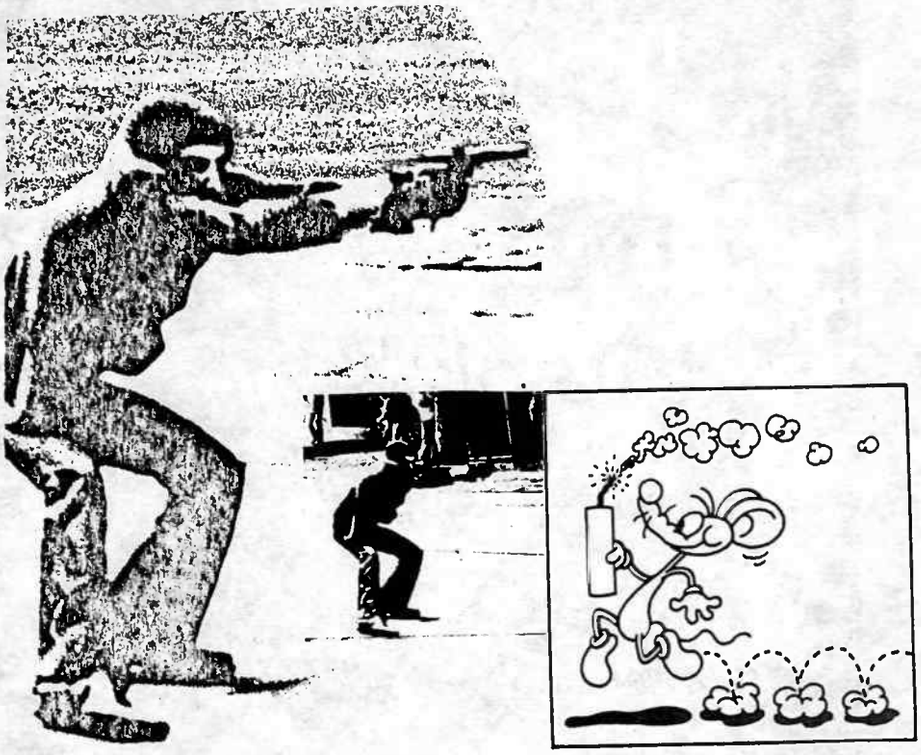
" Pentagone terroriste : un terrorisme international au service de la politique soviétique ". ***Il s'agit d'un long article paru en Espagne dans Cambio 16, donc diffusé à des dizaines de milliers d'exemplaires. Nous en publions des extraits avec nos commentaires. Il se trouve que cet article a été écrit par quelqu'un qui en son temps fréquenta, d'assez loin cependant, les milieux libertaires. Il n'est qu'un exemple du mode de raisonnement des Etats occidentaux et du raisonnement qui en découle :*** *" Plutôt mort que rouge "*. ***Si en son temps nous avions critiqué le slogan des verts en Allemagne*** *" Plutôt rouge que mort "*, ***ce n'est pas pour accepter son contraire !***

Et puis l'affaire Mathais avec tout ce en quoi elle nous interroge. Nos " erreurs " peut-être, mais surtout la façon dont la police et la presse s'en sont servi, comme elles l'ont fait pour d'autres affaires... en toute impunité pour l'instant.

LE JOURNALISTE ET LE FLIC...

« Pentagone terroriste. Un terrorisme international au service de la politique soviétique. »

Tiré de Cambio 16, hebdo madrilène



« Après l'arrestation à Paris de divers responsables importants de l'organisation terroriste autonome A.D. et de celle à Bayonne d'Abrisketa, chef présumé d'ETA pm VIIIème assemblée, la police française sortant enfin de son ostracisme a arrêté et incarcéré Larranaga, Ibarguren et Zabieta, pièces clefs d'ETA m. Y-a-t-il quelque relation entre l'arrestation et les interrogatoires de F. Oriach et Christian G (AD), celle de Abrisketa et celle des dirigeants terroristes d'ETA m ?...

«... Jusqu'à présent la position officielle de la police française était que le problème d'ETA était purement espagnol. Aussitôt il est devenu également un problème français. Une des plus hautes sources socialistes française confessa (à une revue) qu'entre le PSOE et le PS existe un accord pour une stratégie commune contre ETA m et il est connu qu'une communication téléphonique de F.Gonzalez précipita l'action des français. Tout ceci a été possible parce que la police française en particulier les RG ont aujourd'hui entre les mains des preuves policières suffisantes sur les connexions et actions communes des différents groupes terroristes allemands, espagnols, italiens, français et palestiniens ou arabes sur son territoire. Devant l'extension et l'importance du problème, la France, enfin, s'est effrayée et a agi.

L'analyse sémantique de la littérature de ces groupes, ou des organisations politiques légales qui les couvrent ou les appuient offre aujourd'hui le résultat d'une coïncidence idéologique notable entre tous, configurée dans trois points principaux. Le premier point est un néo marxisme-léninisme dans lequel l'organisation armée et terroriste prend la place de ce que fut le « parti » d'avant-garde de la classe ouvrière aux temps de Lénine et Trotsky. Le second aspect se réfère à l'anti impérialisme Yankee et anti système démocratique occidental, dans lequel la bête noire la plus haïe c'est précisément « les traitres social-démocrates et réformistes » oul'OTAN. Le troisième point est un vague projet de société anti-étatique, conseilliste, et assembléiste, autogestionnaire et autonomiste, avec ceux que récupère tout le pulluleux mouvement (« mouvementiste ») qui va des gays jusqu'aux verts, en passant par les squatters, les antinucléaires et autres contestataires, nouveaux et anciens acrates. **(1).**

Un monde dans lequel il est difficile, sans attenter aux libertés et droits humains de vérifier qui est de bonne foi et qui est le manipulateur professionnel et payé. **(2).**

Il y a un peu plus d'un an, et après une réunion à San Sébastien, le CINEL, un organisme international inspiré par l'anti-psychiatre français Guattari, qui prétend coordonner tout ça, et pour ceci organise des congrès internationaux, admit avoir facilité des réunions entre autonomes parisiens et militants basques, rencontres qui augurèrent un avenir possible, selon une information interne au CINEL, qui termine avec la conclusion suivante : " l'avantage de San Sébastien fut qu'il présenta un caractère anticipateur plus offensif face à la situation européenne, pour la représentation du jeune prolétariat des métropoles et des peuples allogènes et des périphéries. C'est l'axe dans lequel il faut continuer, puisque, après 10 ans de spontanéisme inorganisé, l'heure de l'organisation, c'est à dire de la création n'est-elle pas arrivée ?

Et on pose comme modèle de procédure, la relation HB - ETA m. Le papier précise que par jeune prolétariat on entend aussi les « luttes de squatters », les radios libres, les luttes de femmes et des homosexuels etc... »

Finalement et, a part la " preuve politique " de la coïncidence de cette idéologie et de son terrorisme réel, organique ou diffus, avec les intérêts de la politique internationale de l'URSS, commencent aussi à apparaître les preuves flagrantes et matérielles de la présence directe ici et là, des services spéciaux des Pays de l'Est. **(3).**

(1) Ainsi donc, la « coincidence » idéologique entre tous ces groupes résiderait à la fois dans un « néo-marxisme léninisme », et dans «un vague projet de société anti-étatique, conseilliste, et assembléiste » ; curieux ! ce besoins de généralisation simpliste amène à attribuer un projet anti-étatique aux BR ou à l'OLP, et une idéologie marxiste léniniste aux Gays ou aux anti-nucléaires dans leur ensemble ! Ils apprécieront certainement !

(2). Un scrupule qui « honore » l'auteur de l'article ! mais à vouloir prouver que ce tri entre les bons et les mauvais serait nécessaire, il n'y a pas un gouffre à considérer que finalement le « respect des libertés et des droits humains » n'est que secondaire... lorsqu'il s'agit de sauver la « démocratie ».

(3). Le CINEL « organisme international » et Guattari chef d'orchestre... rouge ! Derrière la dénonciation de pseudos rencontres internationales du terrorisme (la même chose fut dite à propos des rencontres de Corte de cet été, voir article sur la Corse) se cache la peur de voir se rencontrer ponctuellement des gens en lutte dans des contextes différents et avec des objectifs qui le sont aussi parfois ; besoins de rencontres pour échanger des expériences, se sentir moins seul, tirer des bilans de pratique, s'informer tout simplement. Rien à voir avec des rencontres au sommet d'Etat-majors terroristes qui planifieraient de futures actions ou mettraient au point des trafics d'armes ou de machiavéliques stratégies au service de l'URSS.

Ceux qui pratiquent ce genre de rencontres, ce sont bien les chefs d'Etats : le « Sommet de Versailles » que nous pourrions qualifier d'Internationale terroriste de l'Ouest ; la réunion du « Pacte de Varsovie » d'Internationale terroriste de l'Est ; et puis les réunions au sommet des polices françaises, espagnoles, allemandes, Italiennes, qui ne sont que les bras armés des « politiques » cités plus haut !

C'est sûr qu'en Europe occidentale, aucune des grandes organisations terroristes ne nait par la volonté soviétique, mais il n'en est pas moins sûr que toutes, l'IRA, la RAF (bande à Baader), ETA, BR, Prima Linéa et A.D. à un moment donné, assument l'idéologie révolutionnaire communiste et entrent dans l'orbite de l'URSS, directement comme l'IRA ou la voie du tiers monde et la Palestine, comme les autres. Dans le même temps l'étrange " nébuleuse autonomie " fait le même jeu, généralement par la voie lybienne. Ainsi entre 79 et 80 est né le nouveau concept des partis communistes combattants qui, avec leurs organisations politiques légales, depuis HB jusqu'aux verts, configurent en cinq rames les bases d'un espèce de nouveau komintern de phénoménale puissance destructrice pour l'occident. **(4).**

Aujourd'hui existent de nombreuses preuves de la collaboration entre les différents groupes terroristes, initiés surtout par la bande à Baader (RAF) dans l'apogée de sa puissance. Mais le cas du hold up de Condé s/Escaut, éclairci par la police française est des plus notables. La reconstitution des faits se base sur des sources des R.G. français et de déclarations de terroristes repentis italiens au général Dalla Chiesa.**(5).**

Suit alors une interminable description policière de pseudo détails d'enquête concernant Condé s/Escaut, AD, les GARI, des espagnols, des Italiens, Prima Linéa, Habache, les BR, l'IRA... on cite des noms (qui sont apparus lors de diverses enquêtes mais qui regroupés ainsi peuvent servir à d'éventuels fascistes en mal d'action directe). C'est le style machin a rencontré machin qui lui même couche avec truc, donc... ça rappelle la manière dont le fichier anti terroriste a été constitué en allemagne (pas en France on vous le jure !). Un mélange da faits réels juxtaposés à d'autres faits lançés par la police et que la justice a ensuite abandonné par manque absolu de preuve. Faites gaffe ! vous allez à un grand rassemblement, vous y rencontrez un gars qui vous demande l'hospitalité quelques jours. Rien de plus normal d'accepter quand vous n'êtes ni membre d'"auto défense", ni simplement un beauf à la Cabu. En suite le gars est arrêté quelques mois après avec de faux papiers et est membre d'un comité de soutien à des prisonniers politiques. Il se trouve que vous de votre côté connaissez des autonomistes, ou des réfugiés italiens, ou même un étudiant palestinien lui même arrêté dans une manif... Et hop le tour est joué. Le but de tout cela : faire croire à une Internationale terroriste et ***faire peur*** *aussi bien aux braves gens qu'aux militants en introduisant chez eux la méfiance et la parano. La meilleure défense, c'est de ne pas tomber dans le panneau et de revendiquez ouvertement le droit de connaître qui on veut...*

L'auteur de l'article revient encore sur le fameux centre de langue hypérion à Paris qui servirait de plaque tournante en particulier aux BR. Lançée à grand renfort de publicité dans la presse, il y a deux ans, cette affaire a lamentablement capoté et n'a donné lieu à aucune inculpation.

-Il n'y a jamais eu de processus révolutionnaire sans violence...-

(4). La base de la démonstration de Xabier Domingo c'est que tous les mouvements qui luttent dans le camps occidental contre l'ordre qui y règne sont téléguidés, infiltrés, manipulés par l'URSS et le KGB. On remarque d'abord la similitude du raisonnement avec celui utilisé à l'Est, cette fois, qui voit dans « Solidarité » en Pologne, dans le mouvment des droits de l'homme et les mouvements juifs en URSS, dans la dissidence yougoslave ou la résistance afghane, l'œuvre des USA et de la CIA.

Ce genre d'explication unilatérale, les Etats eux-mêmes n'y croient pas vraiment. Il s'agit plutôt de matériel d'intoxication à l'usage de la presse chargée d'accréditer auprés de leur propre « opinion publique » des explications qui masquent leur responsabilité directe. Ce qui n'est qu'hypothèse ou explications partielles deviennent alors certitudes et généralités sous la plume d'un journaliste plus ou moins paranoiaque ou mégalo.

Cela dit il n'est pas question de nier que les services secrets tentent de jouer un rôle et y parviennent parfois. Le monde étant partagé en deux blocs antagonistes il est évident qu'un mouvement social dans l'un des blocs n'est pas sans réjouir l'autre. Il est aussi clair que dès lors, les services secrets de l'un ou l'autre blocs, directement ou par des intermédiaires satellites, cherchent à mieux comprendre, à pénétrer, à infiltrer parfois, à induire ces mouvements. C'est bien naturel. Mais y parviennent-ils souvent ? Cela est une autre question. Croire qu'ils y parviennent toujours, c'est faire montre d'un singulier mépris pour tous ceux qui luttent, dans un bloc ou dans l'autre et c'est faire l'apologie du citoyen passif et aux ordres, puisque se révolter ou contester revient à être manipulé. S'enfermer dans ce genre d'explication comme le fait l'article et tous ceux qui y croient plus ou moins revient également à ne tenir compte que de l'expression de la représentation officielle des groupes ou partis en question ; le mouvement de base, plus large, les contradictions, sont alors niées, et tout se raisonne en termes d'Etat-majors politiques. Un monde de cons et de salauds !

Quoi de plus naturel par ailleurs que les mouvement sociaux se dressent d'abord contre l'impérialisme qui les opprime directement ? On peut regretter que les positions soient souvent loin d'être claires vis à vis de « l'autre impérialisme » (par exemple les positions de Herri Batasuna vis à vis de l'URSS ou des dissidents soviétiques vis à vis des USA). Cela a beau être déplaisant pour des libertaires, il faut bien comprendre ce qui se cache derrière ces confusions : c'est la difficulté de dégager des possibilités concrètes d'émancipation et de libération, hors des blocs, sans se contenter de positions de principes idéologiques dès lors que le mouvement prend de l'ampleur en sortant de l'état de secte. Entre des politiciens qui eux peuvent avoir une stratégie au service d'un bloc, et la base qui faute de perspectives « rève » sur l'autre bloc ou souhaite son appui, il y a une différence. Pris entre deux assertions tout aussi justes, mais formelles : « la révolution ne peut avoir lieu dans un seul pays » et « commençons ici et maintenant à construire du concret », tout mouvement risque de s'enliser dès lors qu'il ne trouve pas une troisième voie. Mais comment et avec quel rapport de force ? ne rien voir d'autonome dans tous ces mouvements (indépendantistes, squatts, gays, anti-nucléaires, lutte armée etc...) revient à accentuer encore les possibilités de dépendance directe ou indirecte vis à vis de l'autre bloc.

En 68 la CIA a tenté de refiler du fric au mouvement du 22 mars. Sans succès bien entendu ! De qui ce mouvement faisait-il le jeu ? Des USA pour les staliniens, de l'URSS pour les gaullistes.

A certaines périodes de ses tournants « classe contre classe », le PC déclencha des grèves ou des manifestations pour des raisons purement internationales, et sur ordre du komintern. Est-ce à dire pour cela que toute grève dure est manipulée par Moscou ?

Les premiers à voir partout l'œuvre de Moscou sont souvent ceux qui sont liés à Washington ; par exemple M. Bergeron et FO qui ont reçu des subsides en 1945 pour construire un syndicat anti-communiste. A l'époque la CIA était même prête à favoriser la création d'une CGT(SR) (Syndicaliste révolutionnaire) qui n'aurait pu être qu'anti soviétique...

Non, comprendre le jeu des Etats, être clairvoyant sur leurs magouilles et leurs intérêts ne doit pas entraîner une vision policière de l'histoire car alors il ne reste plus qu'à se coucher et à ne diffuser que des idées...

(5). L'auteur accorde donc plus d'importance au témoignage des repentis, rapportés par la police qu'aux explications des intéressés eux mêmes qui nient ces collaborations : ETA dans le monde dimanche du 16 janvier ou le FNLC (voir article sur la Corse) Pourquoi plus l'un que l'autre ? Nous ne nous y risquerions pas.

« **Le vrai pentagone.** ETA m a une connotation séparatiste et nationaliste prioritaire mais dans ce contexte il poursuit également des objectifs révolutionnaires anti-démocratiques qui s'expriment dans le même langage que celui qu'utilisent, avec plus ou moins de nuances les autres " partis communistes combattants " **(6)**.

D'autre part, l'hypernationalisme d'ETA a cessé d'être un obstacle idéologique pour les autres organisations, depuis le moment où l'anarcho-marxisme assembléiste d'HB est accepté par l'orthodoxie du gauchisme radical européen, appareil logistique des groupes terroristes.

Les données qui sont connues établissent de façon irréfutable ces faits : en Europe occidentale, 5 groupes terroristes ont des contacts de différents niveaux entre eux, dans l'état actuel des choses, ce sont : ETA m, IRA, AD, Palestiniens et ceux que nous appelons la " nébuleuse autonomie " avec les restes des organisations durement châtiées comme la RAF, BR, et PL. Ce sont les cinq points du " Pentagone terroriste ".

«...**Le Pentagone terroriste, un poignard planté dans le cœur de l'europe occidentale.** La longue, méthodique et sanguinaire campagne terroriste d'ETA m contre la centrale nucléaire de Lémoniz et contre Iberduero est la version espagnole de la féroce lutte contre les personnes et objectifs stratégiques occidentaux dans toute l'europe accomplis par diverses organisations armées communistes et anarcho-communistes, liées aux palestiniens, Lybiens, et groupes Turcs et arméniens. **(7)**.

Le terrorisme est un phénomène mondial, mais pour ceux qui le contrôlent et l'inspirent, et pour ceux qui en définitive en tirent le plus grand bénéfice (L'URSS) l'Europe occidentale est le champ de bataille prioritaire des quelques 760 attentats significatifs commis en 1980 contre des personnes et objectifs stratégiques occidentaux.

Suivent différents chiffres dstinés à prouver que seuls des nords américains ou des citoyens de pays occidentaux sont visés dans ce terrorisme international. L'auteur ne fait pas entrer dans ses statistiques les victimes sud américaines des escadrons de la mort, des Etats *eux mêmes, des loyalistes irlandais etc... !*

Le cas d'AD. Les organisations qui revendiquent le gros des attentats sont ETA m, IRA, AD (dans ses successives dénominations), différents groupes palestiniens, la RAF, BR, PL, Turcs, Arméniens et groupes de la nébuleuse autonomie. Jusqu'à cette date, le lieu de refuge, le sanctuaire, la base publique et secrète, l'espace géographique des contacts, réunions communes et appui logistique, de tous ces groupes est la France, avec une importante succursale administrative et commerciale à Bruxelles. Les complaisances policières d'un côté et les législateurs très libéraux de l'autre, desquels les appareils judiciaires du terrorisme font un usage astucieux et effronté, ont fait de la France et de la Belgique, de Paris et Bruxelles, l'axe et le siège de la terreur rouge en Europe occidentale. Au fil des ans, les orgas terroristes ont subi des fluctuations, des scissions et ont été plus ou moins châtiées par la police, et ont évolué idéologiquement. Généralement on ne prête pas suffisamment attention à ces mouvements internes reflètés dans la propre littérature des organisations terroristes. Aujourd'hui, tout en préservant sa propre identité sur tel ou tel point doctrinal ou nationaliste, un fond idéologique de base est commun aux principales organisations, les grandes lignes :

L'anti-impérialisme unilatéral d'AD anti-occidental qui s'exprime dans la sélection des objectifs terroristes et dans le langage pétrifié des formules néo-marxistes-léninistes surgies à partir de 68 et intégrées au terrorisme en général, dans la fin des années 70.

(6) L'auteur exprime là clairement ses préférences et son incroyable manière de falsifier l'histoire. Les objectifs révolutionnaires sont « anti-démocratiques ». franco avait probablement l'énorme avantage sur ETA de ne pouvoir être soupçonné d'être au service du KGB ! Et encore faut-il rappeler que l'URSS rétablit dès 53 des relations commerciales avec l'Espagne et qu'elle s'est bien accomodée des régimes facistes chiliens et brésiliens, comme Castro qui soutient l'Argentine. Les Etats eux mêmes, même de blocs opposés sont moins pointilleux sur les principes lorsqu'il s'agit d'intérêts économiques, que Domingo pour juger des mouvements qui luttent à l'Ouest contre le capitalisme. Il est vrai que pendant qu'ETA luttait contre le franquisme, lui se trouvait à Paris, travaillait à l'AFP (qui comme chacun le sait n'a aucun rapport avec la CIA) et écrivait sur l'art culinaire en attendant des jours meilleurs, tout en fréquentant de loin des « milieux libertaires ».

Dire qu'ETA utilise le même langage que les autres parti communistes combattants est paradoxal : ces partis se sont créés après 1968 alors qu'ETA existe depuis 1959 !

(7). la lutte d'ETA contre la centrale de Lémoniz à été sanguinaire ! Là encore l'auteur se dévoile : la centrale de lémoniz est un objectif stratégique de l'Occident et qu'il faut défendre ! attaquer la centrale nucléaire c'est être pro-soviétique. Ces staliniens de Plogoff et de Chooz ne comprennent décidément rien ! L'implantation par la force d'une centrale nucléaire, par contre n'a rien d'anti démocratique ni de sanguinaire ! Faut-il rappeler que c'est l'énorme majorité des habitants du Pays basque qui ont lutté contre Lémoniz, et pas seulement ETA.

Manifestation contre les armes nucléaires pour la venue de Reagan à Berlin. .

Certaines organisations comme l'IRA tombèrent totalement sous la férule soviétique par PC occidental interposé (en particulier le PCF) ; d'autres maintiennent des contacts détectés avec les services des pays de l'Est, spécialement avec les bulgares et les roumains. Quelques fois ici et là apparaît quelque agent notoire du KGB, comme l'Italien M.F..., intermédiaire de prédilection pour tous types de trafic d'armes entre les organisations terroristes et l'OLP. Mais le plus important est la communauté idéologique et d'objectifs : le terrorisme est bien actuellement l'arme la plus directe de l'URSS contre l'Europe occidentale.

Le 22.10.82 a été une journée particulièrement dure pour la police française qui, à la fin, paraît décidée à enrayer avec efficacité le plan du terrorisme dans son pays. Un membre d'AD, Eric Moreau, échappa aux tirs d'une embuscade tendue par la police dans la rue St Fargeau dans le 20eme, pendant que dans la rue de l'Est, après une rude bataille de plusieurs heures, ils réussirent à déloger 3 étages occupés depuis 5 mois par un hétéroclite groupe de squatters. Dans les appartements on trouva un authentique arsenal de guerilla urbaine, une abondante propagande d'AD et desmouvements terroristes turcs et palestiniens. La coïncidence de quartier entre tous ces épisodes n'est pas le fait du hasard. Actuellement A.D occupe quelques 23 maisons (chiffre connu) à Paris, parmi lesquelles 7 sont situées dans le 20eme.**(8).**

Dans l'une d'elles, transformée en véritable fortin, gardée par des sentinelles munies de Talkies-Walkies, l'envoyé spécial de Cambio 16 a pu avoir une brève conversation avec un dirigeant marocain d'AD.

Dans cette fange parisienne, Paris est un foyer de subvertion et les maisons occupées des espaces de conspiration. les responsables de l'occupation s'appellent " rebelles actifs " qui réunissent dans ces lieux des " prolétaires extra légaux " (délinquants ou marginaux) afin de les convertir en " ouvriers masse ", c'est à dire en personne à politiser tout acte de sabotages et vols urbains pour commencer, puis être transformée en terroriste, s'il montre des capacités, pour terminer. Entrent également en grand nombre dans ces maisons occupées, les " sans garantie ", c'est à dire, les travailleurs immigrés du Tiers Monde....

Ensuite, et bien les pseudo liens entre Oriach et les FARL puis plus grave, l'affirmation que des preuves de la responsabilité d'AD dans les attentats antisémites aurait été trouvés...

«...Aujourd'hui la même police et la même presse parlent de plus d'une centaine de militants " libérés " de quelques 50 terroristes actifs, de nombreuses connexions internationales et de quelques 3000 à 4000 sympathisants en France à demi anars et intellectuels.

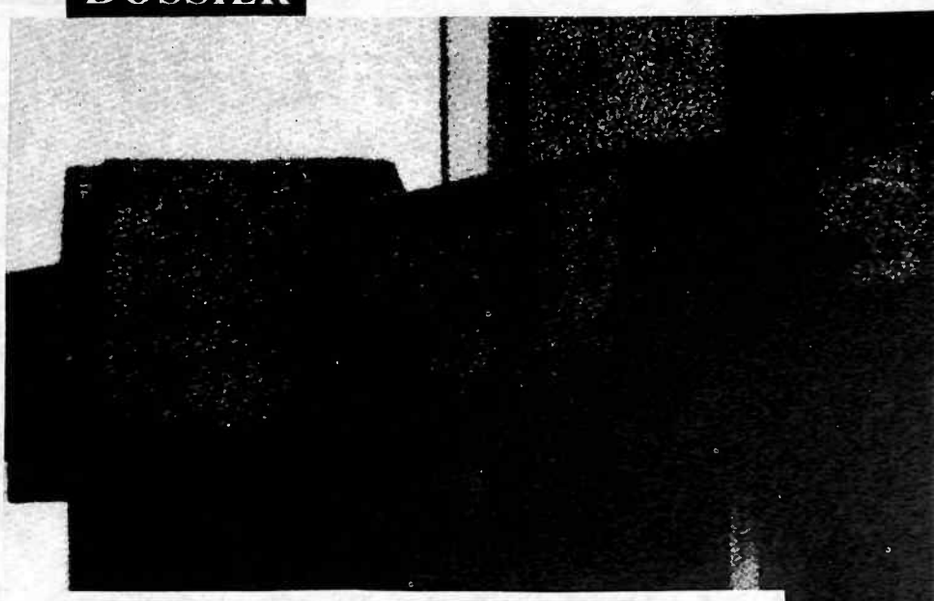
Ensuite, des noms des noms, des anciens des GARI, d'espagnols, de libertaires. Des accusations gratuites portées contre des gens alors que dans les affaires en question, aucune charge ne fut retenue contre eux dans ces domaines. Les mêmes délires sur machin connait machin... Des attentats attribués à des groupes alors qu'il n'y a eu aucune revendication...

«... Dernièrement se produisit en france des assassinats revendiquées par la FARL (fraction armée révolutionnaire libanaise), en particulier ceux du secrétaire de l'ambassadeur d'Israël, Yacov Barsinatov et de l'attaché militaire Nord Américain Charles Rays. Tous assassinés avec la même arme, un 7,65 CZ tchèque avec des munitions GEKO. Selon certaines informations, ce pistolet aurait été trouvé dans un des arsenaux de AD et serait actuellement en train d'être analysé dans les laboratoires de la BKA en Allemagne fédérale. **(9).** ...

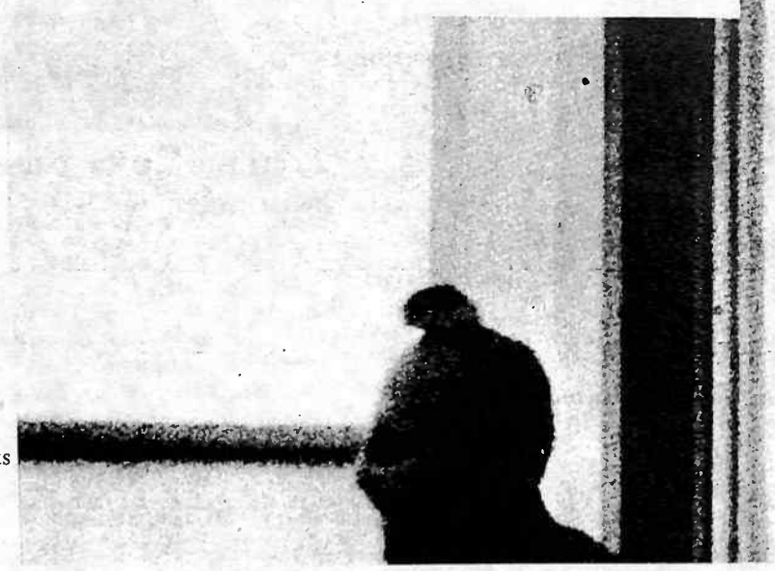
...ETA m achète et vend les armes et assume le front terroriste en Espagne. Son apport aux objectifs du Pentagone terroriste sont la lutte contre la démocratie et Iberduero.

Et puis le " pulluleux ", sinueux, étrange, infiltré, et occulte des multiples groupes autonomes qui se font et se défont, et l'action des services secrets des pays de l'Est, succursale du KGB. ».

Xabier DOMINGO.



(8). Voilà pour le sens de l'épopée et le délire des grandeurs. Plusieurs heures de rudes batailles ! A leur issue les policiers ont réussi (comme si il pouvait en être autrement !) à déloger les squatts... et à sauver l'occident du péril rouge ! C'est Austerlitz, c'est la bataille d'Angleterre vue par Cecil B. de Mille ! D'ailleurs l'ennemi était de taille : AD occupe 23 maisons. Pas une de moins ! (c'est à dire que tous les squatts parisiens c'est AD). Et tenez vous bien, 7 sont dans le 20eme, fief rouge s'il en est. Pas un dans le 16eme mon brave monsieur ! C'est bien la preuve... Et voilà AD avec 3 à 4000 sympathisants. A lire la presse ordurière de ce genre bien des gens finiront par devenir sympathisant de AD. Domingo travaille-t-il pour le KGB ? Signalons également qu'Eric Moreau n'était pas armé contrairement à ce qu'a affirmée la presse dans un premier temps, et que la police à tout simplement voulu le descendre.



(9). Les raisonnements contenus dans toute cette démonstration ne font que systématiser ce que l'on retrouve finalement dans la grande presse du centre ou de droite : une sinistre tendance à la défense de l'Occident avec un grand O. Or l'auteur n'est pas issu de ces milieux de droite. Au delà de son cas personnel, il est intéressant de noter que c'est une constante dans l'histoire du mouvement révolutionnaire et même anarchiste de produire des individus, qui, en vieillissant et à force de combattre la conception bolchevique de la révolution en viennent à défendre l'Occident ou les USA comme rempart à la liberté. (Doriot fut un cas limite et qui tomba dans le fascisme, mais il ne fut pas le seul). Il y eut aussi des syndicalistes révolutionnaires entre les deux guerres, et certains bolcheviques déçus. Chez les libertaires ce fut le cas de Gaston Leval (ce qui n'enlève rien à la valeur de ce qu'il a écrit sur d'autres problèmes) et de bien d'autres. Cela tient à la fois au phénomène des « amours déçus » mais aussi à une conception très individualisme et strictement humaniste de la révolution. Quant à nous, soyons clairs : nous rejetons également les systèmes totalitaires de l'Est comme de l'Ouest.

DE LA DIFFICULTÉ A SE DESINTOXIQUER...

Mathais : le bilan d'une mort

Le meurtrier de C.H. Mathais a été retrouvé. A la surprise et à la consternation de beaucoup, il s'est avéré qu'il s'agissait de son employeur-associé, en même temps que militant antinucléaire, et que le meurtre avait pour mobile un différend commercial.

Une certaine presse, qui s'était empressée, dès le début des recherches, d'ironiser sur les antinucléaires de la région, voire de les calomnier, ne s'est évidemment pas privée non plus de se moquer de leur mobilisation suite à la mort de Mathais, dès que l'arrestation du meurtrier a été officielle.

Elle a même parlé d'intoxication, portant aux nues les capacités et les performances de la police et faisant l'impasse sur son propre rôle pendant l'affaire.

Ce qu'ont voulu dès le début les antinucléaires de la région, c'est connaître les mobiles de la disparition de Mathais, puis son assassinat.

Pour eux, la thèse de l'assassinat politique était plausible, commis par des antinucléaires ou des gens n'acceptant pas le comportement ni le mode de vie différent de Mathais.

Dans une région où des bandes ex-OAS et SAC ont déjà opéré contre des réfugiés basques ; où un camarade de Bordeaux s'est fait enlever quelques heures et a subi un chantage avec menaces de noyade à l'appui ; où la lutte à Golfech a connu des revers douloureux ; où des militants sont encore aujourd'hui menacés et côtoient une population qui leur est hostile ou qui a peur, l'assassinat de Mathais, personnalité antinucléaire connue et en vue, pouvait vraisemblablement avoir une dimension politique.

Sans compter que l'Hexagone a, à son actif, plusieurs assassinats politiques, — ceux qui ont frappé Goldmann, Curiel, J.L. Lin (militant de Poble d'Oc), des réfugiés basques... —, qui n'ont jamais été éclaircis, dont les responsables n'ont jamais été inquiétés. D'ailleurs, si le meurtre de Mathais a été éclairci, c'est bien parce que cette mort n'était pas liée à un mobile politique.

L'hypothèse du crime politique s'est aussi construite dans un contexte particulier. Dans cette période de recul des luttes, d'absence de dynamique sociale, de sentiment d'isolement, l'assassinat de Mathais a été vécu, par ceux qui, plus rares qu'avant, restaient mobilisés, comme un coup qui les atteignait eux aussi.

Les médias ont eu également un impact. Leurs mensonges, leurs calomnies nous ont fait réagir, par rejet, d'une façon quasi contre-dépendante. Il s'agissait aussi de contrebalancer leurs assertions et de ne pas laisser étouffer un des mobiles plausibles (le crime contre un antinucléaire) que les journaux ne citaient pas. Eux ne parlaient que d'affaire de mœurs (crime passionnel ou crapuleux d'homosexuel), ou de pur accident (rencontre fortuite avec un auto-stoppeur assoiffé de sang), ou encore de mobile politique, mais visant les militants antinucléaires radicaux (règlement de compte contre une personnalité modérée du mouvement) ou faisant ressurgir le spectre d'Action Directe.

En essayant d'avoir une autre démarche que celle des médias, nous n'avons en réalité fait que leur répondre, sur leur terrain, et que formuler, à leur manière, des hypothèses, — autres, certes, mais tout aussi hypothétiques —, alors que nous n'avions pas les moyens de savoir la vérité.

Tactique de la presse et de la police.

Ce qui reste à dénoncer, dans cette sinistre affaire, c'est le rôle qu'ont joué la presse et la police. La presse qui s'est montrée avide de détails croustillants, prompte à dépecer un individu, à colporter ragots, rumeurs et mensonges, à semer la confusion.

Et ceci avec la complicité ouverte des Renseignements Généraux, qui, non seulement alimentaient en « informations » les journalistes, mais encore menaient tout un travail d'intoxication en parallèle, répandant des mensonges, révélant de prétendus indices, amalgamant de fausses pistes et filières.

De l'affaire Mathais, les flics ont su se servir pour mener une politique d'intimidation envers des militants jugés remuants.

TOULOUSE

A Toulouse, en particulier, où des gens militent activement contre le nucléaire. Dans cette ville, fut annoncée la découverte par la police d'une cache contenant des armes et des explosifs, deux jours après l'identification du corps de Mathais. Cette cache était surveillée depuis un bon moment par la police, mais celle-ci n'a pas attendu d'en connaître les utilisateurs. Elle a interpellé deux libertaires, qu'elle a dû ensuite relâcher.

D'autre part, un attentat (signé EDF : « Energie Du Futur ») fut commis contre les locaux d'une succursale d'Alsthom. La police en profita pour agir en procédure de flagrant délit : elle pénétra dans les locaux d'un Centre de Recherches Anti-Autoritaires et Sociales alors que personne ne s'y trouvait, saisit des dossiers qu'elle mit sous scellés, saccagea le matériel ; un responsable de ce local fur convoqué, interrogé avec menaces verbales (« Et l'on te retrouvera dans la Garonne ?! ») et physiques (geste d'étranglement avec un fil attaché à un bâton de dynamite), puis relâché après qu'on lui eut confisqué ses papiers.

Il y eut aussi une période de coups de téléphone des R.G. aux radios locales, pour propager de fausses informations sur Mathais, ses liens avec ETA, les BR, et les anarchistes ; pour calomnier des militants en les accusant d'être des indics.

Il y eut également des filatures ; et la présence massive de policiers des Renseignements Généraux, au comportement particulièrement provocateur, lors d'un rassemblement appelé à Toulouse le jour où Mathais était enterré.

Ce harcèlement policier avait pour but immédiat de jouer sur les nerfs des militants, de les intimider et de les démoraliser.

Intoxication qui a en partie réussi, puisque de tout cela il n'en a pas été parlé.

Or la meilleure défense, lors d'une telle offensive policière, n'est-elle pas au contraire de rendre les faits publics, de construire un rapport de forces et d'entamer une riposte immédiate ? Les militants antinucléaires de Chooz ont su le faire, et renforcer ainsi leur position, lorsqu'ils ont dénoncé les écoutes téléphoniques dont l'un des leurs était victime.

Avant eux, d'autres militants, eux-mêmes sur table d'écoute — alors que Mitterrand, depuis peu au pouvoir, venait d'annoncer la suppression d'un tel usage du téléphone — avaient aussitôt réagi en intervenant dans une fête locale du P.S., par voie de tracts et de prise de parole. Ce qui eut l'effet d'une véritable bombe dans la liesse béate d'après le 10 mai 81.

D'AUTRES CAS

Dans la période où Mathais avait disparu, fin novembre, il y a eu également l'inculpation de deux agriculteurs de la région de Montauban (Tarn et Garonne), suite à la découverte d'armes et de documents sur la propriété qu'ils louaient. Là encore, la police n'attend pas de savoir qui en sont les utilisateurs : ils perquisitionnent la ferme. Ils ne trouvent rien de suspect. Pourtant cela ne les empêche pas d'appréhender les époux Frapech, ainsi que Serge Fassi et deux autres personnes qu'ils hébergeaient. Ils sont gardés à vue et les trois premiers sont inculpés et incarcérés, accusés, sur simple présomption, d'avoir des liens avec Action Directe, Serge Fassi ayant déjà été inculpé pour ce motif et amnistié en 81.

Le fantôme de l'organisation dissoute court alors dans la bourgade et ses environs. Les gens de la région sont incités à délier leur langue. La presse n'en retient de leurs dires que les ragots et les dénigrements. Ce qui l'intéresse c'est de broder autour de la notion de suspect, de différent, de marginal ; c'est de s'étendre sur la vie privée des jeunes agriculteurs, sur leur « existence mouvementée » ; c'est d'ironiser pour leur passion pour la culture biologique ; c'est de souligner leur engagement contre le nucléaire, eux qui vivent à 25 km de la centrale de Golfech ; c'est d'essayer de tisser une chaîne logique entre leur comportement et cette cache d'armes, et Action Directe, pour l'équation voulue : différent = marginal = anti-nucléaire = violent = criminel.

Jamais les médias ne parleront de la solidarité concrète qui s'est organisée pendant la détention des jeunes gens ; comment des voisins ont refusé de répondre aux questions des journalistes et des flics ; comment des paysans sont venus, à tour de rôle, s'occuper de la ferme et nourrir les bêtes. Jamais non plus la presse ne révèlera que les époux Frapech, abusivement arrêtés, ont été relachés, aucune inculpation ne pouvant être retenue contre eux. Les journaux avaient répandu leur venin, pour médire, ternir des réputations, susciter la méfiance, introduire la peur et l'hostilité. Leur mission était accomplie ; leur tâche s'arrêtait là ; il en resterait toujours quelque chose.

Une autre cas, celui de Christian Gaussen ; arrêté en même temps qu'Oriach, avec de gros titres sur la capture. Puis relaché un mois après en catimini ; il n'avait rien à voir avec A.D.. On avait trouvé de faux papiers dans sa voiture qu'il prêtait à beaucoup de copains !

NE PAS INTERIORISER LA REPRESSION.

Face au pouvoir des médias et de la police, il n'est pas toujours facile de faire face, de façon collective et efficace.

Souvent, les coups portés le sont contre des militants qui ont des difficultés à riposter parce que, pour eux, la répression fait partie intégrante du système étatique et que non seulement elle ne les étonne pas, mais encore ils s'y attendent. Des gens non militants ont souvent des réflexes beaucoup plus spontanés et révoltés lorsque la répression frappe, parce qu'ils la vivent comme une injustice, une « bavure » par rapport à leur conception de la démocratie, une offense injustifiée à leurs « droits ».

Les militants, eux, ont souvent quasiment intégré la marginalité, la différence dont on les accuse et dont on se sert pour les isoler ou les criminaliser. Du coup, ils ont du mal à ne pas se vivre eux-mêmes comme singuliers et différents et à trouver un terrain de riposte collective qui dépasserait le simple milieu militant et associerait d'autres gens, plus largement, à leur démarche.

Sans compter qu'un certain individualisme teinté d'élitisme imprègne des militants qui ont tendance, parfois, à réduire leur lutte à une affaire quasi personnelle entre eux-mêmes et l'Etat. Nul besoin pour eux, dans ce cas, d'envisager le combat à mener en termes d'insertion dans un mouvement social, d'action collective ni d'objectifs stratégiques. Pourtant, sans cela, la lutte est perdue d'avance et n'est plus que du ressort du desperado ou du kamikaze.

la mort de Claude-Henri Mathais, tué par des coups à la tête avant d'être immergé, pouvait fournir un excellent motif d'action à des militants exaltés mais de plus en plus isolés. Mais l'enquête leur a permis de connaître l'autre visage de leur ami.

Ils ignoraient que leur compagnon de lutte avait un autre visage, presque une autre vie, qu'il tenait secrète dans les rangs du « comité » de Golfech. A en croire les premiers éléments de l'enquête policière et la logique apparente de ce meurtre, il a vraisemblablement été tué lors d'une incursion dans cette autre part de lui-même, l'homosexualité, pendant une sortie nocturne sur un « lieu de drague » des bords de la Garonne ou à l'occasion d'une rencontre sur une route.

Le Monde, 21 déc 82

Une « agression fortuite »

Le fait que Claude-Henri Mathais ait été homosexuel, qu'il ait eu un certain goût pour les rencontres de fortune et une curiosité intellectuelle pour les endroits à haut risque conditionne les efforts des enquêteurs. La face cachée de sa vie a sans doute une part plus grande dans sa mort. *« Sans négliger les autres hypothèses,* explique M. Aldige, *nous pensons que l'idée d'une agression fortuite est la plus plausible. »*

PHILIPPE BOGGIO.

Claude-Henri Mathais avait la disponibilité militante du célibataire marginal. Installé depuis peu à Prayssas, dans le Lot et Garonne, à une portée de neutrons de la centrale de Golfech, on ne lui connaissait que deux relations suivies : son chien et ses parents. Et quelques autres, plus chaotiques.

Libération, 11 et 12 déc 82

« Ils recevaient beaucoup de gens, des gens qu'on ne connaissait pas, des gens de leur monde », raconte un commerçant de la bourgade. Le monde des Frapech, *« c'est celui des hippies, des marginaux »*, explique M. Roger, vétérinaire et maire (M.R.G.) de Saint-Sardos. On connaissait aussi le couple pour son militantisme antinucléaire et leur passion pour la culture biologique. Lui, licencié en philosophie, elle en biologie, étaient de toutes les manifestations contre la centrale de Golfech.

Le fantôme d'Action directe court maintenant la bourgade. Tous les marginaux de la région, bien souvent des jeunes à la recherche d'un mode de vie différent, paraissent *a priori* suspects. Suspects d'être des amis des Frapech et surtout de Serge Fassi.

Le Monde, 25 nov 82

Une piste espagnole

La seule piste qui demeure actuellement possible conduirait en Espagne ou au Pays Basque où Claude Mathais se rendait parfois, mais toujours en s'assurant de la garde de son chien. Bien qu'il ait annoncé, sans préciser la date, son désir de rendre visite à des amis dans la région du Pays Basque français, on demeure donc très alarmé dans son entourage.

Sud-Ouest, 29 nov 82

Vos droits face à la police...

En ce moment un projet de loi pour remplacer la loi "' sécurité et liberté " (Peyrefitte) est posé par Badinter. Toutefois en ce qui concerne les grandes lignes ce qui suit est valale pour le moment.

LES CONVOCATIONS

Doit-on s'y rendre ?
Oui dans 2 cas... :

a) Dans le cas d'une enquête de flagrant délit (pour la suite nous dirons FD) quand la police souhaite entendre une personne susceptible de fournir des renseignements. La convocation s'appelle alors « citation à témoin », elle indique (normalement !) les faits sur lesquels le témoin sera interrogé. Elle doit être signée par un officier de police judiciaire (OPS) qui indique alors son nom, son grade et sa fonction.

b) Quand un juge d'instruction a délivré une « commission rogatoire » à la police et la ou la gendarmerie pour faire entendre certaines personnes. Dans ce cas doit être indiqué sur la convocation la mission exacte confiée par le juge d'instruction ainsi que le nom de celui-ci.

Ces convocations ne sont pas envoyées par la poste, mais « notifiées » par agent de police ou gendarme (soit : en main propre).

Que se passe-t-il si on ne s'y rend pas ?

On peut y être contraint « par la force », en matière de Commission rogatoire (CR), on risque même une amende. Si on a une excuse valable, on peut toutefois demander un report (envoyer par exemple un certificat médical, cela permet de préparer la défense !). On peut aussi contacter avant un avocat pour se faire conseiller, mais il ne pourra pas assister son client au commissariat.

SINON : Pour les convocations du style « affaire vous concernant », **on n'est pas obligé de s'y rendre. On peut toujours demander par téléphone de quoi il s'agit. On peut y aller volontairement mais on ne peut y être contraint par la force.**

LES INTERROGATOIRES

On doit décliner son identité, ensuite, on peut répondre : « *Je n'ai rien à déclarer* » SAUF si on est interrogé en vertu d'une commission rogatoire ! Pendant un interrogatoire de police, on ne peut pas se faire assister par un avocat.

Le mieux est de **parler le moins possible,** et de réserver ses explications pour le juge d'instruction (éventuellement !) : ainsi on pourra se faire assister par un avocat.

Toujours se rappeler pendant un interrogatoire que **c'est à la police ou à la justice de prouver la culpabilité de la personne interrogée et non à celle-ci de prouver son innocence.**

Qui peut rédiger le Proçès verbal (PV) d'interrogatoire de police ?

-Seul un Officier de Police Judiciaire peut le faire.

- Les PV doivent être dressés **aussitôt** l'interrogatoire si ce n'est en même temps.

- L'heure du début de l'interrogatoire doit y figurer.

- On doit lire **soi-même** le PV et on peut demander des modifications. S'il y a des « blancs » trop importants : demander à ce qu'ils soient annulés par un trait.

Si on n'est pas d'accord avec la forme ou le contenu du PV : **Ne pas signer.**

ATTENTION , les PV de police sont très IMPORTANTS :

1) Le procureur en tient compte pour engager les poursuites.

2) Le juge d'instruction pour inculper.

3) Le tribunal pour condanner !

Il arrive souvent qu'un avocat, après avoir pris connaissance d'un dossier, se retrouve en face d'un inculpé qui s'écrit : « *Comment, j'ai jamais dit ça !*). Alors que l'avocat lui rapporte ce qu'il a lu dans les PV de police. Ne jamais signer sans avoir lu attentivement. Pendant les interrogatoires chez le juge d'instruction, il relit les PV au prévenu et lui demande des explications sur ce qu'il a déclaré en premier chez les flics. Idem le jour du proçès ou le juge reprend les déclarations faites dans ces PV ! Donc si on refuse de signer, on pourra toujours s'en expliquer par la suite devant le juge d'instruction.

LA GARDE A VUE

On est détenu dans les locaux de police ou de gendarmerie, alors que l'on et pas encore inculpé ! On ne peut pas s'y faire assister par un avocat (le pied, quoi !).

Quand peut-on être mis en garde à vue ?

- Quand on a commis un crime ou délit.

-Quand on est « soupçonné » d'avoir commis une infraction.

- Quand sont affectuées des recherches judiciaires(ex : vérification d'identité, précisions sur des faits dont on a été témoin...).

On est alors placé en GAV pour les besoins de l'enquête. Seul un Officier de Police Judiciaire peut prendre l'initiative de placer quelqu'un en garde à vue.

Pendant la garde à vue : on doit avoir la possibilité de se « reposer » effectivement pendant les auditions. On doit être interrogé de manière « correcte » (sic !) sinon il n'y a pas à répondre ! La durée des interrogatoires et des repos doit être portée sur les PV ainsi que sur le registre de GAV. Vérifier si les heures indiquées sur les PV sont exactes. On peut demander à être examiné par un médecin, mais on ne le choisi pas. Au bout de 24H si prolongation, l'OPJ doit faire connaître ce droit à la personne gerdée à vue et indiquer la réponse sur le PV.

Le procureur de la République peut à tout moment ordonner un examen médical. Il peut le faire aussi à la demande de la famille ou de l'avocat. Le médecin est « choisi » par le procureur ou l'OPJ.

Les personnes gardées à vue doivent être nourries correctement. Seules celles qui sont susceptibles d'être inculpées peuvent être placées en « chambre de sureté » (cellule). Les autres reste dans les locaux « sans surveillance ».

On peut demander à être conduit aux toilettes (de quoi se plaint-on ?)

En cas de GAV il y aura une « feuille corporelle ». L'inventaire détaillé des objets que l'on avait sur soi figurera au PV. Ils seront restitués à la libération.

LES PERQUISITIONS

Elles ne peuvent être effectuées que de **jour** (6H du matin à 21H). On peut donc refuser d'ouvrir la nuit. Les policiers doivent être porteurs d'un titre à caractère judiciaire et être compétents (juge d'instruction, procureur, OPJ).

OPJ : Officier ou gradé de gendarmerie, commissaire de police, inspecteur divisionnaire ou inspecteur principal. Un simple agent de police ne peut pas procéder à une perquisition.

on peut (je dirai on doit) demander la carte d'identité professionnelle à la personne qui se présente, surtout si elle est en « civil ».

un policier doit d'ailleurs (normalement !) établir spontanément son identité et sa fonction (on a le droit de noter son numéro).

EXCEPTIONS : En cas de flagrants délit, c'est un dire quand un crime ou un délit est « entrain ou vient de se commettre » (c'est la définition du flag') la police a le droit de rechercher les preuves chez les personnes qui « paraissent avoir participé à l'infraction ou détenir les pièces ou objets relatifs aux faits incriminés ».

Mais il doit exister un lien suffisemment étroit avec ce qui vient de se passer pour qu'on puisse venir perquisitionner sans mandat ni commission rogatoire (ex : indices, témoignages...). Si on s'oppose à une perquisition régulière on commet le délit de « rebellion ». La police pourrait alors entrer en force, au besoin en fracturant la porte.

Si la perquisition est illégale on peut porter plainte pour « violation de domicile ». La perquisition doit avoir lieu en la présence constante de la personne dont c'est le domicile. Si elle est absente, la police désigne 2 témoins pris hors du personnel judicaire. Ceux-ci sont « requis » et ne peuvent pas refuser.

La police a le droit de saisir uniquement les objets ou documents « pouvant servir à la manifestation de la vérité ». Par exemple si on perquisitionne parce qu'un vol vient d'être commis dans une bijouterie, on n'a pas le droit de saisir les Courant Alternatifs qui trainent partout !.

Les objets saisis doivent être **immédiatement** (sur place) inventoriés et mis sous scellée (cire).

Après toute perquisition même infructueuse un PV doit être immédiatement dressé. Bien le lire avant de le signer.

A SAVOIR : on n'est jamais obligé de signer un PV mais il faudra expliquer par la suite au juge d'instruction ou au tribunal pourquoi on a refuser de signer.

LES CONTROLES D'IDENTITE

Il n'y a guère de parade à ce contrôle (dans la rue) sauf s'il y a abus manifeste (exemple si un policier contrôle tous les jeunes !).

A savoir, la carte d'identité n'est pas obligatoire (elle est facultative mais bien utices cas là). Si on n'a pas de papier sur soi, on peut faire appel aux personnes qui vous accompagnent pour qu'elles vous « reconnaissent ».

le policier peut aussi accompagner au domicile pour qu'on y prenne les papiers. Les étrangers doivent de plus justifier de la « régularité » de leur séjour en France.

Un contrôle d'identité **n'est pas** un interrogatoire. Le flic doit juste vérifier que la personne qu'elle interpelle est en mesure d'étalir son identité.

Il est abusif de poser des questions ou de faire « réciter » à la personne qui présente sa carte d'identité les mentions qui y sont portées.

Si on présente sa carte d'identité la police n'a pas a exiger de « papiers complémentaires » : c'est un abus. Elle n'a pas le droit davantage de « fouiller » les personnes contrôlées.

A SAVOIR : « La fouille à corps » est une « perquisition » (!). Elle ne peut donc être effectuée (comme la perquisition) que s'il y a flagrants délits ou commissionn rogatoire.

Le policier n'a pas le droit de s'emparer des papiers et de les consulter ailleurs que devant nous.

Les contrôles d'identité doivent normalement s'effectuer SUR PLACE.

Si on justifie de son identité, on ne doit pas être conduit au commissariat pour des « vérifications supplémentaires », **c'est absolument illégal.**

SAUF (toujours pareil), s'il y a flagrants délits, ou quand des recherches judiciaires sont effectuées à la suite d'un crime ou d'un délit.

POLOGNE

Solidarnosc, l'église, la nouvelle situation et ses conséquences en France.

L'accord Ribbentrop - Molotov, 23-VIII-39 (illustration d'un tract clandestin)

Dans cet article ci-dessous nous vous présentons une analyse de la situation en Pologne, telle que la voit un polonais de Solidarnosc en France, à partir du 10 novembre.

Le 10 novembre et le rôle de l'église

La grève du 10 novembre appelée par la direction clandestine de Solidarnosc (TTK) n'a pas été un échec comme le dit la presse occidentale ; bien sûr ce n'était pas une grève générale comme le rêvaient les occidentaux, mais il faut voir les choses d'une manière relative, parce que d'abord ils ont quand même libéré Walesa, même si cela est une manœuvre pour diviser Solidarnosc ; ils l'ont libéré sous la pression de la situation et de l'effervescence dans les usines, c'est un premier fait. Si le mouvement ne s'est pas étendu à l'ensemble du pays le 10 novembre, c'est que l'église est montée en première ligne pour désavouer la direction clandestine, pour s'opposer à la grève générale et pour condamner toute tentative de manifester. Il y eut des manifestations dans une dizaine de villes et des grèves.

Après les différentes manifestations consécutives au 13 de chaque mois le mouvement est arrivé à un carrefour ; c'est à dire que jusqu'à présent l'idée qui dominait c'était une grève générale, ou un grand mouvement de grève mais avec un programme pour imposer une entente nationale avec la junte pour négocier ; et cette idée en fin de compte a fait faillite peu à peu, parce que c'est une perspective qui ne mène nulle part et même malgré la contre attaque de l'église (on peut dire que la trahison ouverte de l'église a désorienté beaucoup de gens) cela a bougé le 10 novembre 82. Ce n'est pas un échec dans le sens où des usines sont toujours mobilisées, mais bien sur ce n'est pas un mouvement de fond pour une grève générale, faute d'alternative politique ; mais le mouvement n'a pas été défait ni entamé. Maintenant le problème c'est l'indépendance de Solidarnosc par rapport à l'église car il s'avère que (sans l'église le pouvoir n'aurait pas tenu un mois) ce ne sont pas les chars du Kremlin qui font l'épouvantail (bien sûr c'est important), mais le travail idéologique de l'Eglise au nom d'un pacifisme qui cache mal qu'elle défend en fait les intérêts de la junte. La junte essaye à tout prix de trouver une entente avec l'église un peu comme en Espagne à la mort de Franco ou tous les partis ont couru autour du Roi et se sont regroupés dans une union sacrée soi disant pour la « démocratisation ». La junte essaye de répéter le même schéma en Pologne, faire une grande union avec l'église, avec un contenu très précis : dégager une aile modérée pour pouvoir attaquer l'aile radicale, ce qu'ils appellent les extrémistes de Solidarnosc, c'est à dire tout ce qui est à la base dans les usines, les courants politiques, les embryons d'organisation (donc le RMP, le KPN, le KOR), le mouvement pour l'autogestion ouvrière etc... La campagne menée contre ces gens c'est de les présenter comme voulant renverser le régime, , faire exploser l'Europe.

La répression n'a pas entamé les forces (bien sûr il y a des internés, des arrestations, des assassinats, mais pas une réussite complète dans la répression) ; par contre l'aspect le plus grave ce sont les tentatives faites pour désarmer idéologiquement les gens : l'église exerce une sorte de chantage contre tous les modérés, tous ceux qui veulent une entente nationale en disant « nous pouvons nous unir, nous pouvons faire une sorte de paix, mais il faut éliminer les radicaux ». Donc c'est une tentative pour diviser Solidarnosc. On le voit dans la libération de Walesa et la condamnation de Frasiniuk et plus récemment dans la libération des internés, l'arrestation des radicaux qui passeront en proçès et le maintien en prison des manifestants condamnés depuis le 13 décembre 81. C'est l'église qui a probablement dénoncé les représentants de la gauche ouvrière : Romaczewski, animateur de radio Solidarnosc-Varsovie dit le 1er mai lors d'un discours : « La fête du premier mai a été enlevée aux travailleurs par le pouvoir, il faut lutter pour se réapproprier ces symboles laiques des travailleurs ». Il se réclamait d'une tradition socialiste. Une semaine après il sera arrêté. Frasiniuk (de tendance libertaire) de Wroclaw a été arrêté alors qu'il était le seul à se battre pour la grève générale. Bednarz son adjoint aussi avec 18 intellectuels.

Mais l'église est en crise, ce n'est pas un bloc. Les curés des paroisses ouvrières sont influencés par la radicalisation de la base, la pression est énorme, et certains protestent contre les déclarations trop compromettantes avec la junte.

Caricature de Solidarnosc (Katowice. Dans la cage, les syndicalistes libres. Les traits du flic — polonais en apparence — évoquent pour le moins ceux de Brejnev

Solidarnosc n'est pas morte. Actuellement il y a une très grande réflexion, une discussion de fond depuis plusieurs mois : c'est à dire que de plus en plus de comités ou de coordinations se rendent compte que le programme d'entente nationale est un leurre, et qu'il faut se préparer à l'affrontement : mais il n'y a pas de programme clair pour cet affrontement.

La TTK est dans l'impasse ; soit elle rompt avec la politique d'entente, soit elle sort de la clandestinité. Elle est critiquée par la base. On assiste à une politisation et à la naissance de groupes de toutes sortes.

Il y a beaucoup de tendances à Solidarnosc : par exemple Walesa, la direction clandestine de Wroclaw (région la plus organisée) avec Frasiniuk. Le mouvement arrive à un carrefour. Il y a surtout une polarisation des forces ; c'est très intéressant d'un certain point de vue, car le problème essentiel est que la révolution ne peut plus gagner un seul pas si elle n'avance pas dans le bilan politique de tout ce qui s'est passé depuis Août 80 et le 13 décembre 81.

L'avenir avec Jaruzelski-Andropov

On s'achemine vers un affrontement car la junte ne pourra pas trouver une solution propre ; elle tombera soit à la suite d'une mobilisation de Solidarnosc soit à la suite d'une intervention du Kremlin ; elle sera incapable de normaliser quoi que ce soit. Différents facteurs tentent de repousser cet affrontement avec le Kremlin qui est la seule perspective ; les forces de Solidarnosc essayent de la repousser car elles n'en sont pas arrivées là. Jaruzelski sait que l'affrontement signifie sa propre liquidation, par contre le courant grabski (même courant que le vieux Moczar qui dirigea les vagues anti sionistes de 1971 à 76) pousse à l'affrontement.

Andropov, qui correspond au courant Jaruzelski veut s'ouvrir et se lier encore plus au capitalisme occidental par l'ouverture des marchés soviétiques à la pénétration des capitaux bancaires occidentaux, et par l'introduction d'une réforme économique. Les premières mesures de jaruzelski après le coup d'Etat, après la répression, c'est l'adhésion au FM (fonds monétaire international), l'augmentation des prix de 300% (une des exigences des occidentaux), la rentabilité des entreprises et la fermeture de celles qui ne le sont pas, la liquidation du commerce extérieur, la compétitivité de certaines industries ; les capitalistes privés d'origine polonaise, en Occident vont pouvoir investir librement en Pologne, pour la moyenne entreprise privée (agriculture, industrie d'appoint). La classe dirigeante se cherche une assise sociale dans l'église, dans la petite bourgeoisie technocrate intellectuelle.

Andropov et jaruzelski emploieront la répression pour avoir un soutien plus grand des impérialistes occidentaux. Un fait à préciser : l'Eglise polonaise a poussé par l'intermédiaire de Solidarité paysanne à la reprivatisation totale des terres. Le dilemne pour Solidarnosc : soit il s'étend et devient une alternative pour les pays dits « socialistes », « remet le pays sur les rails » en s'affrontant avec Jaruzelski, soit les ouvriers sont écrasés par la répression et l'intervention directe du Kremlin. Mais ce serait un suicide pour le Kremlin, toute l'europe de l'Est serait un brasier. C'est le futur du mouvement ouvrier international qui se joue avec Solidarnosc.

La situation internationale et son implication en france...

Cette situation se retrouve en France dans la coordination Solidarité avec Solidarnosc où un de ses membres, Kowalewski (inorganisé politiquement) a été calomnié plusieurs fois comme étant un agent du KGB et un trotskyste ; par exemple la CFTC, FO, et la direction de la CFDT qui vient de sommer la coordination de quitter les locaux, rue Montholon. La direction de la CFDT prend aussi partie pour les forces les plus à droite qui prônent en Pologne l'entente avec la junte. Cette opération est menée par la centrale mondiale des syndicats catholiques liée au Vatican. Ils ont réussi à ce qu'il n'y ait rien le 10 novembre à Paris. En même temps on empêche le débat en France sur le contrôle ouvrier, l'autogestion dans les usines, car cela représente un danger d'en discuter aujourd'hui. D'autre part, les fonds collectés en France (200 à 300 millions anciens) ont été remis à l'Eglise polonaise par l'intermédiaire de la CFDT, FO, CFTC... Il faut qu'ils aillent aux structures clandestines de Solidarnosc !

Face à cela la coordination de Solidarnosc en France prend de nouveaux locaux, veut s'affirmer vers le mouvement ouvrier français, et aussi soutient les mots d'ordre de la TTK pour la grève générale au printemps 83 en Pologne. Il y a donc une lutte pour le caractère révolutionnaire de Solidarnosc en France.

Pour comprendre la situation en pologne avant le coup d'état se référer à C.A. n° 9 d'octobre 81 et n° 10 de novembre 81.

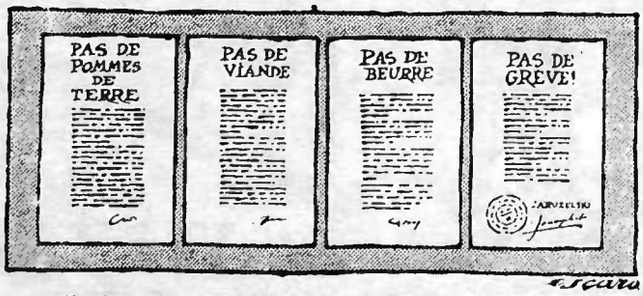
Les manœuvres de la droite contre Solidarnosc-France.

La TTK a envoyé le 22 novembre 82 une lettre à Kowalewski pour qu'il renonce à l'activité sous le sigle de Solidarnosc. Lettre signée par 5 membres de la TTK. Kowalewski répond qu'il ne l'accepte pas, qu' « on essaie de me faire payer la lutte énergique que j'ai menée par le passé pour une véritable autogestion ouvrière, le fait que j'ai élaboré la tactique de la grève active et ma défense intransigeante de la stratégie de la grève générale, ainsi que mon refus de semer des illusions sur la possibilité d'une "entente nationale" entre les ouvriers et le pouvoir totalitaire. De me faire payer, enfin, l'affirmation que le seul véritable allié de Solidarnosc — le seul qui soit naturel — c'est le mouvement ouvrier de l'ouest ».

D'autre part le nouveau président de la région de Wroclaw (Fresynieck et Bednarz étant arrêtés), membre de la TTK et de diverses structures clandestines de Solidarnosc (l'aile radicale) a donné mandat à Kowalewski pour concrétiser le projet de réseau de communication établi par la direction de Basse-Silésie (Wroclaw). Il faut 40000 dollards.

Tout contact et soutien est à envoyer à l'adresse :
Comité de coordination du Syndicat Solidarnosc en France.
120, rue de Crimée 75019 Paris.
Tél. 208.36.12

POLOGNE : RESTRICTIONS ET RESTRICTION



Il s'agit de la grève de la faim, peut-être ?

Solidarnosc
Soutenir le mouvement libertaire en Pologne !

Ci-dessous nous publions un texte sur le mouvement libertaire polonais, rappel historique écrit par un copain allemand, suivi par « l'appel aux libertaires occidentaux » réalisé en Pologne en septembre 82. Il nous est apparu intéressant de présenter un des aspects du mouvement de masse Solidarnosc.

Lorsque la population de Varsovie fut réveillée dans la nuit du 13 décembre 1981 par le roulement des chars, très peu de gens devinèrent que c'était le début de la liquidation finale des acquisitions sociales de « l'été polonais ». Le peuple polonais apprend par la radio la déclaration de l'état de guerre. Un conseil militaire « de salut national » prend le pouvoir sous la direction du général Jaruzelski.

Des dizaines de milliers de syndicalistes et oppositionnels sont arrêtés cette nuit-là et dans les jours, semaines, et mois qui suivent. Ils seront internés dans des camps. Parmi eux il y a aussi des anarchistes.

Passés inaperçus par le mouvement libertaire occidental des groupes anarchistes et socialistes-libertaires s'étaient formés parallèlement au syndicat indépendant « Solidarnosc » en Pologne.

Déjà peu après la fin de la Deuxième Guerre Mondiale il y avait eu des tentatives en Pologne de ranimer la tradition anarchiste d'avant guerre. Dans la période précédent la guerre, la plus forte représentation du mouvement anarchiste en Pologne était l' « Anarchistyzme Federacje Polski / AFP » (Fédération Anarchiste Polonaise), fondée en 1926 et qui avait un effectif considérable surtout dans le bassin houiller de Silésie ainsi que dans les villes de Varsovie et de Cracovie.

Après la Deuxième Guerre Mondiale l'AFP, qui, pendant l'occupation allemande était sévèrement persécutée pour ses actions de résistance, perdant ainsi beaucoup de membres, changeait le nom en « Federacja Polskich Anarcho-Syndikalistow / FPAS » (Fédération Anarcho-Syndicaliste Polonaise). Ainsi on voulait clarifier l'orientation vers l'anarcho-syndicalisme, déjà effectuée avant la guerre.

A cause de la stalinisation croissante de la société polonaise à la fin des années 40 et au début des années 50 qui soumettait totalement la Pologne au règne totalitaire du POUP (Parti Ouvrier Unifié Polonais), serviteur fidèle de Moscou, la FPAS ne réussissait pas à se stabiliser. Face à l'oppression massive de toute opposition par l'Etat elle recommandait dans son dernier tract — dans lequel elle annonçait son auto-dissolution — le retour à l'anarchisme individuel (au début des années 50).

Le renouveau des idées anarchistes à l'intérieur du mouvement oppositionnel de gauche pour les droits civiques ne s'est pas manifesté avant le milieu des années 60. Le nouveau souffle de l'anarchisme en Pologne était surtout dû à l'ancien membre de la FPAS, Zdsistan Szpakowski, qui défendait des positions anarchistes dans le groupe pour les droits civiques autour de Jacek Kuron vers 1964. (En 1980/81 il devenait ainsi actif dans Solidarnosc et est probablement toujours arrêté).

Parmi les membres de ce groupe, contre qui était intenté un procès en 1965, se trouvait aussi l'anarchiste juif Natan Tanenbaum qui avait une influence défavorable sur le mouvement étudiant oppositionnel de l'année 1968. (Après avoir été amnistié en 1968 il s'est trouvé forcé de quitter le pays comme tant d'autres oppositionnels juifs à cause de l'agitation anti-sioniste, mais pratiquement anti-juive du gouvernement polonais. Cette agitation était bien à la mode à cette époque, après la Guerre des Six Jours au Proche Orient, dans toute l'Europe orientale. Aujourd'hui Natan Tanenbaum vit en Suède).

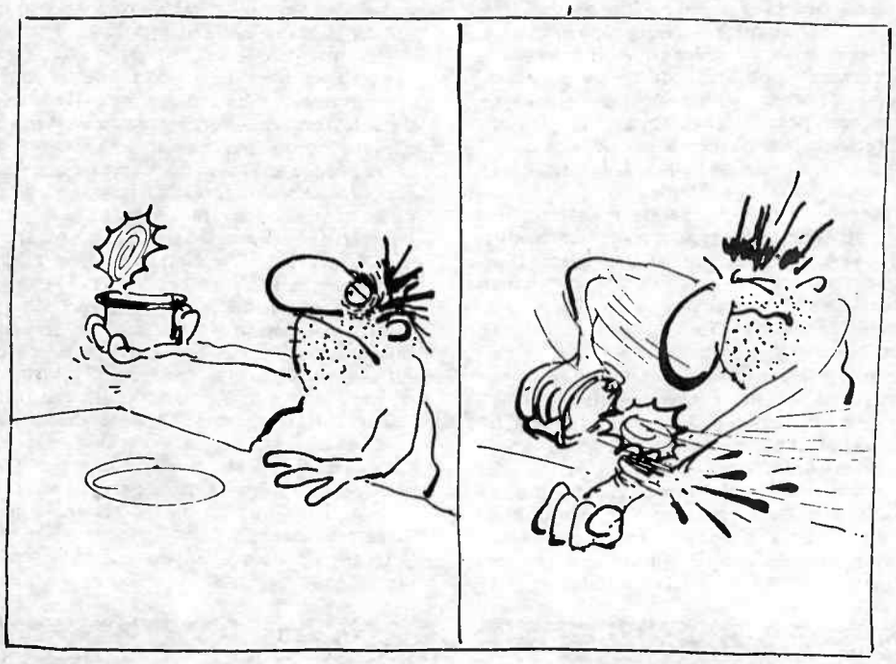
Le représentant le plus marquant du mouvement étudiant de 68 était le clown anarchiste légendaire « Aby J. » (Abraham lo lata Jesse) qui était célèbre pour son talent rhétorique et ses actions spectaculaires avec lesquels il faisait éclater plusieurs discussions organisées par l'association des étudiants communistes. Il fut souvent arrêté, une fois parce qu'il refusait de posséder une carte d'identité. (Dans les années 60 Aby J. avait probablement des contacts étroits avec le mouvement anarchiste occidental. Aujourd'hui il vit assez isolé comme un artiste d' « Happening » à Varsovie).

Les groupes anarchistes qui existent aujourd'hui en Pologne se sont formés pour la plupart pendant l'« été polonais » (août 1980) ou bien dans quelques cas juste avant. Jusqu'en décembre 1981 les groupes les plus importants existaient à Varsovie, Cracovie, Lublin, et Wroclaw. Il est impossible de connaître le nombre exact de groupes existants et ainsi de la force du mouvement libertaire, car seulement la plus petite partie d'entre eux se montre ouvertement. D'après les estimations des copains de Varsovie le mouvement libertaire ne comptait à peine plus de mille membres et sympathisants avant la déclaration de l'état de guerre.

N'étant pas forcément représentatif et actuel l'appel ci-dessous « au mouvement libertaire de l'Ouest » du groupe de Varsovie « Sigma » peut donner une première impression des activités et problèmes du mouvement libertaire en Pologne. Nous l'avons reçu dernièrement avec la demande de le publier.

Pour des raisons de sécurité nous ne pouvons pas donner des adresses de contact des copains/copines polonais(es).

Nous espérons quand même que cela ne gênera pas la solidarité pratique. Pour cette raison nous donnons le numéro du compte bancaire de soutien à la fin.



Groupe anarchiste SIGMA, Varsovie
Appel au mouvement libertaire de l'Ouest

Nous sommes un groupe d'anarchistes et militants de gauche anti-autoritaires à Varsovie qui se sont associés au début de l'année 1980 dans un cercle de discussion « Sigma ». Nous avions en commun une position critique vis-à-vis du système politique existant dans notre pays. La plupart d'entre nous n'a rencontré l'anarchisme qu'après, par l'intermédiaire de la littérature. Ainsi quelques œuvres de l'anarchiste russe, Kropotkine (« Principe de l'aide mutuelle », « La grande révolution française », « Mémoires d'un révolutionnaire », aussi bien que l'« Ethique ») étaient publiées vers le début des années 50, même si c'était seulement à petit tirage et étaient accessibles à tout le monde dans les bibliothèques. La série de brochures « Biblioteka Mysli Socjalistycznej » (Bibliothèque de Pensée Socialiste) était aussi importante pour nous. Dans les années 60, à part certains textes des précurseurs du socialisme, comme par exemple Owen, Saint-Simon et Fourier étaient aussi publiées, parmi d'autres, des œuvres de Proudhon (2 tomes) et Bakounine (2 tomes) ainsi qu'une collection d'essais de l'important anarchiste polonais, Edward Abromowski.

Ces textes, pour la plupart entourés de commentaires bien dans la ligne marxiste-léniniste et souvent dénaturés par des coupures arbitraires, éveillaient quand-même de l'intérêt pour l'anarchisme, surtout dans le milieu étudiant.

Jusqu'à la déclaration de l'état de guerre en décembre 1981 il nous était possible de voyager à l'Ouest, même si c'était avec de grands problèmes financiers et bureaucratiques. Nous pouvions alors entrer directement en contact avec des groupes libertaires et nous procurer davantage de littérature ce qui augmentait notre intérêt pour l'anarchisme.

Lorsqu'en août 1980 les grèves de masse des ouvriers polonais s'emflammèrent et menèrent à la fondation de « Solidarnosc », le premier syndicat indépendant d'après-guerre en Pologne, et à une atmosphère révolutionnaire dans tout le pays, nous décidâmes d'intervenir activement pour la propagation des idées libertaires.

Fin 1980 nous avons publié le premier numéro de notre journal « Nova gazeta mazowiecka » (Nouveau journal de Mazovie) qui se voulait comme un lieu de discussions théoriques et l'organe de la gauche anti-autoritaire en Pologne. A côté de réflexions sur la situation politique actuelle il y avait de la prose, de la poésie et des satires ; nous publiâmes aussi dans la « Nova gazeta mazowiecka » de courts articles sur la théorie et l'histoire du mouvement libertaire, par exemple une « brève histoire de l'anarchisme » et un article sur la « Révolte des marins de Cronstadt en 1921 ».

Peu après notre journal était devenu très populaire parmi des groupes de la gauche de Solidarnosc et dans le milieu étudiant ce qui a mené l'ambassadeur soviétique à Varsovie à protester avec véhémence auprès du gouvernement polonais contre sa parution. Parfois d'autres groupes que nous ne connaissions point — comme par exemple ceux de Cracovie, de Wroclaw — le copiaient, menant ainsi à une plus grande diffusion (tirage total d'environ 6000 exemplaires).

A côté de la « Nova gazeta mazowiecka » nous publiâmes les brochures « Archiwum Lervicy » (Archives de gauche) sous forme d'un supplément dans lesquelles nous reproduisâmes des textes plus longs sur l'anarchisme, l'anarcho-communisme et le communisme-conseilliste.

Jusqu'à la déclaration de l'état de guerre nous avons réussi à éditer 6 numéros de la « Nova gazeta mazowiecka » et 5 brochures de la série « Archiwum Lewicy » et à les diffuser dans tout le pays par un réseau de contacts privés. Les deux publications de notre groupe étaient reproduites à l'université de Varsovie dont le rectorat avait pris une position particulièrement libérale envers les groupes étudiants oppositionnels pendant l'été polonais.

A part nos publications, existait aussi un périodique anarchiste à Wroclaw dont nous avons appris l'existence par hasard. (Il a été présenté à un membre de la rédaction de notre groupe pendant un interrogatoire avec pour question s'il se trouvait en relation avec ce groupe. C'est seulement ainsi que nous avons appris son existence).

En outre une multitude d'autres journaux, brochures et livres oppositionnels de gauche sont apparus en Pologne jusqu'à la déclaration de l'état de guerre, dans lesquels étaient publiés des textes qui reflétaient une estimation sympathisante de l'anarchisme et de l'anarcho-syndicalisme.

La position politique de notre groupe, comme elle était exprimée dans notre journal peut se décrire ainsi :

— opposition rigoureuse contre le régime du POUP, totalitaire et dirigé par Moscou sous Gierek-Jagielski et Kania-Jaruzelski ;

— pour l'autodétermination nationale et sociale du peuple polonais.

— solidarité critique avec Solidarinosc et le mouvement pour les droits civiques ce qui veut dire :

- soutenir toutes les forces (de gauche) qui interviennent pour la réalisation d'une vraie autonomie ouvrière
- se distancer de toutes les forces (de droite) qui visent à la constitution d'un régime national-clérical au modèle occidental.

Il est vrai que les forces libertaires en Pologne n'ont pas été surprises par la déclaration de l'état de guerre ; n'ayant pas réussi à établir une liaison efficace, et encore moins à élaborer une plate-forme politique commune jusqu'en décembre 1981, nous n'étions pas prêts à coordonner nos activités de résistance après le putsch militaire de Jaruzelski.

Un autre problème était le fait qu'une partie des groupes libertaires travaillait dès le début entièrement clandestinement ce qui rendait plus difficile d'entrer en contact avec eux. Ainsi nous n'avons appris par exemple l'existence d'un autre groupe anarchiste à Varsovie que dans la première semaine après la déclaration de l'état de guerre quand un tract anarchiste a circulé à l'université de Varsovie dans lequel on appelait à la résistance active contre la junte militaire.

Après le le 13 décembre 1981 et l'arrestation temporaire de quelques membres de notre groupe nous étions forcés de transférer toutes nos activités dans la clandestinité. A cause des rafles, presque tous nos moyens d'imprimerie et de reproduction que nous pouvions utiliser avant la déclaration de l'état de guerre étaient confisqués ou même détruits. Dès lors duplicateurs, papier et encre d'imprimerie ne sont presque plus en vente, même au marché noir où leurs prix, si on les trouve, dépassent largement nos capacités financières.

Dépouillés de nos moyens techniques et dans l'incertitude constante vis à vis de la surveillance de nos rencontres il ne nous restait pour propager nos idées que de copier à la main des tracts et de faire des graffitis sur des immeubles bien voyants pendant de dangereuses actions nocturnes.

Après que la première grande vague de répression étatique sous l'état de guerre se fut calmée un peu, nous entrions avec précaution en contact avec d'autres groupes oppositionnels de gauche et non dogmatiques à Varsovie. En mai 1982 nous étions finalement prêts à éditer et diffuser ensemble avec d'autres copains de Varsovie le périodique clandestin « Rownosc » (Egalité) comme l'organe de la gauche sociale-révolutionnaire à Varsovie.

D'ailleurs il y a peu de temps nous avons appris le projet d'un journal clandestin anarcho-syndicaliste « Przelom » (la brèche) ; mais jusqu'à maintenant nous n'avons pas réussi à entrer en contact avec ces copains.

Des positions qui s'orientaient un peu vers des idées anarchistes étaient aussi avancées dans le journal clandestin trotskiste « Metro » qui par sa critique véhémente de la politique réformiste de la direction de Solidarnosc provoquait une vive controverse dans la clandestinité oppositionnelle.

Notre groupe envisage l'édition d'un numéro clandestin de notre journal « Nova gazeta mazowiecka » à paraître régulièrement, ainsi que la publication de plusieurs brochures sur l'anarchisme, l'anarcho-syndicalisme et l'autonomie ouvrière. Pour réaliser notre projet et pour rendre les idées libertaires accessibles à tout le monde en Pologne nous avons beaucoup besoin de votre solidarité politique mais aussi pratique. Aidez-nous dans notre lutte.

— contre la junte militaire de Jaruzelski ainsi que les forces de la réaction nationale et cléricale.

— pour l'autodétermination sociale et nationale du peuple polonais.

Salutations libertaires.

Groupe « Sygma », Varsovie en septembre 82.

Des dons peuvent être envoyés au compte bancaire suivant sous le mot vedette :

Solidarnosc

Jochen Knoblauch, « Postocheckant » Berlin-Ouest, kto nº 4515 23-109

Adresse des copains allemands :

I. FAU-IAA
Direkte Aktion
Postlagerkarte 073654 A
D-4600 Dortmund 1 R.F.A.

IRAN

LA REVOLUTION ASSIÉGÉE...

C'est une erreur de voir l'ensemble du mouvement social en Iran sous un angle strictement religieux. Si les religieux ont pu prendre la tête du mouvement populaire c'est grâce à leur implantation traditionnelle dans la société civile et surtout parce qu'ils avaient à leur disposition :

- Le monopole de la propagande et la liberté de rassemblement, sous le régime du Chah, à travers ces milliers de mosquées dispersées dans tout le pays.
- Une connaissance approfondie des coutumes, de la culture et surtout de la psychologie populaire.
- Un encadrement humain de plus de 30.000 Mollahs c'est à dire un corps important d'orateurs professionnels qui disposaient d'un budget non négligeable, accumulé à partir des dons privés et des aides du régime royal.

Bref, on était en face d'une idéologie super organisée et doctrinaire qui a réussi à canaliser en peu de temps les aspirations populaires non encore concrétisées.

Si l'ensemble des couches opprimées se sont soulevées contre le régime totalitaire du Chah, elles n'ont pas pour autant réalisé **leur révolution.** Le changement a été brutal, sous la poussée de la haine et de la vengeance populaires, mais cela n'a pas atteint les structures réelles de pouvoir. Celles-ci ont été reprises en main par les nouveaux-parvenus.

Qui sont ces nouveaux - parvenus ?

Faute d'une alternative culturelle nouvelle, les religieux ont pu jouer un rôle d'agitateur et de contestation contre les pouvoirs autoritaires.

De l'Amérique latine à l'Iran, en passant par l'église polonaise, quand certaines couches religieuses n'ont pas eu les faveurs des gouvernements en place, elles sont rentrées en dissidence (c'est le cas du Khomeiny d'hier et du groupe des Mudjahedines d'aujourd'hui). En haussant le drapeau de « droit divin de l'homme », d' « égalité de tous les êtres devant Dieu », etc... Mais une fois qu'elles ont eu des concessions ou qu'elles ont pu rentrer au gouvernement, comme c'est le cas en Iran, elles ont pris le chemin de la pire réaction.

Contre les aspirations libératrices populairesa elles ont utilisé les mêmes arguments et les mêmes structures que tous les régimes totalitaires. En s'appuyant sur une idéologie et une organisation qui portent en elles les germes de totalitarisme, de hiérarchie des valeurs et de l'écrasement de l'individu. On est donc les otages d'un régime qui utilise les armes de lapidation, de fouet, de sanction morale, de pendaison contre les défenseurs de la liberté, de la vie humaine, de la science, de l'amour, etc...

C'est un régime qui a déclaré la guerre à tous les acquis de l'humanité, depuis le Moyen Age et depuis l'époque de la vie tribale et féodale en Arabie sous Mohamed.

Cela dit, le phénomène Khomeiniste ne présente pas l'ensemble des aspirations et des mouvements sociaux en Iran. Il n'a fait qu'en récupérer certains et en réprimer d'autres pour se maintenir au pouvoir.

Ceux qui méconnaissent l'histoire des mouvements sociaux en Iran, avant l'invasion arabe et après la domination de l'Islam, et surtout avant et après le renversement du régime du Chah, ne peuvent avoir qu'une vision simpliste des évènements. Ils ne voient donc le soulèvement iranien qu'à travers le miroir d'un Khomeiny omnipotent, et ils oublient l'écrasement d'un peuple et d'une révolution sous la tutelle de Khomeiny.

L'économie sous l'égide du « Parti » unique

Pour un régime qui n'a trouvé, comme moyen de se maintenir au pouvoir que déclencher la guerre ou militariser et encadrer la vie quotidienne de la société, peu importe si les usines ferment leurs portes par licenciements massifs des techniciens ou des ouvriers contestataires. Car on peut tout importer grâce au pétro-dollars !

Voilà le rôle de l'Etat Islamique en Iran. Il est le plus grand exportateur (de pétrole) et importateur. En même temps que le plus grand distributeur des matières importées ou fabriquées sur place. Cela à l'aide de ses comités locaux, des Mosquées et des tickets de rationnement.

Autrement dit, aujourd'hui en Iran un réseau de parasites a pris en main toute l'économie par son rôle d'intermédiaire, d'organisateur de la pénurie et du marché noir.

Le nombre de fonctionnaires qui était proche de 1 million 100.000 au moment de la chute du Chah (y compris les milliers d'agents de SAVAK, la police politique, et de fonctionnaires de la cour impériale, etc...) a monté à 1 million 900.000 sous la République Islamique. Cela veut dire l'importance du rôle de l'Etat dans les rapports sociaux. D'autres exemples : le budget prévu pour la propagande de la République Islamique a été de 26 milliards de Rials (1 francs égal 13 Rials) (près de 3 milliards de N.F) en 81 - 82. Cela a été augmenté de 800 millions de Rials pour l'année 82 - 83. Et pendant cette période, le budget prévu pour les produits de première nécessité qui était de 12,8 milliards de Rials en 81 - 82 a été diminué à 4,9 milliards de Rials sous prétexte du déficit budgétaire ! (journal officiel de Keyhan, 12 Esfinde 1360).

Bref, tandis que les dépenses propres à l'Etat Islamique sont de l'ordre de 70% du budget total, les investigations publiques n'ont eu que 30% de ce budget (journal Keyhan 20 Esfinde 1360).

On est donc en face d'un Parti ayant le monopole de l'Etat, même s'il préfère s'appeler Hezbollah (Parti de Dieu), qui sait comment s'organiser pour sucer les richesses et les forces d'une société entière.

Le rôle des autres partis autoritaires

Les groupes de la gauche classique, même s'ils ont participé au soulèvement populaire n'ont pas pu pour autant prendre la « tête » du mouvement, ni avoir leur part de pouvoir. Car ces groupes intellectualisés n'ont jamais compris et il n'ont jamais eu un langage et une pratique qui soient en harmonie avec les aspirations populaires. Ils voulaient faire une révolution d'après leur schéma. Donc, malgré leur amertume, ils ont favorisé la conquête du pouvoir par le « parti » de Dieu. On se rappelle encore les cortèges d' « unité » qu'ils ont menés, pour le retour de Khomeiny. Il fallait un an de « révolution islamique », pour voir leurs journaux et leurs locaux bouclés par celle-ci, et leurs rassemblements balayés par les Pasdars (les gardes de la révolution). Les groupuscules autoritaires qui ont survécu à cette répression féroce, continuent à contester le régime Khomeiny sous ce double aspect : d'une part, la monopolisation du pouvoir par celui-ci. D'autre part, l'espoir de « diriger » le prochain mouvement de « masse ».

Actuellement, ils sont dans une clandestinité totale, sans pouvoir augmenter leur nombre ni changer leur schéma traditionnel de la révolution et de la « masse ». Seul le P.C. (Toudeh) et une scission des feddai (anciens partisans de la guérilla et du marxisme léninisme, reconvertis aujourd'hui à l'idéologie du P.C.) continuent d'avoir les faveurs du régime grâce aux soutiens qu'ils lui ont apportés dans son installation. En effet, le rôle de ce parti fut de calomnier, de provoquer, d'infiltrer, de dénoncer les groupes et les militants d'opposition, pour parvenir à flirter seul avec le nouveau gouvernement. De plus, ils ont apporté leurs aides intellectuelles, leurs connaissances en politique et en économie pour un « parti » et un régime qui sont dépourvus de la confiance et de la collaboration des couches d'intellectuels et de spécialistes. Leurs conseils furent primordiaux dans la planification du système de rationnement, dans l'organisation des services de sécurité, dans les contacts avec les Pays de l'Est et surtout dans la reproduction d'une « idéologie politique moderne » pour une « théocratie ancienne ».

Un parti qui n'a jamais pris position contre l'invasion de la Tchécoslovaquie en 68, et qui présente l'armée rouge en Afghanistan comme le début de la « révolution Afghane », ne peut avoir en tête qu'une stratégie : celle de collaborer et de s'infiltrer dans les instances gouvernementales pour, ensuite, les prendre en main avec le « soutien » du grand frère.

Donc, faute d'avoir une audience chez une population, devenue de plus en plus mécontente du régime, il préfère gagner les « intellectuels » et les « hommes » du régime, même s'il faut pour cela se montrer partisan acharné de l'Islam et de la « ligne de Khomeiny » !

Jusqu'à maintenant, leur hypocrisie n'a eu aucun impact sur un système encore plus hypocrite, qui sait comment les utiliser pour ses propres fins.

Et les Mudjahedines ?

Ils étaient le groupe le plus important au moment du soulèvement, pour leur passé de guérilla.

Au début, ils étaient les partisans acharnés et le levier le plus important, dans l'installation de Khomeiny au pouvoir. Mais chassés par celui-ci et par les intégristes, ils ont pris le chemin de la dissidence. Cependant, toute dissidence ne signifie pas un progrès dans les options. Ils ont pris les mêmes arguments et le même modèle d'organisation centralisé et discipliné, dont dispose le régime, pour battre celui-ci. Par conséquent, on est en face d'une fraction intégriste, peut-être pire, qui a été mise de côté et qui cherche maintenant le pouvoir pour son propre compte.

Aujourd'hui, aux yeux de la population, l'activité de ce groupe, souvent réduite aux attentats, apparaît plutôt comme un acte de vengeance qu'une solution sociale concrète. Ils sont donc en train de perdre les sympathies qu'ils avaient gagnées au début de leur opposition.

Où en est-on aujourd'hui ?

Au moment des querelles pour le pouvoir, entre les fractions du gouvernement et ceux qui désirent les remplacer, une société entière se trouve au pied du mur.

Manipulée, humiliée, écrasée, affamée, elle cherche son pain quotidien dans les queues interminables ou sur le marché noir. Sans moyen d'expression, ni de rassemblement elle cherche à communiquer ses douleurs pendant les queues ou dans les cercles familiaux. Parfois ça éclate ! Individuellement ou collectivement.

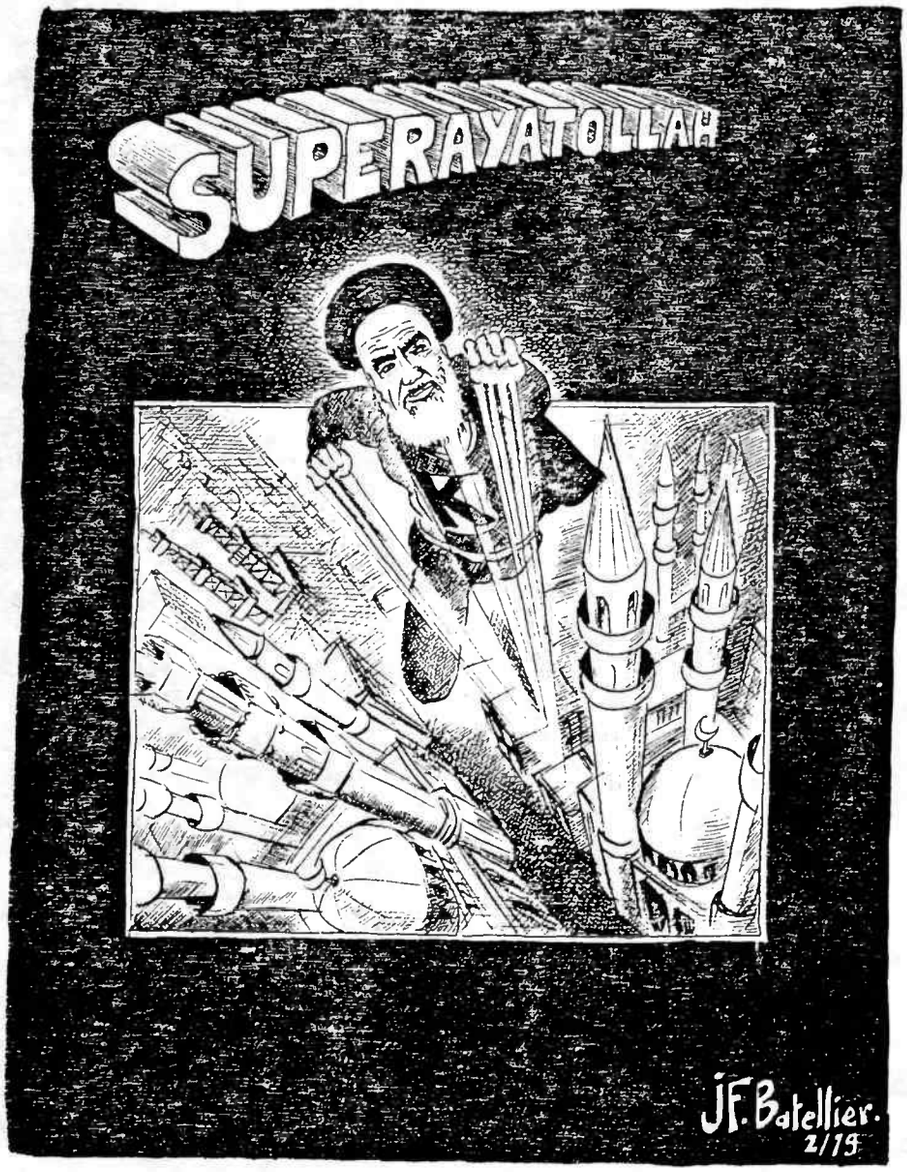
Des scènes « d'engueulades » collectives contre les autorités et les agents du régime ; des révoltes sauvages contre la pénurie organisée ou pour défendre des logements construits illégalement ne sont pas rares dans l'Iran d'aujourd'hui. Pour ne pas rappeler la révolte des Kurdes qui dure depuis le début de la révolution islamique.

C'est une situation explosive, mais on est encore loin d'une situation révolutionnaire. Car n'ayant plus confiance dans les « dirigeants » traditionnels, la population n'a pas trouvé encore une autre alternative de remplacement. Cela veut dire qu'après Khomeiney, le premier parvenu, dans le contexte actuel, qui arrive à libéraliser un peu la société et assurer le pain quotidien, peut trouver un écho dans la population.

Notre activité, en tant que libertaires fut jusqu'à maintenant de démystifier les structures saintes de l'Etat et les « leaders ». De rappeler la solidarité et la prise en main du quotidien, qui existaient lors du soulèvement.

Actuellement nos moyens d'interventions sont très limités, vu le climat de répression sauvage, mais on est sur un terrain social propice aux idées anti-autoritaires.

Analyse de la situation par le journal anti-autoritaire édité en Iran : " Le temps moderne "



Critique du film « DANTON » de A. Wajda

A. Wajda vient de réaliser un film historique, actuellement sur toutes les toiles et consacré à la période de la Terreur, plus précisément au conflit célèbre qui, entre 1792 et 1794, opposera et séparera Robespierre « L'Incorruptible » et Danton « L'Indulgent » pour s'achever par l'élimination de ce dernier en avril 1794.

Surprenante initiative du réalisateur de « l'Homme de Fer » que d'avoir tourné ses caméras vers les convulsions sanglantes d'une vieille révolution bourgeoise, délaissant brutalement l'histoire polonaise et les événements de l'état de guerre.

Certains, de façon simpliste, pourraient penser que la situation actuelle de réfugié politique de Wajda le contraint à choisir d'autres sujets de film que les problèmes de son pays. Or, il n'est est rien. Selon Wajda lui-même, il s'agit là d'un choix délibéré ; le réalisateur va jusqu'à affirmer qu'il est hors de question d'établir le moindre parallèle symbolique entre Robespierre, précurseur de Lénine et de Staline dans le terrorisme d'Etat et Jaruzelski ; pas plus entre Danton « l'Ami du Peuple » et Walesa. Le cinéaste se défend donc de faire référence à la situation polonaise. Alors, quel est son projet ?

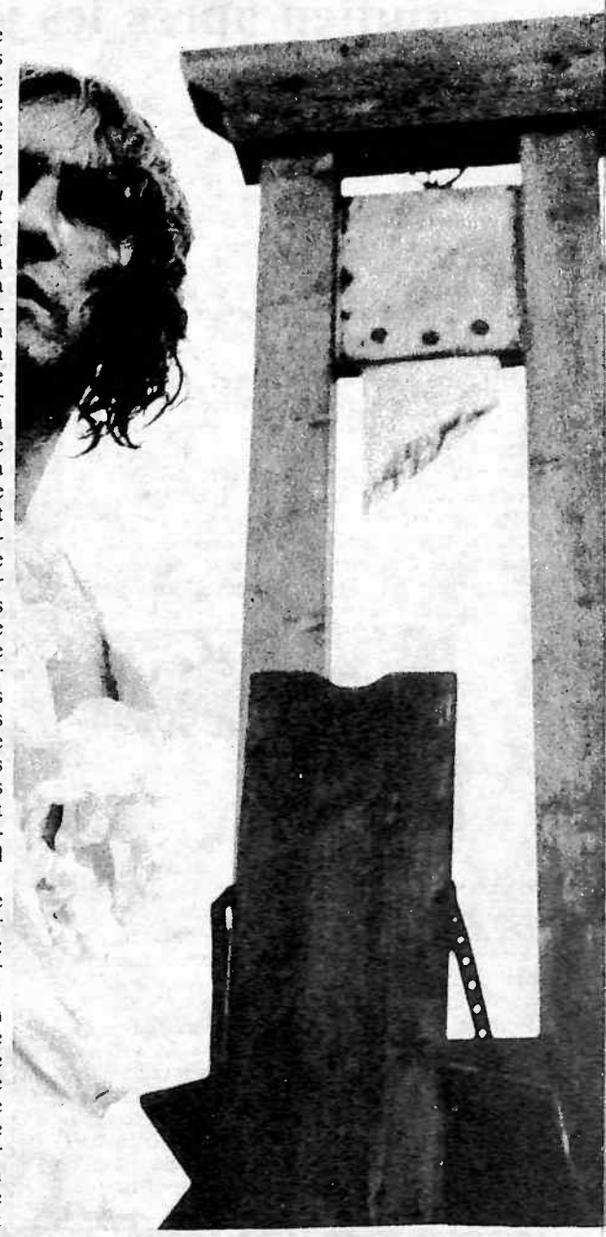
« *Si je pouvais trouver un fil directeur dans mon œuvre, je crois que ce serait la lutte et la conquête de la liberté par un homme. Chaque fois, cette liberté est brimée. Et la plupart du temps, cette lutte se solde par un échec* ». Ainsi s'exprime Wajda après « Danton » en référence à ses précédents films. En fait, l'objectif de Wajda semble avoir été de bâtir une réflexion sur les drames et les luttes de pouvoir qui agitent toutes les révolutions, de construire ce qu'il pense être une fable exemplaire sur les responsabilités des leaders, des « Pères du Peuple ». Ses propos, là encore, semblent aller dans ce sens : « *La Révolution française a inventé la plupart, sinon la totalité, des situations qui surgissent au détour de toutes les révolutions. En particulier, cette période de crise qui force les dirigeants à se poser la question : Faut-il en rester là ou continuer à aller de l'avant ?. Je pense que c'est un sujet de réflexion suffisamment intéressant en soi, et beaucoup plus important que les allusions faciles aux événements contemporains* ».

Il y a beaucoup à discuter sur le sens politique de ce que Wajda entend par « allusions faciles aux événements contemporains », et de même sur le schéma manichéiste qui sert de squelette au film quant à sa précision historique. Le personnage de Robespierre semble plus proche de la vérité de celui qui avait affirmé : « *On conduit le peuple par la raison et les ennemis du peuple par la Terreur* ». Ce fils d'un avocat d'Arras, névrosé, perpétuel anxieux, qui avait trouvé chez Rousseau l'idée totalitaire de la **vertu** de laquelle découleront le dogme de la « volonté générale » et le culte de « L'Etre suprême » comme équivalents de la « sauvegarde de la Patrie » et justificatifs des 50 000 victimes de la Terreur (dont seulement 16 % de nobles et de prêtres) est remarquablement interprété par Wojciek Pszoniak avec tout le fanatisme et la fragilité souhaitables. Avec Danton, on entre par contre dans la mythologie messianique la plus débridée. La performance athlétique de Depardieu, sa gouaille spectaculaire font monter les entrées du film mais éloignent « L'Indulgent » de sa réalité historique. Tout comme Robespierre, Danton, fils d'un procureur d'Arcis-sur-Aube, était un grand bourgeois assoiffé de pouvoir et rien de plus. Son refus de la déchristianisation qui l'opposa à Robespierre était surtout dicté par la volonté de maîtriser dans le sens de la Révolution le peuple des campagnes. De plus, il fut responsable des massacres de septembre 1792 qui marquèrent le début de la Terreur et où le peuple de Paris n'extermina principalement que des prisonniers de droit commun. Le côté jouisseur et rabelaisien dont Depardieu charge le personnage de « l'Ami du Peuple » semble caricatural et surfait et plus racoleur que réaliste.

Tout au long du film, d'autre part, la foule, le peuple, ne semblent s'agiter que pour composer des tableaux chatoyants à la manière de David : exaltation des « martyrs révolutionnaires » sur fond de bousculade colorée.

Le Danton qui était plus un jésuite qu'un rabelaisien paraît donc loin d'être une réussite dans ce film. Mais en conclusion, le problème essentiel posé par le film et qui justifie une critique politique est bien ce choix délibéré de Wajda de rapporter la lutte de classes à l'image des seuls leaders, au charisme des chefs ou à leur chute plus ou moins tragique. Dans ce film, la « populace », une fois de plus, sert de toile de fond, les enjeux économiques collectifs sont escamotés au profit du spectacle de la guerre des tribuns. Rapporter l'histoire à une vision aussi étroite, préférer la mythologie des grands politiques au récit des luttes réelles quoiqu'obscures, celles qui se sont toujours passées sur le terrain de la production, prétendre rattraper le présent par la peinture du passé, faire un théâtre spectaculaire à la place d'un film de lutte, tout cela contribue, malgré les qualités esthétiques de « Danton », à faire de Wajda, de plus en plus, ce qu'il avait commencé à accepter d'être : une simple tête d'affiche.

C. — Reims —



Le révolutionnaire est une tension entre le besoin de changer immédiatement sa vie et le besoin de préparer les affrontements futurs.

Coral : où en est le mouvement de soutien après les journées de Nîmes...

Du 5 au 8 février, des journées d'action étaient prévues à Nîmes. Les manifestants, dont le nombre fluctuait un peu en dessous de la cinquantaine, étaient pour la plupart des permanents des lieux de vie ; c'était sans doute plus difficile pour les membres des comités de soutien de se libérer en semaine, mais c'est peut-être aussi du fait qu'ils deviennent une espèce en voie de disparition ?

On a commencé par occuper les marches du palais de justice, distribuant des tracts ou collant des affiches dans la ville ou sur les bus. Cette première phase a duré deux jours et deux nuits. Ensuite il avait été décidé de pénétrer dans le palais ce qui fut fait le vendredi matin. Après pas mal de palabres, on s'accorda sur l'objectif d'être reçu par le procureur de Nîmes, revendication qui fut aceptée. C'est alors qu'à 14H 30, c'est à dire juste avant l'heure où le procureur devait recevoir la délégation, les flics qui jusque là s'étaient contentés d'une présence assez discrète, firent irruption en grand nombre, pour vider les occupants du hall.

Ayant pour eux la loi et la « morale » face à ces chevelus à qui on ose confier des enfants, les cognes n'y sont pas allés de main morte. Bilan : deux blessés, une mère d'enfant placé dans un lieu de vie, qui a été littéralement balançée sur les marches du palais et qu'on a relevé avec une fracture de la colonne et un ancien accueilli de 19 ans sur qui les flics se sont défoulés dans le fourgon, histoire de lui faire passer l'envie de ressembler à un punk. La défense des valeurs familiales ne s'arrête pas à de tels paradoxes... Ce fascisme bien ordinaire, a culminé, lorsqu'un des flics a dégainé son arme devant trois manifestants complètement désarmés mais en cas de malheur on sait que Gaston est là pour couvrir les bavures qui n'en sont pas de ceux qui veillent sur notre sécurité !

Cela dit, après la libération des 26 personnes interpellées au cours de cette journée, quel bilan peut-on faire ? Pour ma part c'est surtout le constat d'échec qui prévaut, même si face à la répression le réflexe de solidarité qui s'est produit, peut réenclencher une certaine dynamique chez les individus qui ont participé à cette action.

Cependant il y a une réalité à laquelle il faut faire face : c'est la faiblesse du mouvement de soutien aux inculpés. De plus, il ne bénéficie plus de la couverture de la presse et des médias pour qui l'information (surtout « à sensation ») est une marchandise qui doit être renouvelée rapidement. Pas étonnant donc que la manif de Nîmes ait été pratiquement passée sous silence dans l'ensemble de la presse. Cette situation rejaillit sur les composantes internes de ce mouvement où des divergences tactiques sont exprimées (1) — ce qui n'est pas un mal en soi — mais où aussi certains, profitant de la situation de découragement, croient opportuns de se poser en donneurs de leçon vis à vis des autres, ce qui n'aide pas vraiment un mouvement qui en aurait bien besoin après le durcissement du pouvoir qui refuse encore une fois la mise en liberté de Sigala et inculpe maintenant sa femme.

(1) le remplacement des avocats De Felice, Tubiana etc... jugés trop mous est significatif de ces hésitations sur la tactique à adopter.

Vite fait

• Emissions de Radio :

Le groupe anarchiste-communiste de Reims réalise 2 émissions de radio par semaine. Certaines d'entre-elles ont été enregistrées :

— Les institutions pour « inadaptés » (30 minutes)
— « Les lieux de vie » : leur fonctionnement différent (30 minutes)
— « Les lieux de vie » : Vécu d'un adulte dans 3 lieux de vie (30 minutes)
— L'Affaire du Coral : (30 min.)
— La prévention spécialisée : (30 min.)
— Interview du groupe FLICS, distributeur à Reims de fausses convocations invitant la population à se faire ficher : (30 min.)
— Interview du groupe « Avis de Recherche » : ses nouveaux projets.
— Interview de sidérurgistes de la Chiers : (1 h.)
— Interview d'un membre du groupe d'Action Musicale (Belgique) : (1 h)
— Les futures réformes dans les lycées et les collèges : (1 h.)

Une heure d'émissions peuvent vous
Une heure d'émissions peut vous être envoyée contre un petit chèque de 20 F, libéllé à l'ordre de Claude Petit. Adresse : Egregore B.P. 1214 - 51058 Reims.

Une semaine Libertaire à Marseille du 21 au 26 février

organisée par le CIRA Marseille (BP 40 Marselle cédex 13) elle aura lieu à la FNAC (centre bourse) de 19 à 20 H :

- Lundi 21, poésie et chanson libertaire.
- Mardi 22 débat avec A Skirda, R Creagh, E Témine, D. Armogathe, R.Bianco.
- Mercredi 23 : Théatre et Anarchie autour de la pièce d'Anne Roche et de Françoise Chatot mettant en scène un dialogue imaginaire entre Louise Michel et Emma Goldman.
- Vendredi 25, projection d'un film sur Malatesta suivi d'un débat.

Samedi 26 : Daniel Cohn Bendit (sous réserve).

Et le mardi 22 à 21 H : A.Skirda parlera de son livre «N.Makhno le cosaque de l'Anarchie » au local du CIRA, 5 rue des convalescents, 130001 Marseille (2eme étage).

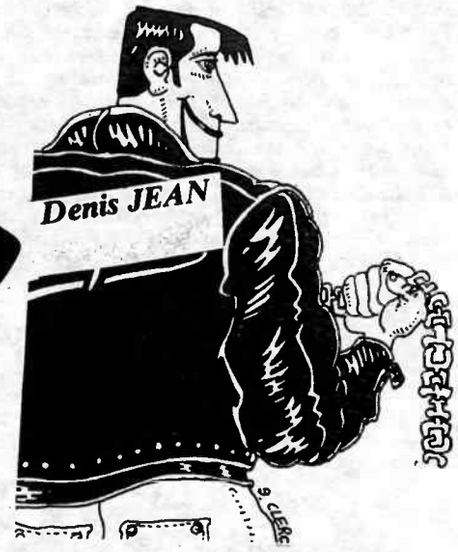
DÉSESPÉRÉS de subir ECZÉMAS, PSORIASIS, DARTRES, BOUTONS PLAIES AUX JAMBES et MALADIES DE PEAU DEMANDEZ TRAITEMENT INFAILLIBLE

ABONNEZ VOUS

OCL/EGREGORE. B.P. 1213. Reims Cédex

LIBELLEZ LES CHEQUES A L'ORDRE DE

1 AN (10 numéros) ... 100 francs



L'autre face du temps présent.

Vite fait sur le zinc

• Croyable mais faux !

A Grenoble, de fausses convocations ont été adressées fin décembre à des chômeurs de longue durée, les incitant à comparaître pour « parasitisme social » devant le tribunal correctionnel. Ceci, parce qu'ils avaient fait preuve, selon les termes de cette fausse lettre, de « mauvaise volonté évidente dans la recherche d'un emploi ou de tout autre attitude constructive » et que « attendu que (leurs) rétributions ne (pouvaient leur) assurer une vie décente », ils avaient dû « soit dissimuler une partie de (leurs) ressources, soit produire quelque acte délictueux, soit développer une passivité inadmissible à l'égard de (leur) propre situation ». Une soixantaine de chômeurs se sont rendus à la fausse convocation. Ils devaient trouver plausible que le gouvernement actuel, prêt à étudier scrupuleusement et avec une méfiance avouée les dossiers des demandeurs d'emploi de longue durée, cherche à leur faire la chasse, à les culpabiliser et à les réprimer.

• Qu'est-ce qu'on dérouille !

Les super-gendarmes du GIGN (Groupement d'Intervention de la Gendarmerie Nationale) ne doivent pas demeurer inactifs s'ils veulent rester opérationnels. Quand on n'a plus besoin de leurs services à Chooz contre les antinucléaires, on les envoie à l'assaut de « terroristes » fantômes. Histoire de pratiquer l'entraînement sur le terrain. C'est ainsi qu'une ferme du Gers, tranquille centre de post-cure pour anciens drogués, s'est trouvée militairement investie, fin décembre : avion, hélicoptères, chiens, armes au poing, perquisitions poussées, occupants menottés et interrogés, ce fut une attaque-commando en règle. La troupe d'assaut bien aguerrie a dû repartir bredouille et déconfite : pas l'ombre d'un terroriste, pas même un fusil de chasse à se mettre sous la dent.

Mitterrand peut avoir confiance dans ses futurs gardes du corps ; ils savent déployer leurs forces.

On a la parano qu'on mérite...

RECTIFICATIF A APPORTER A L'ARTICLE SUR L'I.V.G.
Dans le 1er paragraphe, à la fin, il a été frappé "Argentine" au lieu de "Roumanie".

• Vive l'anarchie et ses chanteurs.

Il se confirme que Léo Ferré a participé financièrement à la libération de Babar... en demandant 40 000 F. pour un gala qu'il a donné à Bruxelles fin novembre... pour lui, son piano, et ses bandes magnétiques...

• Poitiers, la mascarade électorale commence

Après la Sainte Alliance PS, PSU, PC, MRG, les murs de Poitiers sont couverts de la photo du maire actuel (PS). Gageons qu'au cours de la campagne, tous ces beaux penseurs de gôche ne parleront ni de Civaux, ni de la pénétrante qui va détruire un vieux quartier de Poitiers.

La droite, elle, ressort ses vieux chevaux...

Malheureusement, le Clain n'est pas monté assez haut pour les charrier !

• Les paras se font la main

Au Liban, les militaires français de la force multinationale se rôdent aux techniques de la guerre urbaine. Même si leur chef se désole qu'il n'y ait pas eu « un seul exercice de tir depuis plusieurs mois », craignant pour le potentiel opérationnel de ses « petits gars », il se rassure en voyant comment les paras se font la main dans les opérations de déminage. Les actions sur le terrain apportent plus que la morne routine de l'instruction dans les casernes de l'hexagone. Et il en restera des acquis facilement réimportables.

• Du fric au soleil

La centrale solaire Thémis (Pyrénées Orientales) va entrer en service. Retard, incidents techniques, production faible, intermittente et aléatoire (2,5 MW), coût énorme (230 millions assurés à 60 % par EDF), extension impossible de ce prototype à d'autres lieux de l'hexagone... Ce gadget de luxe s'ajoute à l'ensemble des réalisations de prestige et de haute technologie dont nos promoteurs sont si fiers. La REAM (Région d'Equipement Alpes-Marseille) est maître d'ouvrage de cette installation, comme elle l'a été des centrales nucléaires du Rhône et, à présent, de celle de Golfech. Elle est aussi chargée d'équiper les DOM-TOM. Le soleil, hors hexagone, ça pourrait rapporter gros.

• Cinéma Soviétique à Poitiers

Comme Poitiers est une ville calme (à Paris il a fallu les CRS pour protéger les séances) et que le théâtre est municipal, « une semaine » de cinéma soviétique s'y est déroulée devant les incrédules de la nouvelle bourgeoisie de gôche. Le maire PS, heureux, a reçu la délégation soviétique. Avec la Sainte Alliance, la Pologne, l'Afghanistan, ont été vite oubliés !

Un appel au boycott a été lancé par les anarchistes-communistes.

• La Vienne, ça baigne

Suite aux inondations dans Poitiers (2 mètres d'eau dans certaines rues), le maire de Poitiers s'est fait huer par les habitants furieux de n'avoir pas été prévenus à temps ou de façon codifiée (« l'eau montera à la côte 5 ! »). Les causes de l'inondation du Clain : le remembrement, le déboisement, une station d'épuration et un pont construit sur des terrains inondables, une pénétrante qui a diminué la surface inondable. Encore heureux que la nouvelle rocade n'était pas construite, car une arche du viaduc devait être construite dans la rivière !

Quant à Civaux, ça a baigné, mais malheureusement les vigiles n'ont pas été emportés par les flots rebelles. (Et si la centrale était construite, que ce serait-il passé ?)

L'MOUV'MENT

TERMINAL 19/84

Revue du Centre d'Information et d'Initiative sur l'Information :

Au sommaire :
- Japon : capital, automatisation et emploi.
- MOCN : Robots, automatismes de Michel Kamps - Nantes.
- Renault : ces robots qu'on bichonne...
- Automatisation et Autogestion.
- L'Informatique, une nouvelle façon de penser.
- Non au fichage politique.
- Etc... (36 pages - 18 F) à :

CIII - 1 rue Keller - 75011 Paris

• AGORA

N° 13 - Hiver 82. Tout un dossier sur Israël et les Pays Arabes, le Tiers-Monde, Euskadi, Pologne, et un article sur « le syndrome des camionneurs en France... ».

L'équipe de rédaction est optimiste quant à la possibilité pour Agora de sortir Mensuel dès le mois d'Avril.

Pour les souscriptions pour leur local à Toulouse, ou pour s'abonner (5 numéros : 55 F) :

AGORA - BP 1214
Toulouse-Cédex

GAVROCHE

N° 7 - Revue d'Histoire Populaire

Au sommaire :
- La grande colère des maraîchers (1936)
- Jardins ouvriers à Taverny
- Attaques de diligences au 19è siècle.
- 16 Francs - Editions Floréal

B.P. 872 - 27008 Evreux Cédex

• I.R.L.

Le numéro de décembre-janvier 83 paraît avec, exceptionnellement, 36 pages. On notera au sommaire un article sur l'expulsion des jeunes immigrés, l'interview d'un chanteur inconnu (de nous en tout cas) Alain Aurenche, des articles sur la Yougoslavie et l'URSS, et la suite du dossier sur « l'Anarchisme dans les années 80 »...

IRL c/o ACLR - 13, rue Pierre Blanc
69001 Lyon

Abonnement 5 n° : 50 F (1 an)
10 numéros : 90 F (2 ans)

POSSIBLE

(Pour une écologie de l'enfance)

Numéro spécial sur le CORAL, avec entre autres :
- Pudeur et débauche montent en bateau
- L'Affaire vue de gauche, par Yves le Bonniec
- La prison pour les mineurs
- La Passion du juge Salzman
- Etc... (25 F) à :

Agence Informations Enfance

14 Rue Véron - 75018 Paris

• La Pointe :

Mensuel issu de la résistance des Ardennais du Canton de Givet. N° 2. Nouvelle série, janvier 83.

« Ecoute... écoute... écoute... Le Père Noël est un terroriste !

Au sommaire :
- La situation dans les entreprises : Arthur Martin
- La situation dans la Pointe : spécial Chooz - Fichage de la Pointe.

Abonnement simple : 20 F.
Abonnement diffuseur : 75 F (5 exp.)
175 F pour 10 exemplaires.

à retourner à : Imprimerie Alma G'art, 19, rue du Renouveau - 59100 Roubaix

Au sommaire du n° 3 de février : la situation à la CHIERS.

• Projet association Regain

Trois adultes (couple + 1), et trois enfants (2 accueillis), c'est le premier pas de ce que nous souhaitons appeler : groupe communautaire. Il est basé sur des idées encore à approfondir :
- Partage des revenus et des charges
- La recherche et/ou la création d'un emploi pour un autre projet de société
- Accueil d'enfants ou participation à la vie de ceux sur place.

Nous rêvons ou souhaitons créer « « un champ d'activité » (pour ne pas dire école) pour les enfants présents ou à venir, où chaque adulte participera.

Ce que nous vivons actuellement :
- Chacun a un travail ou en a un en cours de création
- Nous accueillons deux enfants, et d'autres pendant les vacances scolaires suivant les possibilités.
- Deux maisons sont à aménager, aggrandir, réparer ;

Ce que nous cherchons :

Des personnes qui aient les mêmes aspirations, et cherchent un lieu, prêtent à partager quotidien et réalité et voulant s'engager pour un temps plus ou moins long ;

Nous proposons aux intéressés de venir passer quelques jours et qu'après réflexion, chacune des parties pourraient décider d'un avenir commun ou non.

« REGAIN » - La maison des Bois - Bréûnolles - 79140 Cerizay

N'OUBLIEZ PAS PENTECOTE 83

2 JOURS - 2 NUITS

SPECTACLE - INFORMATION - DEBAT

à CHOOZ - Repas - Buvette....

QUI SOMMES NOUS ?

Nous sommes COMMUNISTES LIBERTAIRES ou ANARCHISTES COMMUNISTES : ces deux termes sont pour nous équivalents et ont été utilisés l'un pour l'autre tout au cours de l'histoire du mouvement ouvrier.

Notre communisme, il faut le préciser tout de suite n'a RIEN A VOIR AVEC CELUI DES PAYS DE L'EST dits « socialistes », et que nous appelons, nous, CAPITALISME D'ETAT car il conserve les caractéristiques principales du capitalisme : le salariat et une production destinée au profit et non à la satisfaction des besoins ; en Russie comme en Chine, en Pologne ou à Cuba, on a substitué à la forme classique de propriété privée, la domination d'une classe bureaucratique, d'un appareil politique et administratif qui dirige la production et l'échange pour son propre compte : ce ne sont en fait que des dictatures basées sur le modèle du Bolchevisme qui a lui-même succédé à une autre dictature, le tsarisme, depuis 1917.

Nous luttons nous, pour une société dans laquelle les moyens de production et d'échange seront gérés non pas par leurs propriétaires « légaux » actuels, ou par des bureaucrates de l'Etat, pour le profit des uns, le pouvoir et le privilège des autres, mais par DES CONSEILS DE BASE : Conseils d'usine composés de ceux qui y travaillent, conseils de quartiers, de villages, de villes, de régions, composés de ceux qui y vivent, et qui ont la possibilité de se fédérer librement pour déterminer la quantité et la qualité de la production et son usage. Partis et Syndicats ne peuvent être les gérants de cette nouvelle forme d'organisation de la production et de sa répartition mais seulement des forces de proposition. Le conseil, lui, est l'organe d'expression et de décision de tous ceux qui travaillent et produisent, actuellement exclus de toute décision concernant leur travail et leur vie. Dans ces nouvelles structures, toutes les formes permanentes de délégation de pouvoir, de parti-guide, de Parlement, de structures étatiques seront écartées pour laisser place à l'auto-organisation des travailleurs.

Les modalités d'application de ces principes ne sont pas à déterminer à l'avance : elles dépendront de la situation générale et particulière, des formes locales de cultures, des possibilités et des désirs. Ce qui ne veut pas dire pour autant que le Communisme Libertaire n'est que vague utopie. L'histoire des révoltes et des révolutions fourmille d'exemples de l'application concrète de notre projet anarchiste, adaptés aux situations particulière de l'époque et du lieu, que ce soit la Commune de Paris, les Soviets dans la Russie de 1917, la révolte ukrainienne des maknovistes, les collectivisations dans l'Espagne de 1936.

Il est encore un autre point à préciser : ce socialisme que nous voulons n'a rien à voir non plus avec celui du PS au pouvoir depuis le 10 Mai ; celui-ci, dans la plus pure tradition sociale-démocrate se situe dans le camp des patrons, pas dans celui des travailleurs. Il nie la lutte des classes... depuis qu'il est au pouvoir. Il ne rêve que d'une société ou exploiteurs et exploités s'entendraient tant bien que mal pour le plus grand bien du développement industriel, de la Nation française.... c'est à dire des capitalistes. Comme ses prédécesseurs sociaux-démocrates il n'est là que pour mieux faire payer la crise aux travailleurs.

ET L'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE LA DEDANS ?

Nous ne pensons pas que la lutte pour la société que nous voulons soit essentiellement un combat d'idées.

Beaucoup d'anarchistes se contentent trop souvent de faire de la propagande pour leurs idées et de développer leurs analyses en dehors de tout contexte social, à côté des luttes qui secouent la société. Parfois ils mènent leur propre lutte... de leur côté. Cela est pour nous une conception surannée de l'action politique : l'exemple et la propagande comme arme principale.

Bien que ces deux facteurs ne soient pas à négliger, nous pensons que, dans la mesure ou notre projet politique s'est historiquement construit au fil et au cœur des mouvements sociaux, de révoltes et de tentatives d'établir des rapports sociaux égalitaires (avec des contradictions et des échecs aussi), c'est actuellement DANS ces mouvements sociaux qu'il faut combattre y compris d'ailleurs en luttant contre certains de leurs aspects qui chercheraient à retourner (ou à recréer) à un ordre ancien de domination capitaliste. C'est en effet dans les contradictions et les conflits actuels de la société que plongent les racines d'une autre société, dont l'ébauche jaillit parfois spontanément dans certaines situations.

Nous-mêmes, anarchistes, ne sommes pas foncièrement différents de ceux qui sont les acteurs de ces combats qui sont aussi les notres. Le Communisme Libertaire est un élément de réponse à ces luttes partielles qui le plus souvent ont du mal à aboutir dans la société telle qu'elle est. Cette société, nous ne la supportons plus, et nous pensons que lorsque des gens sont « en mouvement », dans des moments partiels de rupture, ils sont porteurs d'autres choses qui correspondent mieux à nos aspirations.

Notre organisation, l'OCL, n'est pas un Parti en ce sens que nous ne lui attribuons pas un rôle d'avant-garde destiné à diriger les luttes. L'OCL est un des multiples lieux de ces mouvements sociaux en lutte contre l'ordre capitaliste. L'OCL nous sert à échanger, à discuter, à agir, à informer, à mieux comprendre les choses collectivement, entre gens à peu près sur la même longueur d'onde. Et grâce aux débats contradictoires sur nos pratiques, nous pouvons agir plus clairement, plus efficacement aussi parfois. Nous ne privilégions pas l'apparition spécifique de l'OCL pas plus que celle des anarchistes en général. Nous préférons souvent agir avec d'autres gens de manière plus large, même si cela peut paraître moins radical (encore que souvent cela l'est plus), que de se retrouver en petit cercle idéologique, en secte « radicale ».

Notre journal, « Courant Alternatif », que nous faisons le plus collectivement possible (voir son fonctionnement), est un moyen de nous faire connaître, de dire ce que nous pensons, de nous ouvrir à l'extérieur, c'est en somme un reflet de nos activités...

Texte de l'OCL Sud-Ouest

L'ATELIER GRAPHIQUE, REIMS